Le PACTE libéral de Macron

L'Humanité
Le magazine des alternatives
DIMANCHE

N° 627 - SEMAINE DU 27 SEPTEMBRE AU 3 OCTOBRE

OTAN, ÉTATS-UNIS, RUSSIE, CHINE

LES NOUVEAUX CHAMPS DE BATAILLE

France 3.30 euros / Guadeloupe, Martinique 4,30 euros / Belgique 3,60 euros / Liban 8000 LPB /Tunisie 7,5 DIN

N° 627 - Semaine du 27 septembre au 3 octobre
M 04837 - 627 - F: 3,30 €



LES CROISIÈRES de l'Humanité
CROISIÈRE
DES TEMPLES D'ANGKOR
À HO CHI MINH-VILLE
Du 5 au 17 novembre 2018
150€ DE RÉDUCTION
AUX ABONNÉS DU JOURNAL
13 JOURS ENTRE
SIEM REAP (CAMBODGE) ET
HO CHI MINH VILLE (VIETNAM)
À BORD DU MEKONG PRESTIGE
LINA SANKARI
Journaliste à l'Humanité,
Lina Sankari est
spécialiste de l'Asie.
RÉSERVATION
01.83.79.94.60
PRÉCISEZ LE CODE HUMMEK18
Organisation
Rivages du Monde
Oui, je souhaite recevoir la documentation gratuite je complète en majuscules le coupon ci-dessous ou j'envoie un mail à l'adresse suivante : croisieres-humanite@rivagesdumonde.fr
M. ❐ Mme ❐ Vous voyagez : en couple ❐ seul(e) ❐ entre ami(e)s ❐
NOM : .... PRÉNOM : ....
ADRESSE : ....
CP : .... VILLE : .... PAYS : ....
TÉL. : .... EMAIL : ....@....................
À retourner sous pli affranchi à Rivages du Monde 19 rue du Quatre Septembre 75002 Paris
HUMMEK18
Ces informations sont destinées à SAS Rivages du Monde. Elles sont enregistrées dans notre fichier à des fins de traitement de votre demande de renseignements et le cas échéant de votre commande. Conformément à la loi « Informatique et Libertés » du 6 /01/78 modifiée et au RGPD du 27/04/16, elles peuvent donner lieu à l'exercice du droit d'accès et de rectification à l'adresse suivante : Rivages du Monde 19 rue du Quatre-Septembre, 75002 Paris. Notre Politique de Confidentialité est disponible sur le site : www.rivages-dumonde.fr. Vos données postales sont susceptibles d'être transmises à nos partenaires commerciaux, si vous ne le souhaitez pas, cochez cette case ❐.
SAS Rivages du Monde au capital de 8 000 Euros - 19 rue du Quatre Septembre 75002 Paris - RCS Paris B 438 679 664 - Immatriculation délivrée par Atout France 81 rue de Clichy, 75009 Paris : IM075100099 - RCP Hiscox : 19, rue Louis Le Grand 75002 Paris, N° police : HARCP0087439 - Garantie financière : GROUPAMA-ASSURANCES CRÉDIT 8-10 rue d'Astorg 75008 Paris, N° police : 4000713765 - Crédits photos : Thinkstock - Fotolia - iStock - Rivages du Monde. Photos non contractuelles.

ÉDITORIAL

PLUTÔT QUE LE CHÔMAGE, LE POUVOIR ATTAQUE LES CHÔMEURS !

PATRICK LE HYARIC

Les salariés des Fonderies du Poitou, de Ford, du secteur bancaire ou de la distribution, celles et ceux qui travaillent dans les multiples sites industriels menacés en dehors des radars médiatiques, dans l'une des 25 000 associations ébranlées par la suppression des contrats aidés, ou encore les agents publics dont le poste est en voie d'être supprimé, devront-ils, bientôt, eux aussi, traverser le fameux trottoir qui les emmènera vers… le chômage, dans un silence aussi glacial qu'une porte de Pôle emploi ?

Malgré tous les efforts pour maquiller les statistiques, plus de six millions de nos concitoyens restent à la recherche d'un emploi. On nous rétorque parfois que le tissu industriel se transforme sous l'effet des technologies et des demandes sociales. C'est justement cela qui justifie de pousser plus loin le projet de Sécurité sociale universelle, esquissé par Ambroise Croizat, qui permettrait de garantir un travail et une formation tout au long de la vie pour chacune et chacun.

A contrario, toutes les baisses de charges, la casse du droit du travail, l'argent public déversé à flots dans la besace des entreprises, de loi dite travail en loi Macron, n'ont eu pour seul effet qu'une augmentation massive du travail précaire, voire du travail illégal, notamment dans les secteurs de la restauration ou du bâtiment.

La menace du chômage n'est donc brandie comme épouvantail par les gouvernements et le Medef que pour faire accepter l'exploitation toujours plus forcenée du travail humain par un capital insatiable, en aucun cas pour résoudre le problème, car le niveau de chômage extraordinairement élevé sert autant à faire pression sur les salaires qu'à exercer un chantage sur les droits sociaux. Il permet encore de faire baisser le volume des cotisations pour attaquer le mode de financement solidaire des retraites et de l'ensemble de la Sécurité sociale. Voilà ses fonctions véritables, entretenues avec perversité, puisqu'il s'agit avant tout de vies humaines plongées dans la pauvreté.

La menace du chômage n'est brandie que pour faire accepter l'exploitation toujours plus forcenée du travail humain par un capital insatiable, en aucun cas pour résoudre le problème.

La seule mesure annoncée contre le chômage consiste à réintroduire la dégressivité des allocations. Mettre la tête des privés d'emploi sous l'eau en leur accrochant un parpaing au cou est une méthode déjà utilisée par des gouvernements libéraux sans aucun résultat sur le retour à l'emploi. C'est, au contraire, en garantissant leurs droits et en leur permettant de poursuivre une vie digne, soulagés de la crainte de ne plus pouvoir payer leurs factures ou de nourrir leur famille, que les privés d'emploi peuvent acquérir de nouvelles compétences et trouver un travail.

En réalité, cette mesure ne vise qu'à deux choses : faire accepter aux demandeurs d'emploi les travaux les plus précaires et abaisser encore les cotisations des employeurs, avec, en ligne de mire, la mise sous tutelle par l'État de la Sécurité sociale. D'un financement assis sur les salaires, M. Macron veut passer à un financement assis sur l'impôt qui laisserait au seul pouvoir politique le loisir de fixer les montants des allocations, en lien avec les institutions européennes et leurs prescriptions budgétaires. La suppression imminente des cotisations chômage remplacées par une hausse de 1,7 point de la CSG va non seulement contribuer au rapt organisé des retraites mais aussi amorcer cette mise sous tutelle. Ajoutons à ce sinistre tableau que la retraite par point annoncée risque grandement de priver les chômeurs de ressources futures…

La baisse du temps de travail, la sécurisation des parcours professionnels alliée à un droit à la formation, l'interdiction des licenciements boursiers, un autre accès au crédit pour les PME ne sont pas des mesures plus complexes que les actuelles usines à gaz libérales, mais autrement plus efficaces pour lutter contre le chômage. Il faudra rehausser le ton.★

L'IMAGE

« OUVREZ, OUVREZ LA CAGE AUX OISEAUX »

Une journée à écouter les pépiements de centaines de volatiles. Une certaine idée de l'enfer ?

Pas sûr que cela plaise à Pierre Perret, ces 1600 oiseaux suspendus dans des cages en bambou à plusieurs mètres du sol. Comme chaque année, il s'agit d'un concours de chant dans la province de Narathiwat en Thaïlande auquel participent des milliers de propriétaires de piafs venus de partout, même des pays voisins dont la Malaisie et Singapour. Durant toute une journée, quatre rounds ont lieu. Les oiseaux sont départagés par des juges pour leur capacité à chanter le plus fréquemment et non pour leur mélodie. Au final, le vainqueur gagne 30000 bahts, soit 786 euros (le salaire moyen thaïlandais s'établit à 19376 bahts, soit 508 euros). Et les oiseaux restent en cage. Dommage... les regarder « s'envoler, c'est beau ».

NARATHIWAT, THAÏLANDE
25 SEPTEMBRE



MADAREE TOHLALA / AFP



SOMMAIRE

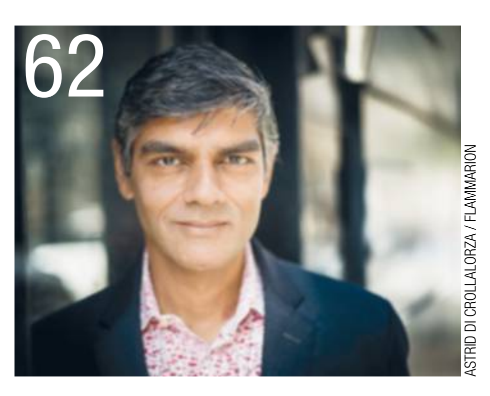

34

PEHUEN GROTTI



46

ALAIN PITTO / NURPHOTO / AFP


62

ASTRID DI CROLLALORZA / FLAMMARION

PARTI PRIS

NOS VIES

DÉCOUVRIR



Crédit de couverture : Mladen Antonov / AFP



La présence de forces chinoises dans la manœuvre russe fait la démonstration que les deux pays ont désormais des intérets communs, qui s'étendent bien au-delà de leur sphère d'influence. Ce n'est pas le retour de la guerre froide mais l'heure d'une nouvelle géopolitique mondiale.


MLADEN ANTONOV / AFP PHOTO

PARTI PRIS

LES NOUVEAUX CHAMPS DE BATAILLE

Avec Vostok 2018, exercice qui a rassemblé plusieurs centaines de milliers de soldats russes et chinois, les deux puissances adressent un message aux États-Unis, à l'Europe et à l'Otan. Une nouvelle alliance se met en place.

Trois cent mille hommes, des dizaines de milliers de blindés, des milliers d'aéronefs, et un renfort chinois… Vostok 2018, l'exercice programmé par la Russie, a atteint tous ses objectifs. Tant au niveau opérationnel, puisque selon les autorités militaires russes les missions assignées aux différentes troupes ont été réalisées, qu'aux niveaux diplomatique et politique, les Russes ont fait une démonstration de force. Certes, c'est toujours le cas dans ce type de manœuvres, mais, cette fois, personne n'est resté insensible à ce déploiement, pas plus qu'à la présence chinoise.

L'OTAN À L'ORIGINE DE TENSIONS

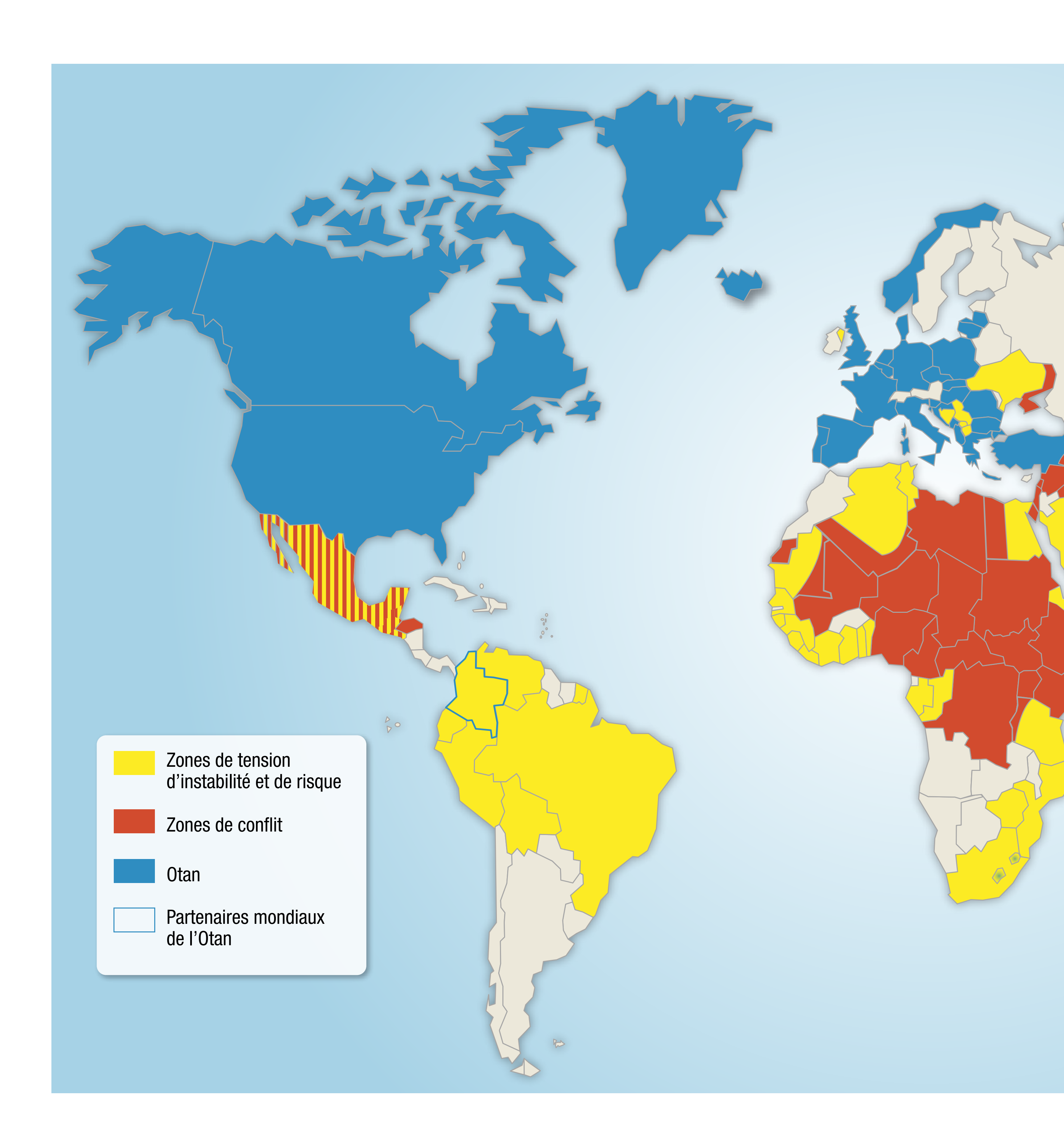
D'autant que, quelques jours avant le début de l'exercice, le porte-parole du Kremlin, Dmitri Peskov, inscrivait Vostok 2018 dans le contexte de « la situation internationale actuelle, qui est souvent très agressive et hostile pour (la Russie) ». Si l'acronyme Otan n'est pas cité, il n'en reste pas moins que c'est effectivement l'Alliance atlantique que visait Peskov. Avec Vostok 2018, la Russie envoie un message clair : « Stop à l'élargissement sans fin de l'Otan », avec l'entrée programmée de la future Macédoine du Nord dans l'Alliance. La phase actuelle se caractérise par la volonté des gouvernements d'Athènes et de Skopje, capitale de la Macédoine, d'aboutir à un compromis qui faciliterait l'objectif principal des États-Unis dans les Balkans : l'élargissement de l'Otan qui irait jusqu'à l'intégration future de la Serbie. Ce processus a commencé avec l'adhésion du Monténégro en mai 2017. Malgré les effectifs négligeables de son armée (moins de 3 000 soldats), l'adhésion du Monténégro revêtait une importance stratégique pour les États-Unis. Elle parachève la mise sous contrôle de l'Otan de l'ensemble du littoral de l'Adriatique, le reste se répartissant entre l'Italie, la Slovénie, la Croatie et l'Albanie, tous membres de l'Alliance atlantique. Cela a également porté un coup à l'influence de la Russie dans ce pays et contré avec succès les réticences d'une grande partie de sa population et de son élite politique. L'importance du Monténégro dans la constitution d'un « arc antirusse » dans les Balkans a été particulièrement soulignée par le sénateur américain John McCain lors de sa visite dans ce pays en avril 2017.

L'adhésion projetée de la République de Macédoine obéit à une logique similaire qui permettra aux États-Unis d'atteindre rapidement leur objectif stratégique : surmonter la « neutralité » actuelle de la Serbie et éliminer définitivement la Russie des Balkans.

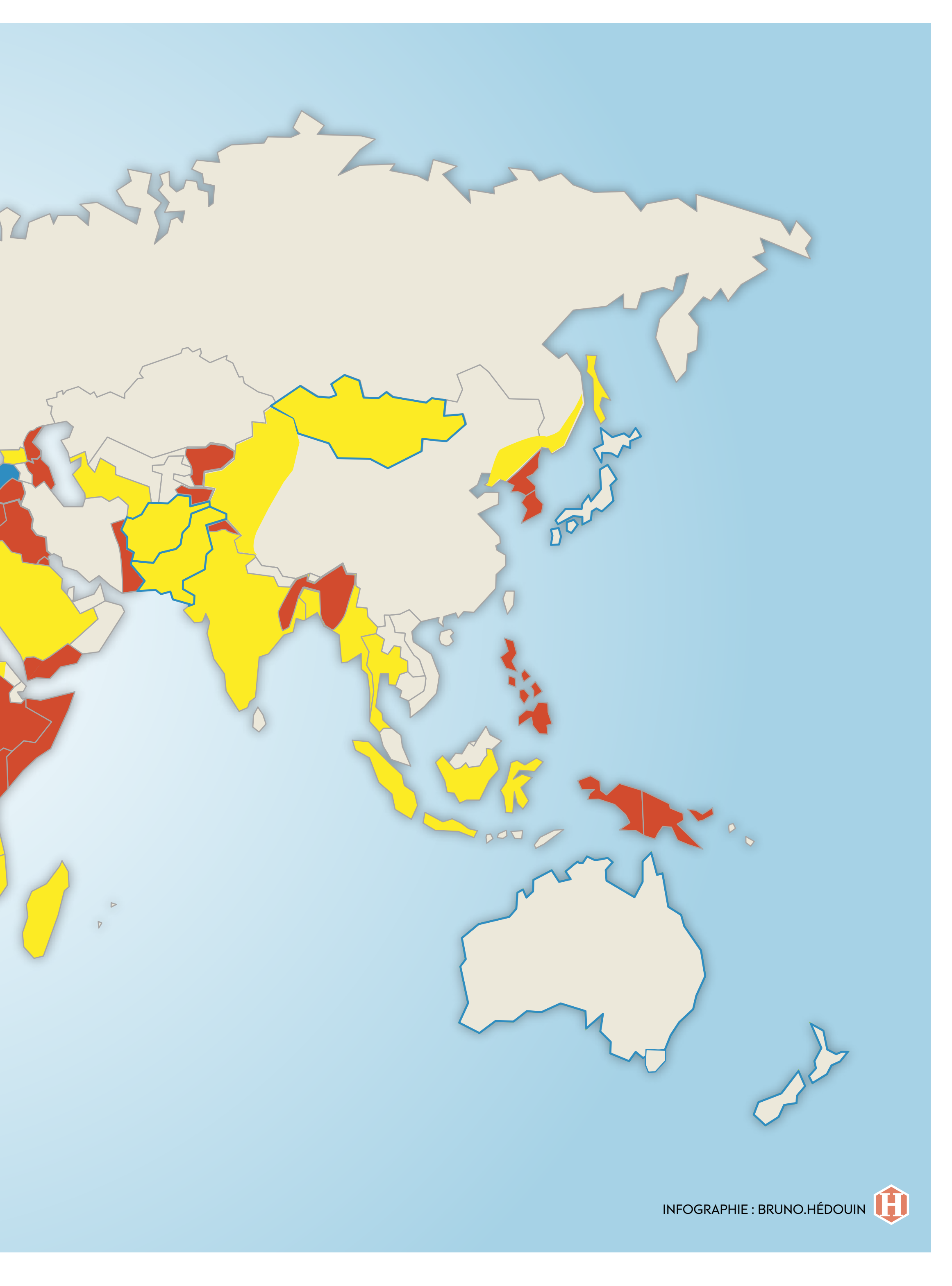
L'UKRAINE TOUJOURS ET ENCORE

Second message des Russes : « Stop aux pressions via les sanctions économiques à la suite du référendum en Crimée ou des tensions au Donbass ». Ce n'est pas pour rien que l'exercice ne s'est pas borné à un défilé militaire, mais qu'il a porté sur ce que les autorités »

Lire la suite page 12


Zones de tension d'instabilité et de risque
Zones de conflit
Otan
Partenaires mondiaux de l'Otan

TENSIONS ET CONFLITS DANS LE MONDE



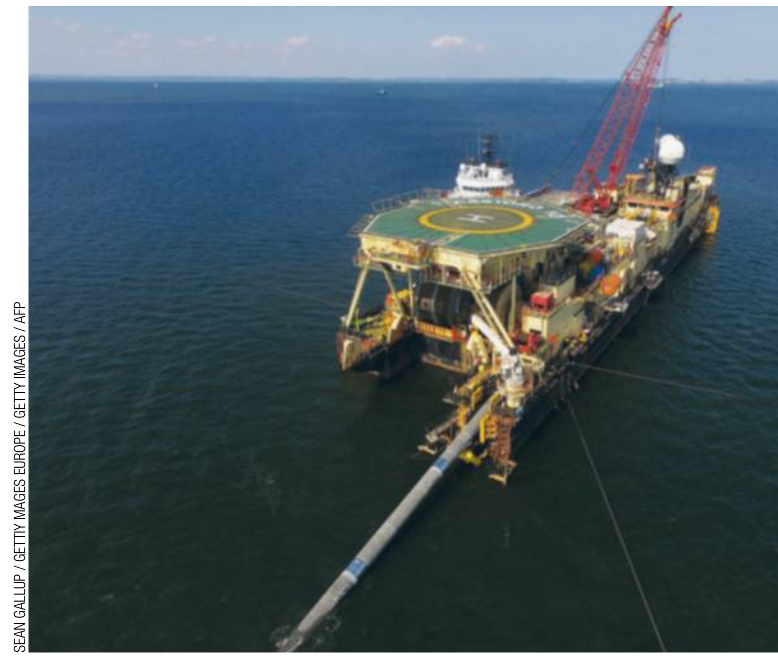
Donald Trump a fait grimper le budget de la défense aux États-Unis qui devrait atteindre 716 milliards de dollars en 2019. Ce budget dépasse celui de la Chine et celui de la Russie combinés ! Des États-Unis qui exigent également l'augmentation des budgets de la défense à 4 % du PIB pour tous les pays de l'Otan. Autrement dit une augmentation de la militarisation au moment où ces mêmes gouvernements demandent à leurs peuples de se serrer la ceinture. Comme l'explique Pierre Guerlain, professeur de civilisation américaine à l'université Paris-Ouest-Nanterre (1), « l'Otan a servi à faire une guerre illégale au Kosovo, guerre qui a conduit à la construction d'une énorme base américaine dans ce nouveau micropays. L'Otan a servi de couverture à la guerre en Libye en 2011 où la résolution de l'ONU qui l'autorisait, à laquelle ni la Russie ni la Chine ne s'étaient opposées, a immédiatement été violée par les puissances occidentales. La guerre en Libye, qu'Obama a regrettée par la suite, est en grande partie responsable, avec celle d'Irak en 2003, du chaos au Moyen-Orient… » Et donc également par ricochet d'une partie du chaos en Afrique. À cela on peut ajouter l'Afghanistan où, après l e 11 septembre 2001, la réponse militaire américaine, sous couverture de l'Otan, a été et reste un fiasco monumental, les talibans contrôlant une grande partie du pays. Comme l'écrit Richard Sakwa, professeur de géopolitique à l'université du Kent, « l'Otan existe pour gérer les problèmes créés par le fait qu'elle existe ».

(1) www.gabrielperi.fr

Suite de la page 9

))) russes ont appelé la « sécurité traditionnelle », autrement dit la réponse à des agressions territoriales par d'autres États.

Car, l'Otan et les États-Unis, loin de vouloir baisser la pression, veulent au contraire l'augmenter d'un cran. L'Ukraine demande en effet de nouvelles sanctions internationales contre les ports russes de la mer Noire, en raison de ce qu'elle appelle le « blocus » de la mer d'Azov. Et le 30 août dernier, le département d'État américain condamnait « le harcèlement par la Russie du transport maritime international dans la mer d'Azov et le détroit de Kertch ». Ajoutant que « les mesures prises par la Russie pour entraver le transit maritime sont d'autres exemples de sa campagne en cours visant à saper et à déstabiliser l'Ukraine, ainsi que son mépris des normes internationales », précisant que « les États-Unis soutiennent la souveraineté et l'intégrité territoriale de l'Ukraine à l'intérieur de ses frontières internationalement reconnues et s'étendant à ses eaux territoriales ». Stephen Blank, membre de l'American Foreign Policy Council, un influent think tank qui compte parmi son conseil d'administration foule d'anciens sous-secrétaires d'État, juge ainsi qu'il « existe un besoin impérieux d'offrir des armes pour aider l'Ukraine maintenant ».



SEAN GALLUP / GETTY IMAGES EUROPE / GETTY IMAGES / AFP

L'enjeu énergétique reste au centre des tensions. L'Europe n'est pas épargnée. Le pipe-line Nord Stream germano-russe (photo) se heurte au projet Initiative des trois mers (ITM) porté par la Pologne et les États-Unis.

LE GAZ, ARME GÉOPOLITIQUE

Mais les points de tension entre Europe et Russie ne sont pas uniquement concentrés sur l'Otan et l'Ukraine. Ainsi, le projet d'Initiative des trois mers (ITM) est un autre facteur de crispation. Ce projet, lancé par la Pologne, qui vise à la création d'un axe économique Nord-Sud en Europe centrale et orientale, principalement destiné à réorienter les approvisionnements en énergie des pays situés entre l'Adriatique, la mer Baltique et la mer Noire, est soutenu par les États-Unis. Pourquoi ? ITM prévoit de faire de la Pologne une plateforme de redistribution de gaz naturel en Europe orientale. Mais du gaz importé d'outre-Atlantique et produit essentiellement par l'industrie américaine du gaz de schiste.

Car, en 2022, le contrat qui lie la Pologne au géant russe Gazprom arrive à expiration. Au-delà de l'aspect économique, les États-Unis soutiennent fortement le projet ITM car il aurait aussi l'avantage de faire du gaz américain la première ressource énergétique des pays d'Europe centrale, bloquant ainsi les débouchés économiques des productions énergétiques russes. Mais aussi de diviser une Union européenne déjà mal en point, puisque ce projet heurte les intérêts allemands qui visent à faire de la Russie leur partenaire gazier privilégié avec le gazoduc sous-marin Nord Stream.

Cette volonté américaine de reprendre la main sur les exportations énergétiques permet d'appréhender autrement la question vénézuélienne. L'élargissement récent de l'Otan à la Colombie, par le biais du statut de partenaire mondial (le même que celui accordé au Japon et à la Corée du Sud), permet aux États-Unis de disposer dans cette région du monde d'un allié lié de manière structurelle. Cela permet également aux États-Unis, si jamais la situation vénézuélienne évoluait de manière à « justifier » une intervention armée telle que demandé récemment par le secrétaire général de l'Organisation des États d'Amérique, Luis Almagro, de prendre le contrôle des formidables ressources énergétiques du pays. Un enjeu énergétique qui recoupe également les conflits du Proche et du Moyen-Orient, notamment la guerre en Syrie…

CHINE ET RUSSIE MAIN DANS LA MAIN ?

Reste que la Russie travaille à trouver d'autres partenaires économiques, en particulier la Chine, qui est devenue bien plus qu'un partenaire, et c'est cela l'autre message de Vostok 2018. En diplomatie, aucun mot n'est anodin, aucune comparaison n'est fortuite. Lorsque Dmitri Peskov parle de la participation chinoise, comme de « l'élargissement de l'interaction des deux alliés dans tous les domaines »,

Désormais, la Chine a aussi des intérêts à faire valoir en Méditerranée. Après le port du Pirée (Grèce) cédé en 2015, celui d'Haïfa (Palestine), sera sa deuxième voie d'entrée dans la région.

on sort du vocable habituel de « partenaires ». De la même manière, « tous les domaines » impliquent un engagement stratégique convergent entre la Chine et la Russie sur les autres questions : la Corée du Nord, l'Iran avec l'accord sur le nucléaire, et bien entendu la Syrie.

D'autant que les deux puissances ont par ailleurs un intérêt convergent : détacher les Japon de la tutelle exclusive des États-Unis et de son partenariat avec l'Otan. Ainsi, au Forum économique de l'Est, qui s'est tenu à Vladivostok du 11 au 13 septembre, Poutine a déclaré qu'il était prêt à signer un traité de paix avec le Japon et à mettre fin à l'armistice qui dure depuis 1945. Le tout sans condition préalable, le règlement du contentieux des îles Kouriles – administrées par la Russie, elles sont revendiquées par le Japon – étant remis à plus tard.

Un moyen de faire comprendre à Shinzo Abe, le premier ministre japonais, que la sécurité dans la région reste pour la Russie une question capitale et de critiquer sa décision d'étendre le déploiement sur le territoire japonais d'un système de défense antimissiles américains. De leur côté, Xi Jinping et Shinzo Abe sont convenus d'améliorer leur coopération pour « la construction d'une Asie prospère et paisible », au moment où Trump va faire appliquer des tarifs douaniers qui vont frapper des produits manufacturés en Chine pour 200 milliards de dollars et menace d'engager une guerre commerciale avec le Japon.

Sans oublier que, désormais, la Chine a également des intérêts à faire valoir en Méditerranée. Après ses investissements dans le port du Pirée, un contrat signé en 2015 avec les autorités portuaires de Haïfa en Palestine octroie son exploitation à la compagnie Shanghai International Port Group à partir de 2021. Ce qui fait grincer des dents les amiraux de la sixième flotte américaine dont l'un des ports d'attache en Méditerranée est Haïfa. La Chine, qui laisse de plus en plus entendre qu'elle a son mot à dire sur la gestion de la guerre en Syrie, ne serait-ce qu'en raison de la présence d'Ouïgours du mouvement islamique du Turkestan oriental dans les forces de Daech.

STÉPHANE SAHUC
ssahuc@humadimanche.fr

ENTRETIEN
« C'EST TROP SOUVENT L'ARME DES SANCTIONS QUI EST UTILISÉE »

Pour Paul Quilès, « la construction de la paix passe par le renforcement des institutions internationales, pas seulement dans le domaine de la sécurité, mais aussi dans le domaine économique ».


PATRICK NUSBAUM

PAUL QUILÈS
Ancien ministre de la Défense et président d'IDN (Initiatives pour le désarmement nucléaire)

Alors que se tient la 73e Assemblée générale de l'ONU, de nombreux conflits, au Yémen, en Syrie ou en Ukraine, n'ont toujours pas trouvé d'issue politique. Le multilatéralisme semble s'effacer au profit du bilatéralisme et les tensions entre les États-Unis, la Russie et la Chine inquiètent le monde. Dans ce contexte, comment promouvoir la paix ?

Le nombre de conflits en cours ne révèle-t-il pas une crise de la diplomatie mondiale et de l'un de ses piliers, les Nations unies ?

Il y a certainement une crise de la diplomatie en ce sens que, en violation de la charte des Nations unies (1), la tentation du recours à la force l'emporte à présent souvent sur la volonté de dialogue. Les conflits sont, en outre, généralement internes aux États, mais ils donnent lieu à des ingérences étrangères sous des formes diverses. Chacun d'eux présente cependant des caractéristiques spécifiques, irréductibles à un traitement global.

En Ukraine, l'opposition entre Européens, Américains d'un côté, Russes de l'autre, semble insoluble, malgré les accords de Minsk 2 (février 2015). Il en résulte une détérioration de la sécurité paneuropéenne, un affaiblissement considérable de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) et l'apparition de tensions militaires sur le continent, à l'ombre des menaces nucléaires réciproques.

En Syrie, les Européens et les Américains semblent se résigner à une victoire gouvernementale, alors que la Turquie est appelée à jouer un rôle clé dans l'évolution indispensable du pouvoir syrien vers un mode de gouvernement plus inclusif.

Au Yémen, les grandes puissances semblent donner carte blanche à l'Arabie saoudite et à son allié émirati pour affaiblir la rébellion houthie, malgré les crimes de guerre et contre l'humanité commis. Aucune solution militaire n'est possible, mais les belligérants se refusent à entrer dans une réelle négociation politique.

Dans ces trois cas, comme dans celui de nombreuses autres crises, le Conseil de sécurité est impuissant à exercer la « responsabilité principale du maintien de la paix et de la sécurité internationales » que lui attribue la charte des Nations unies (2), essentiellement en raison de désaccords de fond entre ses cinq membres permanents (3), chacun doté d'un droit de veto. »)



CARLO ALLEGRI / REUTERS

«Le bilatéralisme que promeut Trump à la tribune de l'ONU est dangereux, il favorise l'escalade des conflits armés. Le risque existe d'un recours à des formes de gesticulation nucléaire.» PAUL QUILÈS

))) Cette situation montre à quel point une réforme de l'ONU est indispensable, en particulier pour rendre le Conseil de sécurité plus représentatif ou pour accroître les pouvoirs de l'Assemblée générale qui rassemble tous les États membres. Il est à noter cependant que, même dans sa configuration actuelle, le Conseil de sécurité montre parfois une certaine efficacité dans le traitement des crises régionales, notamment africaines.

L'ONU et le multilatéralisme semblent s'effacer au profit du bilatéralisme dont le président des États-Unis, Donald Trump, est partisan. Comment expliquer cette mise à l'écart de l'ONU et du dialogue ?

Cette évolution est dangereuse dans la mesure où elle favorise l'escalade des conflits armés, notamment lorsque des puissances nucléaires sont impliquées. Le risque existe alors, par exemple aux frontières de la Russie, que ces puissances aient recours à des formes de « gesticulation nucléaire » en annonçant le déploiement de leurs unités d'armes nucléaires dites « tactiques ». Il est donc urgent de retirer ces armes, qu'elles soient américaines ou russes, du continent européen. J'aimerais que la France s'exprime fermement à ce sujet.

Construire la paix apparaît de plus en plus difficile...

Il est vrai que le dialogue et, plus largement, les modes pacifiques de règlement des conflits ne sont pas assez pris en considération lorsqu'il s'agit de régler une crise. C'est trop souvent l'arme des sanctions qui est utilisée, presque de manière réflexe. Les sanctions peuvent être utiles lorsqu'il s'agit de combattre une atteinte au droit international, mais il est contre-productif et dangereux de les lancer sans avoir défini au préalable avec précision l'objectif recherché. Elles ne peuvent en aucun cas se substituer au dialogue ou rendre le dialogue impossible (par exemple, lorsqu'elles visent à réduire le potentiel de croissance de l'adversaire).

Pour ce qui est des tentatives d'hégémonie régionale, l'expérience montre qu'il s'agit d'un objectif difficile à atteindre, sauf, sans doute, dans certaines circonstances, pour une hyperpuissance comme les États-Unis. Toute entreprise en ce sens d'une puissance moyenne se heurte inévitablement à la résistance d'autres puissances du même rang. Si des organisations internationales suffisamment fortes existent pour concilier les intérêts en présence, ce phénomène naturel de concurrence entre États n'est pas nécessairement générateur de conflits.

Quelles pourraient être les pistes pour construire la paix et éviter que le multilatéralisme ne disparaisse ?

Comme je l'ai dit, la construction de la paix passe par le renforcement des institutions internationales, pas seulement dans le domaine de la sécurité, mais aussi dans le domaine économique, de façon à prévenir notamment des guerres commerciales, dont on voit aujourd'hui qu'elles peuvent être dangereuses pour les équilibres politiques et pour la paix.

La paix se construit aussi sur le terrain du développement durable : dans ce domaine, l'action individuelle des États est insuffisante, elle doit être coordonnée et démultipliée par les organisations internationales autour de l'ONU.

Le désarmement, tout particulièrement nucléaire, est enfin essentiel pour écarter le risque catastrophique d'un emploi de l'arme nucléaire, notamment tactique, dans les zones de tension. Un désarmement progressif, contrôlé et multilatéral, permettrait de restaurer le climat de confiance indispensable aux progrès de la paix. Il devrait notamment conduire les puissances nucléaires à adhérer au traité d'interdiction des armes nucléaires, ouvert à la signature depuis septembre 2017. Il devient urgent que les cinq « pays dotés » de l'arme nucléaire (États-Unis, Russie, France, Royaume-Uni, Chine), qui sont signataires du TNP (traité de non-prolifération), sortent de l'hypocrisie insupportable qui consiste à proclamer qu'ils luttent contre la prolifération, alors qu'ils ne respectent pas ce traité (4) et qu'ils alimentent une nouvelle course aux armements. ★

ENTRETIEN RÉALISÉ PAR VADIM KAMENKA
vkamenka@humadimanche.fr

(1) Article 33 de la charte des Nations unies : obligation du règlement pacifique des différends.

(2) Article 24.

(3) États-Unis, Russie, France, Royaume-Uni, Chine.

(4) Article 6 du traité de non-prolifération nucléaire.

CHRONIQUE

ARIANE: UN AUTRE VISAGE DE L'EUROPE

FRANCIS WURTZ
Député honoraire du Parlement européen



À l'occasion du 100e tir d'une fusée Ariane 5, le 25 septembre, arrêtons-nous sur une dimension très particulière de « l'Europe » : l' Agence spatiale européenne (ESA), indépendante de l'UE, mais coélaborant avec elle la politique spatiale. Celle-ci est intéressante à plusieurs égards. D'abord, pour les nombreux services qu'elle est capable de générer. Certains sont connus, comme ceux concernant les télécommunications, l'accès à Internet, la météorologie ou la navigation-localisation. D'autres le sont moins, tels que l'observation de la Terre pour la protection de l'environnement, la gestion des ressources naturelles (agriculture, eau…) à l'échelle de la planète, ou l'évaluation de l'efficacité des mesures prises contre le réchauffement climatique. Sans oublier ses importantes retombées en matière de développement scientifique et technologique, de création de nouveaux métiers et de nouvelles filières industrielles.

L'Europe spatiale mérite également notre attention du point de vue de son mode de fonctionnement, très différent des règles en vigueur au sein de l'Union européenne. Fondée sur une coopération intergouvernementale, l'ESA est dirigée par un conseil où chacun de ses 22 États membres dispose d'une voix, quels que soient sa taille et son poids financier (1). Le budget de l'Agence est composé d'une partie fixe et obligatoire (20 % du total) – à laquelle chacun contribue en fonction de sa production de richesses (PIB) – et d'une partie variable et facultative (80 %) alimentée par chaque pays à la hauteur… de son choix. Mais, en retour, à la proportion de sa contribution financière correspondra celle des commandes confiées par l'Agence à ce pays. Celui qui décidera de verser 10 % du budget facultatif bénéficiera de 10 % des travaux de recherches ou de production d'engins spatiaux. C'est ce qu'on appelle le principe du « retour géographique », par opposition à celui de la mise en concurrence, pratiquée dans l'UE à travers les appels d'offres. Ajoutons que l'excès de centralisation est, ici, clairement évité : si le siège de l'Agence est à Paris et le centre de tir en Guyane, le Centre européen de technologie spatiale, chargé de concevoir la plupart des véhicules spatiaux, est situé aux Pays-Bas, le Centre de formation des astronautes en Allemagne, l'Institut européen de recherches spatiales en Italie, le Centre européen de l'astronomie spatiale (qui traite les données issues des missions) en Espagne… Quant au personnel, il provient de tous les États membres.

L'Europe spatiale a instauré le principe du « retour géographique » – à chacun selon ses investissements–, par opposition à celui de la mise en concurrence, pratiquée dans l'UE.

Enfin, l'ambition de l'ESA est d'assurer l'indépendance technologique et la « préférence européenne », tout en coopérant activement avec les autres grandes agences mondiales – États-Unis, Russie, Chine, Inde… Ce modèle original résistera-t-il aux pressions en faveur de « l'ouverture des marchés à la concurrence » ? SpaceX, le lanceur « low cost » américain, sous contrat avec la Nasa, aura-t-il raison des acquis remarquables d'Ariane et de l'ESA ? Comment réagir ? Ce type de défi a, lui aussi, toute sa place dans le débat sur l'avenir du projet européen.

(1) Sur les 22 États membres de l'ESA, 20 sont dans l'UE, auxquels s'ajoutent la Norvège et la Suisse.

ASSURANCE-CHÔMAGE UN SYSTÈME SOLIDAIRE MIS À MORT

Le gouvernement a informé les « partenaires sociaux » (syndicats et patronat) de ses exigences en matière d'assurance-chômage. Chargés d'une énième réforme du dispositif, ils vont devoir réfléchir dans un cadre budgétaire ultracontraint : en trois ans, il faudra réaliser entre 3 et 3,9 milliards d'euros d'économies !

Si le gouvernement fait semblant de laisser aux syndicats et au patronat une marge de manœuvre quant aux moyens utilisés, il a suggéré les chantiers à ouvrir : dégressivité des allocations pour les cadres, refonte du dispositif permettant le cumul des indemnités lorsqu'un chômeur retrouve un emploi, etc. Le gouvernement est resté très vague sur la seule mesure potentiellement intéressante : la modulation des cotisations sociales en fonction du nombre de contrats précaires dans l'entreprise. Cette promesse électorale du candidat Macron a perdu tout caractère contraignant, puisque le gouvernement laisse le soin aux « partenaires sociaux » de « responsabiliser les employeurs »… Le Medef n'en demandait pas tant !



PASCAL SITTLER / RÉA

Entre 3 et 3,9 milliards d'économies à réaliser en trois ans : le coup de massue !

En attendant, le gouvernement a réussi à liguer les syndicats contre lui : « L'état d'esprit de l'exécutif, ce sont des économies, des économies, des économies, sur le dos des demandeurs d'emploi », a martelé Michel Beaugas (FO). Même la CPME (ex-CGPME) a dénoncé une « réforme à l'envers », car trop centrée sur les économies à réaliser. Reste à savoir si les « partenaires sociaux » vont accepter de jouer le jeu imposé par le pouvoir…

BABOUSE BLUES



OPPORTUNISME. BARCELONE, UNE HERBE PLUS VERTE POUR VALLS ?

« À 20 ans, j'ai épousé la France », dit souvent Manuel Valls. Voici donc le divorce, à 56 ans, après une carrière politique marquée par la brutalité et l'opportunisme. Au point d'être tricard avec tout le monde, PS comme LaREM. Il a donc décidé, sur sollicitation du parti de centre droit et ultralibéral Ciudadanos, de se présenter à la mairie de Barcelone, en mai 2019. Farouche anti-indépendantiste de la Catalogne, il est soutenu par les milieux d'affaires. La partie est loin d'être gagnée : au début de l'été, il était donné à 5 %.

100

C'est le nombre de jours sans gel qu'a connus le pic du Midi de Bigorre, qui culmine à 2 870 mètres dans les Hautes-Pyrénées. Le précédent record remonte à 1999 et il était de 77 jours. Ce triste exploit va se prolonger, car « il pourrait ne pas y avoir de gelées avant le début du mois d'octobre », précise Gisèle Lafaille, prévisionniste à Tarbes. Il faut remonter au 14 juin pour retrouver une température négative (– 1,6 °C) sur le pic du Midi.

SPORT. DES MOYENS TOUT DE SUITE !

Le monde sportif veut se faire entendre ! Un coup de gueule face à la baisse de 6 % du budget du ministère et la suppression de 1 600 postes (« HD » n° 626). Le Comité national olympique sportif a lancé une pétition le 21 septembre (lesportcompte.franceolympique.com). En deux jours, 156 000 personnes avaient déjà signé « Sport pour tous, tous pour le sport ». « Nous, sportifs, dirigeants de clubs, bénévoles, passionnés, citoyens : demandons que le sport bénéficie de moyens à hauteur de ses apports humains, économiques et sociétaux », écrivent-ils.

CHRONIQUE

LA RUPTURE DE 2008



JEAN-CHRISTOPHE LE DUIGOU
Économiste et syndicaliste

La crise a 10 ans. Les analyses qui ont fleuri à cette occasion ont toutes souligné l'ampleur du choc récessif enregistré par nos économies. Mais la tendance dominante est de banaliser les causes de l'événement. Après tout, il ne s'agissait que d'une bulle spéculative de plus qui s'inscrivait dans une longue liste des crises jalonnant la trajectoire du capitalisme mondialisé… L'explication est bien courte. Elle évite de s'interroger sur les caractéristiques particulières de cette crise majeure.

Depuis plus de trente ans, entreprises et marchés libéralisés jouent le même jeu dévastateur. La recherche d'un taux de profit élevé les conduit à mettre une pression sans précédent sur les travailleurs : les entreprises ont massivement supprimé des emplois ; elles se sont opposées à la hausse des salaires ; elles ont dévalorisé les qualifications ; développé la précarité ; et ont peu investi dans la sphère productive.

La mondialisation, quant à elle, a mis en concurrence des travailleurs à l'échelle du monde et a accentué les pressions sur leurs rémunérations, leurs statuts, leurs conditions de travail et d'emploi. Partout, la part des salaires dans les richesses créées, ou dans la valeur ajoutée, a diminué et les inégalités se sont accrues.

La crise prend par ailleurs racine dans la surabondance structurelle de capitaux à la recherche d'une rentabilité élevée. Ne trouvant pas suffisamment d'opportunités dans l'activité manufacturière, la distribution ou les services, les gestionnaires des fonds d'investissement ont cherché un taux de profit majoré dans la finance, ce qui a abouti à une hypertrophie financière de l'économie, c'est-à-dire une immense accumulation de dettes et de créances, publiques et privées, contrepartie d'une part d'une insuffisance de la demande et d'autre part de déficits qui s'accroissaient et qui aujourd'hui menacent à tout moment d'exploser.

L'originalité de cette crise tient au fait que les spéculations ne portent plus essentiellement sur des biens matériels, produits agricoles, matières premières, produits alimentaires, charbon, pétrole… mais s'appuient désormais, via la technique de la titrisation, sur des supports représentatifs de dettes, en l'occurrence des crédits hypothécaires, les fameux subprimes. Cela permet un développement pratiquement sans limite de ces marchés spéculatifs.

Cette crise financière, avec ses conséquences terribles pour les travailleurs et pour l'économie à l'échelle du monde, n'est donc pas seulement une crise de la finance. Elle est la manifestation d'une crise systémique résultant des années de déflation salariale, de récession sociale et de pression sans précédent sur les activités manufacturières. Sortir de cette crise supposerait de rompre avec les politiques antisalariales et antisociales actuelles et de desserrer l'étau de la finance autour l'industrie.

Nos gouvernants ont dit vouloir poser de nouvelles règles. « Réguler » est bien entendu indispensable, mais pas suffisant. Les gestionnaires de fonds se jouent des mailles du filet et échappent aux régulations mises en place. La « finance de l'ombre » ne fait que croître et prospérer. La crise commencée en 2008 met en exergue le besoin d'une nouvelle stratégie de développement social, économique et environnemental, avec au cœur une « resolvabilisation salariale », mais aussi de profondes transformations des politiques publiques. ★

Plus qu'une crise de la finance, c'est la manifestation d'une crise systémique résultant d'années de déflation salariale, de récession sociale, de pression sans précédent sur les activités manufacturières.

POLÉMIQUE
ÉRIC ZEMMOUR, TÊTE À CLASHS

La machinerie est rodée. Acte I. Inviter sur un plateau télé taillé pour la castagne un « intellectuel » en autopromotion, le plus proche possible de l'extrême droite de préférence. Acte II. Attendre que le « clash » survienne et diffuser tous azimuts. Acte III. Laisser le feu prendre et alimenter à coups de bidon d'essence. Cette fois-ci, c'est Éric Zemmour qui a remis en marche la machine, face à une chroniqueuse de l'émission « les Terriens du dimanche », de Thierry Ardisson. L'éditorialiste a asséné à Hapsatou Sy que son prénom était « une insulte à la France », puisque non issu du « calendrier chrétien ». Ce fut le départ d'une série de réactions indignées, de débats, de pétitions. Quelque temps auparavant, le même avait déclaré sans ciller que le « traître » Maurice Audin méritait « 12 balles dans la peau ». Au-delà de ces propos, c'est la complaisance à l'égard du personnage qui interpelle. Voilà un homme condamné pour provocation à la haine, qui n'est ni historien ni philosophe, mais à qui l'arène médiatique a conféré un semblant de légitimité et sert la soupe régulièrement. Il n'est pas question d'en appeler à la censure, mais de relever un fait problématique : dans les médias dominants, le débat tend à se réduire à une confrontation entre tenants de la pensée « autorisée » (en gros, les chroniqueurs néolibéraux) et intellectuels faussement iconoclastes (les réactionnaires xénophobes de type Zemmour). Jusqu'à quand ?


EMMANUEL DUNAND / AFP

La complaisance à l'égard du xénophobe, pourtant déjà condamné, interpelle...

FORD BLANQUEFORT
850 MANIFESTANTS DÉNONCENT LE SCANDALE

Près de 850 personnes ont défilé, le 22 septembre, dans les rues de Bordeaux à l'appel de la CGT et de la CFTC en soutien aux salariés de l'usine de Blanquefort. Implantée en 1972, l'usine qui a vu fondre ses effectifs comme neige au soleil – de 4 200 salariés en 2000 à 872 aujourd'hui – est menacée de fermeture d'ici à 2019. « Un scandale » dénoncé par les syndicats qui rappellent que le constructeur américain affiche un bénéfice de 7,6 milliards d'euros et a touché 50 millions d'euros d'aides publiques au nom du maintien de l'emploi dans son usine de Gironde. Sous la pression des salariés et des élus locaux, le ministre de l'Économie, Bruno Le Maire, venu à leur rencontre le 21 septembre, a prétendu que « le gouvernement travaille d'arrache-pied pour trouver un repreneur ». Le belge Punch Powerglide est sur les rangs. Ce groupe, qui a repris une usine de boîte de vitesses de Strasbourg sans supprimer d'emplois, est montré en exemple. Reste qu'il est issu du groupe Punch Metals tristement célèbre pour sa reprise de l'usine Still de Montataire (Oise), qu'il a finalement liquidée en 2013.

NUMÉRISATION. LE GRAND BUG

Le Défenseur des droits, Jacques Toubon, a signalé dans un rapport avoir reçu « plusieurs milliers de saisines » relatives à des difficultés rencontrées avec l'Agence nationale des titres sécurisés. Ce portail Web a remplacé en novembre 2017 l'accueil assuré en préfecture et sous-préfecture pour obtenir permis et carte grise. « Délais excessifs », « pannes informatiques », aucune « alternative » : il pointe les problèmes et demande au gouvernement de « respecter les droits des usagers ».

700

C'est le nombre de militants exclus de la France insoumise, le 12 septembre. Un collectif insoumis démocrates, contestant le mode de fonctionnement du mouvement, doit tenir son « assemblée fondatrice » à Paris, les 20 et 21 octobre. La réponse de la direction nationale de la FI ne s'est pas fait attendre : un mail signé de Coline Maigre lui a signifié son « retrait » de la plateforme de la France insoumise, soit son exclusion.

EUROPACITY. PAS DE ZAC MAIS UNE GARE EN PLEIN CHAMP !

Le gouvernement s'entête. Le préfet du Val-d'Oise a accordé le permis de construire de la gare « Triangle-de-Gonesse » pour desservir EuropaCity, le méga-complexe du groupe Auchan et du chinois Wanda. Alors même que la zone d'aménagement concerté (ZAC) est annulée. L'appel du gouvernement ne sera jugé qu'en 2019. Et surtout, dénonce le Collectif pour le Triangle de Gonesse, pourquoi investir 1 milliard de fonds publics pour une gare en plein champ alors que d'autres besoins urgents ne sont pas satisfaits ?


LA CROISSANCE NE SUIT PAS
POURTANT LES PREMIERS DE CORDÉE SONT EN PLEINE FORME !
CAMBON

BREXIT
QUI AURA LA PEAU DE THERESA MAY ?

Lors de son congrès annuel à Liverpool, le Labour s'est prononcé en faveur d'élections générales plutôt que pour la tenue d'un second référendum sur le Brexit. « Il s'agit de respecter le résultat du référendum mais, si l'accord (conclu entre Londres et Bruxelles) n'est pas acceptable pour le Parlement, nous devrions avoir des élections ou garder la possibilité d'un vote populaire », a ainsi résumé à la BBC John McDonnell, chargé des questions financières au sein du Labour.

Le pari du dirigeant du Parti travailliste, Jeremy Corbyn, résulte dans l'incapacité de la première ministre Theresa May à réunir les conservateurs sur un accord de sortie de l'Union européenne négocié avec les 27 États membres. Celle-ci n'est pas certaine de le faire approuver par le Parlement. En cas d'échec, cela pourrait donc déboucher sur de nouvelles élections.

Corbyn n'a jamais caché sa réticence à l'égard d'un second référendum, qui serait perçu comme un signe de mépris à l'égard des 37 % d'électeurs travaillistes ayant



CHRISTOPHE STACHE / AFP

Même dans son propre camp, la révolte gronde. Boris Johnson mène la fronde.

voté en faveur du Brexit en 2016. Le Labour mise aussi sur le récent camouflet reçu, lors du sommet des 27 à Salzbourg le 20 septembre, au « plan Brexit » proposé par Theresa May. La première ministre apparaît de plus en plus fragilisée, sachant qu'une partie de son camp, emmenée par Boris Johnson, qui prône une rupture nette avec Bruxelles, cherche à obtenir sa tête lors du congrès des tories qui s'ouvre le 30 septembre.

RIVALITÉS RÉGIONALES
L'ATTENTAT D'AHVAZ MET L'IRAN À CRAN

Le 22 septembre, un attentat à Ahvaz, capitale de la province du Khouzestan en Iran (Sud-Ouest), a coûté la vie à 24 personnes dont un enfant de 4 ans. C'est un commando de quatre hommes qui a ouvert le feu sur un défilé militaire commémorant l'invasion par Saddam Hussein du Khouzistan, premier acte de la guerre Iran-Irak (1980-1988). Les Gardiens de la révolution, une des principales forces militaires du pays, ont mis en cause un groupe séparatiste nommé al-Ahwaz, « financé par l'Arabie saoudite », le grand rival régional de l'Iran, et aussi accusé les Émirats arabes unis. Le ministre des Affaires étrangères privilégie la piste des séparatistes arabes. Au-delà de ces rivalités régionales, le président, Hassan Rohani, a également dénoncé le rôle des États-Unis dans cette attaque. Le pays connaît un fort ralentissement économique depuis le retrait unilatéral de l'accord sur le nucléaire iranien de Washington et le retour des sanctions. Une décision qui est perçue par Téhéran comme une volonté de provoquer un « changement de régime ». Cet attentat a suscité un sursaut nationaliste.

ITALIE. LA CHASSE AUX MIGRANTS S'ACCÉLÈRE

Une nouvelle étape est franchie par Matteo Salvini et sa rhétorique anti-migrants : le Conseil des ministres italien a adopté un décret-loi visant à durcir les conditions d'obtention d'un droit de séjour pour motif humanitaire (un quart des demandes). Autre mesure : la suppression des « centres de protection des demandeurs d'asile et des réfugiés » (Sprar) utilisés par 400 mairies. Le texte prévoit aussi un important volet sécuritaire avec la généralisation des pistolets électriques, y compris pour les agents municipaux.

LA TANZANIE EN DEUIL

Le naufrage, sur le lac Victoria en Tanzanie, du ferry « MV Nyerere », qui avait pour destination l'île d'Ukara, a fait 224 morts. Les premiers éléments de l'enquête évoquent que 265 passagers se trouvaient à bord pour une capacité de 100 personnes et sans le capitaine. Ce dernier aurait délégué ses fonctions à un subordonné sans expérience. De plus plusieurs témoins déplorent l'imperfection des secours. Le premier ministre, Kassim Majaliwa, a promis de faire toute la lumière sur la catastrophe.

RYANAIR. RIEN N'EST RÉGLÉ POUR LES SALARIÉS

Après les mobilisations importantes en août, un nouveau mouvement de grève est lancé chez Ryanair dans cinq pays européens – Espagne, Portugal, Italie, Belgique et Pays-Bas –, le 28 septembre. Les syndicats du personnel de cabine et des associations de pilotes s'opposent à la direction qui veut que les contrats de travail de ses salariés soient uniquement régis par le droit irlandais. Les pilotes de la Belgian Cockpit Association pointent des problèmes persistants comme le refus d'établir notamment une délégation syndicale.

YÉMEN
L'ONU BRISE LE SILENCE POUR ÉVITER UN DÉSASTRE HUMANITAIRE

La 73e Assemblée générale des Nations unies s'est ouverte à New York, le 25 septembre. Pour cette deuxième participation, le président français Emmanuel Macron se montre beaucoup moins offensif que l'an passé. Sa rencontre bilatérale avec Donald Trump témoigne de ce virage : sa volonté de réinventer le multilatéralisme avec les États-Unis a laissé place à des divergences de vue (climat, Iran, processus de paix israélo-palestinien) et à une entente axée principalement sur la sécurité. Une timide avancée a eu lieu néanmoins sur le conflit yéménite.

Le 24 septembre, un accord aurait été accepté par l'Arabie saoudite et les Émirats arabes unis qui interviennent militairement au Yémen. En coordination avec les Nations unies, trois corridors humanitaires entre le port de Hodeïda (ouest) et la capitale Sanaa devraient voir le jour alors que la situation humanitaire est dramatique.


ESSA AHMED / AFP

Un pays en proie aux crimes de guerre et menacé par une famine générale.

C'est par Hodeïda que transitent plus de 70 % des importations et l'aide caritative.

Un rapport publié par l'ONG britannique Save the Children indique que 5 millions d'enfants sont menacés par la famine. Depuis le début du conflit en mars 2015, 10 000 personnes sont mortes, dont 2 200 enfants, selon l'ONU. L'organisation alerte sur une des « pires crises humanitaires » avec 3 Yéménites sur 4 qui ont besoin d'assistance alimentaire ; 70 % de la population n'ont pas accès à une eau potable et sans risque. Une situation qui favorise le développement d'épidémies dont le choléra. Selon l'OMS, 1 million de personnes seraient contaminées au Yémen.

L'« AQUARIUS » ET SES 58 RÉFUGIÉS À MALTE

Le navire humanitaire affrété par SOS Méditerranée et Médecins sans frontières (MSF) fait face à l'adversité. Après avoir affronté les gardes-côtes libyens lors du sauvetage de 47 personnes, après la décision du Panama de lui retirer son pavillon, l'« Aquarius » s'est vu opposer une fin de non-recevoir à sa demande d'accoster au port de Marseille. Le ministre de l'Économie, Bruno Le Maire, a estimé que « Marseille n'est pas le port le plus proche ». Alors que la classe politique tergiversait, MSF avait indiqué que le bateau allait changer de cap pour secourir une centaine de personnes. Finalement, c'est Malte qui l'a accueilli.



CARLO HERMANN / AFP

PALESTINE
SALAH HAMOURI DOIT ÊTRE LIBÉRÉ !

Salah Hamouri pourrait être libéré dans les jours qui viennent. Arrêté le 23 août 2017, l'avocat franco-palestinien est toujours détenu de manière arbitraire et illégitime par les autorités israéliennes. Après déjà deux renouvellements de peine sans jugement ni motif, sa libération, fin septembre, dépend du bon vouloir du gouvernement israélien dirigé par Benyamin Netanyahou. Car, c'est le ministre de la Défense, Avigdor Lieberman, qui ordonne la mise en détention administrative. « Nous n'avons malheureusement aucune garantie que ce sera la dernière », estime son épouse Elsa Lefort, qui dénonce l'inertie de l'Élysée et du Quai d'Orsay à l'égard d'un de leurs ressortissants. « Tout est fait pour qu'il s'épuise et qu'il renonce à rester en Palestine (...), chez lui, à Jérusalem », constate-t-elle. Salah est déterminé à rester malgré les menaces.

ENTRE LES PATRONS ET MACRON, UN PACTE TENTACULAIRE

Un millier de pages, 73 articles... la loi Pacte, gros fourre-tout dont la discussion démarre à l'Assemblée, vise, sous de jolis éléments de langage, à déréguler davantage économie et droit du travail. La suite logique des ordonnances Macron, très au goût du patronat.

L'Assemblée nationale se trouve appelée à se pencher sur un nouveau chantier législatif : la loi Pacte pour « Plan d'action pour la croissance et la transformation des entreprises ». Ce nouvel ovni rassemble en un seul projet de loi la philosophie qui guide la politique d'Emmanuel Macron depuis le début de son quinquennat. La loi Pacte est en effet un grand texte « fourre-tout » : 73 articles rassemblés dans un projet d'un bon millier de pages. Il touche un peu à tout : de nouvelles privatisations, de nouvelles dérégulations dans la vie des entreprises, il réoriente l'épargne salariale... le tout vendu bien entendu comme un moyen de « libérer » les entreprises de contraintes à la fois sociales et bureaucratiques, de doper la création d'emploi et, même, d'imposer aux sociétés de « prendre en compte les enjeux sociaux et environnementaux ». La réforme de l'objet social des entreprises en était un des arguments majeurs.

En réalité, c'est donc bien une loi conforme à la philosophie néolibérale d'Emmanuel Macron qui arrive au Parlement. Elle comporte tout d'abord une nouvelle série de privatisations : les Aéroports de Paris, la Française des Jeux, Engie ou encore La Poste, dont le capital, encore majoritairement détenu par l'État, va passer dans les mains de la Caisse nationale des dépôts. Le pouvoir, dont la cote de popularité est au plus bas après moins de dix-huit mois de mandat, sait qu'il marche sur des œufs. Et présente, là encore, ce changement de main du capital de La Poste comme une manière de réaliser un « pôle public financier ». Pierre Dharréville, député communiste des Bouches-du-Rhône et dont le parti prône depuis longtemps la création d'un tel pôle, n'est pas dupe : « En 2010, lors de la transformation de La Poste en société anonyme à capitaux publics, on nous avait promis que l'État en resterait propriétaire, rappelle-t-il. Aujourd'hui, on voit que ce n'est plus d'actualité. Nous ne parlons pas du même pôle public financier. »

JEU DE DUPES

Les députés communistes ne sont pas les seuls à dénoncer le jeu de dupes de ce projet de loi. L'économiste François Morin rappelle que la grande réforme de l'entreprise, annoncée en début d'année 2018, a finalement accouché d'une souris. Dans le dernier numéro de la revue d'Attac, « les Possibles », il dénonce « un résultat final insignifiant, proche du ridicule ». Il souligne également l'absence de toute parité entre capital et travail, « non seulement dans les organes délibérants, mais aussi dans les organes de décision des entreprises ». « Dans l'approche juridique de la société, le travail est absent », rappelle l'économiste, et la loi Pacte ne changera rien à cet état de fait.

Pire, pour le juriste en droit du travail Emmanuel Dockès, il y a des « petites choses mesquines » dans ce projet de loi. « Le seuil obligeant les entreprises »»


ERIC FEFERBERG / AFP



››› à avoir un local syndical passe ainsi à 250 salariés. » Des députés LaREM ont même déposé des amendements proposant de porter ce minimum à 1 000 salariés… Il s'agit, pour Emmanuel Dockès, d'une « volonté de réduire la présence syndicale dans les entreprises ». Et surtout, ce genre de mesure rognant les droits syndicaux « continue à dévoiler la réalité sur ce qui n'était longtemps qu'un faux-semblant, lorsque l'on nous répétait que la négociation collective, c'est formidable ». Le juriste relève aussi le passage du seuil de 20 à 50 salariés obligeant les entreprises à adopter un règlement intérieur. « C'est le document central de fixation des règles de santé et de sécurité au travail », rappelle-t-il. « Ce genre de mesure s'inscrit dans une certaine philosophie : la destruction progressive des règles. » Et de prévoir une augmentation des accidents du travail en conséquence.

Le juriste en droit du travail démonte même l'affirmation selon laquelle le gouvernement voudrait « simplifier » les règles. « Si l'on "simplifie" le calcul des

« Simplifier ? C'est la machine à compliquer qui est en marche et qui témoigne d'un mépris profond du peuple et des utilisateurs des textes, qu'ils soient salariés ou employeurs. » E. DOCKÈS, juriste

L'ARNAQUE DE L'ÉPARGNE SALARIALE

Le développement de l'épargne salariale est presque devenu un mantra des gouvernements depuis les années 1990. Le principe est, sur le papier, alléchant : verser à chaque salarié une prime indexée sur la performance de l'entreprise (intéressement, facultatif), ou représentant une partie de ses bénéfices (participation, obligatoire dans les entreprises de plus de 50 salariés). Les sommes attribuées aux travailleurs peuvent être versées directement sur son compte ou déposées sur un plan d'épargne salariale. Le dispositif remonte aux années 1950 : à l'époque, le général de Gaulle y voit un moyen de réduire la conflictualité entre patrons et salariés. Afin de développer l'épargne salariale, l'intéressement et la participation sont exonérés de cotisations sociales et déductibles du bénéfice imposable de l'entreprise. Dans la loi Pacte, il est question de développer davantage le dispositif en supprimant le « forfait social » (seul prélèvement payé par l'entreprise sur l'intéressement et la participation), pour les PME.

Le risque est évidemment d'inciter le patron à préférer l'épargne salariale aux augmentations de salaire, comme le résume l'économiste Michel Husson : « L'épargne salariale est une monnaie d'échange plausible contre le gel des salaires : j'abonde des fonds (sans cotisations sociales) ou je distribue des stock-options pour bien "intéresser" mes salariés. Mais, après ce don, qu'il est difficile de refuser, vient le contre-don : maintenant que vous êtes associés à l'entreprise, vous êtes bien placés pour comprendre qu'il serait suicidaire d'augmenter vos salaires. »



JEROME DERIGNY

En route pour une nouvelle série de privatisations : les Aéroports de Paris, la Française des Jeux, Engie ou encore La Poste sont ciblés par la loi.



LAURENT CERINO / REA

C'est Bruno Le Maire, ministre de l'Économie, qui a planché sur le projet. À moins que ce ne soit les lobbies patronaux eux-mêmes...

seuils, on va modifier le mode de calcul des seuils de la Sécurité sociale. Au final, on ne va rien simplifier du tout. C'est la machine à compliquer qui est en marche et qui témoigne d'un mépris profond du peuple et des utilisateurs des textes, qu'ils soient salariés ou employeurs. » Et témoigne également de « l'efficacité des lobbies patronaux »...

AU BONHEUR DE LA DROITE

C'est une bataille politique que vont donc devoir mener les groupes parlementaires de la gauche. La droite et le patronat sont déjà mobilisés... dans l'autre sens : 72 entrepreneurs, emmenés par le député LR Olivier Dassault, signent une tribune dans « le Figaro » du 24 septembre saluant la loi Pacte, tout en appelant à « aller plus loin ». Et chez LaREM, comme l'ont montré ceux qui avaient appelé à élargir l'ouverture des magasins le dimanche, la volonté d'une ›››

LA VOITURE-BALAI DES ORDONNANCES MACRON

Après les ordonnances Macron sur le Code du travail, la loi Pacte va porter de nouveaux coups aux salariés et à leur représentation. Dans son collimateur : les « seuils sociaux » qui déterminent les obligations des employeurs (mise en place d'une représentation du personnel, cotisations supplémentaires...) en fonction de l'effectif des entreprises. Avec la loi Pacte, un seuil sera réputé franchi uniquement s'il est atteint 5 années de suite et sans interruption. Autrement dit, les entreprises n'auront qu'à redescendre en dessous du seuil la 5e année pour échapper à leurs obligations. Le projet de loi prévoit aussi de relever plusieurs seuils de 20 à 50 salariés. C'est le cas du passage de la cotisation au Fonds national d'aide au logement de 0,10 à 0,50 % de la masse salariale. L'obligation de mettre à disposition des organisations syndicales un local syndical commun serait portée à 250 salariés contre 200 aujourd'hui. Pour faire passer la pilule, le gouvernement vante son projet d'accroître la représentation des salariés au sein des conseils d'administration, obligatoire à partir de 1 000 salariés en France ou 5 000 en France et à l'étranger. Le texte prévoit de passer de 2 administrateurs salariés pour 12 administrateurs au total à 2 pour 8. Pas de quoi effrayer le capital.

››› loi encore plus offensive dans la libéralisation est affirmée. « On peut s'attendre à une surenchère de députés de la majorité, et nous serons donc très vigilants quant aux amendements qui seront présentés, assure Pierre Dharréville pour le groupe GDR. Nous en avons nous-mêmes déposé un certain nombre. Par exemple, celui visant à responsabiliser les donneurs d'ordres vis-à-vis des sous-traitants, que nous avons élaboré avec les salariés de GM&F. » Les députés communistes présenteront également un amendement visant à interdire les licenciements boursiers…

TOU ÇA POUR ÇA ?

Les députés de gauche devront s'atteler également à démonter l'argumentation du gouvernement sur les bienfaits attendus de cette loi. Celui-ci annonce pour l'instant un gain de 0,3 point de croissance d'ici à 2025… Mais à quel prix ? « La loi Pacte va d'abord représenter un coût pour la collectivité, rappelle le député communiste. Pour des résultats qui sont bien plus qu'hypothétiques. Toutes les réformes précédentes qui s'inscrivaient dans la même logique n'ont pas porté leurs fruits. » En octobre 2017, le CICE avait coûté plus de 62 milliards d'euros depuis le 1er janvier 2013… et n'avait créé ou sauvegardé que de l'ordre de 50 000 à 100 000 emplois sur la période 2013-2015, selon le rapport du comité de suivi… la loi Pacte est une dérégulation de plus. Pour Pierre Dharréville, « ce projet de loi détruit la norme, les garanties collectives. Il fait semblant de donner du pouvoir aux salariés avec l'actionnariat, et contourne de ce fait la question de la rémunération de leur travail ». En somme, ajoutée aux deux lois travail votées sous le gouvernement Valls, puis au début du quinquennat d'Emmanuel Macron, la loi Pacte poursuivra dans le même sens : au nom de la « compétitivité », creuser encore les inégalités pour quelques points de croissance. Et si ceux-ci sont finalement au rendez-vous dans quelques années, ils ne profiteront qu'aux signataires de la tribune du « Figaro » ! ★

DIEGO CHAUVET
dchauvet@humadimanche.fr

ALTERNATIVES
LES SYNDICATS DÉGAINENT LEUR CONTRE-LOI PACTE

Démocratiser l'entreprise ? Les syndicats ne demandent que ça. La CGT a rédigé un document contenant 37 mesures qui vont dans ce sens. FO et la CFE-CGC avancent eux aussi leurs propositions. En voici les grands axes.

1 MODIFIER LE RÔLE DE L'ENTREPRISE

« L'entreprise n'est pas la propriété des seuls actionnaires, rappelle la CGT. Elle ne peut avoir pour unique objet de faire des profits. Pour rappel, selon l'Insee, de 1980 à 2015, la part des dividendes est passée de 3 % de la richesse nationale à 10 % en euros constants. » Le syndicat milite pour une redéfinition du rôle de l'entreprise, définie trop souvent aujourd'hui comme « une société de capitaux dont l'objet social est de maximiser la rentabilité de l'argent investi ». À l'avenir, l'entreprise pourrait donc être définie comme une « mission de création collective de production d'un bien ou d'un service ». Dans ce cadre, et afin de desserrer le carcan financier qui étouffe l'entreprise, la rémunération des dirigeants serait subordonnée aux critères d'emploi,



Le 1er Mai 2018 avec Philippe Martinez et la CGT. Le syndicat milite depuis longtemps pour un droit de veto suspensif sur les restructurations et plans de licenciement. Une mesure reprise dans sa contre-loi.

d'investissement productif et de pratiques environnementales. La CFE-CGC plaide de son côté pour la création d'un conseil de RSE (responsabilité sociétale des entreprises), permettant de prendre en compte au sein de l'entreprise les intérêts des parties prenantes extérieures : clients, fournisseurs, collectivités territoriales, etc.

2 METTRE UN TERME À LA CONCENTRATION DES POUVOIRS

Le gouvernement avait promis d'« associer » les salariés à la gestion des entreprises, mais la promesse est restée lettre morte (voir pages précédentes). La CGT milite depuis longtemps pour l'instauration d'un droit de veto suspensif sur les restructurations et plans de licenciement ; et plus généralement sur l'ensemble des projets portant une atteinte à la santé des salariés et de l'environnement. Le syndicat plaide également pour « libérer la parole des salariés » dans l'entreprise, en leur accordant trois heures de réunion par mois (payées), au cours desquelles ils pourraient discuter de la qualité du travail.

Sur la question des administrateurs salariés, les positions divergent. La CFE-CGC veut porter à un tiers leur nombre dans les instances de gouvernance, quelle que soit la structure juridique de l'entreprise. Sceptique par principe sur l'efficacité réelle des administrateurs salariés, FO milite de son côté pour un élargissement des pouvoirs des comités d'entreprise (appelés désormais CSE). Par exemple, les directions auraient l'obligation de transmettre aux représentants de salariés un rapport sur l'utilisation des aides publiques, lors d'une réunion annuelle destinée à discuter de la stratégie de l'entreprise.

3 UNE AUTRE POLITIQUE DE RÉMUNÉRATION

CGT et FO ont toujours critiqué la place centrale accordée par certains à l'épargne salariale. Tous les deux défendent le salaire comme outil de redistribution de la valeur ajoutée. « La question fondamentale est celle de la répartition des richesses créées dans le cadre de l'entreprise, souligne la CGT. L'instrument de cette répartition doit être le salaire, fondé sur la qualification des salariés et qui doit croître – au minimum – au même rythme que les richesses créées dans l'entreprise, c'est-à-dire la valeur ajoutée. » De son côté, la CFE-CGC souhaite améliorer la « gouvernance des fonds d'épargne salariale », en inscrivant dans la loi que « les conseils de surveillance des fonds communs de placement d'entreprise (FCPE, recueillant l'épargne des salariés) comportent au moins deux tiers de représentants des salariés ».

C. B.

La rémunération des dirigeants doit être subordonnée à certains critères : emploi, investissement productif et pratiques environnementales.



JULIEN JAULIN / HANS LUCAS


LE TEMPS
DU COMMUN
EGALITE, PAIX, PARTAGE
PCF


JULIEN JAULIN / HANSLUCAS

CONGRÈS DU PCF : L'HEURE DES CHOIX

Les communistes choisissent du 4 au 6 octobre, leur «base commune». Un première option importante en vue d'un congrès extraordinaire qui doit redessiner le parti en profondeur.

Pour les communistes, l'heure des choix approche. Le congrès extraordinaire entre dans sa phase décisive. Les adhérents du PCF doivent, désormais, choisir le texte qui leur servira de base d'une discussion qui se clôturera la 25 novembre , lors du Congrès national. Le texte élaboré par le Conseil national ainsi que 3 textes alternatifs sont soumis au vote. Comment remettre les idées communistes à l'ordre du jour et refaire du PCF une force politique de premier plan ? Voilà les questions auxquelles chacun des textes tente de répondre. « Pour faire la révolution, nous avons aussi besoin de la nôtre », disait encore Pierre Laurent lors de la Fête de l'Humanité.

RENDRE LE COMMUNISME VISIBLE

« La question est de ré-identifier ce que l'on entend par communisme », selon Guillaume Roubaud-Quashie, qui a coordonné le travail du Conseil national pour sa proposition de base commune, « Le communisme est la question du XXIe siècle ». « Notre congrès s'inscrit dans le paradoxe du moment : l'urgence de dépassement du capitalisme est presque palpable, mais nous avons subi un revers électoral très sérieux », analyse-t-il. Il y a en fait deux paradoxes pour les communistes : pour la première fois depuis 1969, le candidat qu'ils ont soutenu à la présidentielle de 2017 a obtenu près de 20 % des suffrages mais, faute d'accord politique, les candidats communistes aux législatives ne réalisent que 2,79 % des voix, score historiquement bas, tout en faisant élire 4 députés de plus qu'en 2012.

« L'effacement » explique les difficultés actuelles du PCF pour les rédacteurs du texte « Reconstruire le parti de classe, donner la priorité au rassemblement dans les luttes » qui se veut en rupture avec les 3 autres. Il est soutenu par Emmanuel Dang Tran, plusieurs fois candidat à la tête du parti, et le réseau Vive le PCF, classé comme orthodoxe. Pour Dominique Negri, membre du PCF dans l'Isère, « il faut en finir avec la politique de liquidation-mutation-effacement et reconstruire un parti de classe ». « L'effacement » est également dénoncé par les signataires du texte « Pour un manifeste du Parti communiste du XXIe siècle ». Ce texte est notamment soutenu par plusieurs parlementaires, les animateurs de la section économique du PCF, les dirigeants de la fédération du Pas-de-Calais (qui présentaient leur propre texte lors des derniers congrès), le réseau Faire vivre le PCF – réputé identitaire –, et quelques anciens soutiens de Robert Hue. Pour Frédéric Boccara, économiste et l'un des rédacteurs du texte, « la question est : "Est-ce qu'on continue en améliorant un peu les choses ou est-ce qu'on réoriente la stratégie du parti ?" » Pour lui, le PCF doit faire le bilan de ses stratégies des dernières années, et notamment celle du Front de gauche, qui ont conduit à son « effacement ».

Une analyse que ne partage pas Frédérick Genevée, historien, promoteur du texte « Se réinventer ou disparaître, pour un printemps du communisme », qui se situe dans la lignée des « rénovateurs » dans le PCF. « Ce n'est pas qu'une question stratégique, mais une question beaucoup plus radicale qui nous est posée, tous les PC du monde sont confrontés à de profondes difficultés », argue-t-il. «je crois cependant qu'un parti communiste a une pertinence et le communisme une actualité.»

Sans être d'accord sur le constat, les communistes dans leur diversité se posent la question : que faire ? »»

Comment remettre les idées communistes à l'ordre du jour et refaire du PCF une force de premier plan ? Chacun des textes tente de répondre.

))) Pour Guillaume Roubaud-Quashie, « il faut ré-identifier le communisme autour de 3 axes : d'abord, sur le fait d'être les porteurs de l'idée que le grand nombre qui produit les richesses doit être celui qui décide. Ensuite, sur la question écologique qu'on ne peut pas penser en fermant les yeux sur le capitalisme. Et, enfin, sur la question de l'épanouissement des individus contre le patriarcat et le racisme, qui sont des combats essentiels qui ne nous sont pas forcément associés dans la société ».

QUE FAIRE ?

Pour Frédéric Boccara, il s'agit pour le PCF de s'affirmer et d'« arrêter de croire que le rassemblement passe par l'effacement de nos propositions. Des idées comme la BCE abondant un fonds de développement des services publics ou la lutte contre le coût du capital sont de nature à rassembler ». Pour les économistes communistes, la proposition de sécurité d'emploi ou de formation est également au cœur d'un projet communiste pour transformer le marché du travail.

« Il faut sortir du carcan de l'Union européenne qui détermine toute notre politique, dénonce, pour sa part, Dominique Negri. Nos propositions doivent attaquer le cœur de la politique de l'UE et celle de Macron en demandant, par exemple, le monopole public sur le transport des voyageurs et du fret. »

Du côté du « printemps du communisme », on cherche à élaborer « une nouvelle fonction révolutionnaire pour le PCF », basée sur des « évolutions révolutionnaires » que l'on trouve chez Marx, puis chez Jaurès : « Il ne s'agit pas seulement de cumuler les réformes, mais, à partir des mouvements progressistes de la société, de proposer des réformes qui soient en elles-mêmes des ruptures qui permettent d'avancer vers une autre société. Et ce dans tous les domaines, sans hiérarchie des luttes », décrit Frédérick Genevée. Pour l'historien, « cela pourrait commencer par les sujets écologiques, on ne peut plus être le parti du tout-nucléaire et de Notre-Dame-des-Landes ».

Comme souvent, la question de la stratégie électorale fait débat. Pour Marie-Christine Burricand, qui soutient le « manifeste », le PCF doit travailler « à présenter des candidats à toutes les élections pour porter nos propositions », regrettant 2017 et la candidature Mélenchon. Il faut construire une « unité populaire et politique agissante en mettant au défi les forces politiques sur les réponses aux questions posées par les luttes », estime, pour sa part, Frédéric Boccara. « Des alliances, pourquoi pas ? Mais pour quoi faire ? On voit où a mené l'union de la gauche. Pour s'allier, il faut des positions très claires », revendique Dominique Negri. Pour le soutien du « printemps », il faut au contraire construire « un front commun qui permette la convergence des forces antilibérales » au premier rang desquelles la France insoumise. Le Conseil national propose de son côté la mise en place de fronts de luttes divers, « parce que le spectre des gens à rassembler n'est pas toujours le même en fonction du sujet », et d'un « forum national politique » qui permettrait débats, campagnes et constructions programmatiques ou électorales communes sans frontières fixes.

Enfin, la question de l'organisation du parti est, elle aussi, en débat à l'heure de l'émergence des « mouvements » politiques. « Nous voulons un parti et pas un mouvement », dit, sans ambages, Marie-Christine Burricand, pour qui « il faut consacrer plus de temps et d'énergie à la reconstruction d'une organisation, à commencer par les cellules et les sections ». Le texte appuie aussi sur l'implantation dans l'entreprise. « Il est essentiel d'être sur le front de classe et donc dans les entreprises », abonde Dominique Negri.

INNOVATIONS

Du côté du Conseil national, comme du « printemps », on regarde plus volontiers vers des innovations organisationnelles : « Il faut un parti beaucoup plus horizontal, des fonctions moins centralisées et des commissions élues par les communistes », relève Frédérick Genevée. Pour Guillaume Roubaud-Quashie, « notre force militante est l'une des plus importantes du pays, il faut réussir à la rendre plus efficace ». Pour le professeur d'histoire, « une nouvelle plateforme numérique doit nous permettre d'être plus efficaces sur les réseaux sociaux et davantage en prise avec ce que les adhérents veulent faire de leur parti ». La base commune du Conseil national propose également « la mise en place de réseaux d'initiative permettant à des personnes de s'investir sur une question précise et donc pour le PCF d'être utile au plus grand nombre ».

Le vote des communistes, du 4 au 6 octobre, doit donc décider d'une première orientation pour le PCF. Les adhérents pourront, ensuite, amender le texte jusqu'au Congrès national, du 22 au 25 novembre, et choisir le Parti communiste qu'ils veulent pour demain.

CÉDRIC CLÉRIN
cclerin@humadimanche.fr



BRUNO ARBESU

À la Fête de l'Humanité, des milliers de signatures recueillies dans une pétition contre la politique de Macron, et 1 200 nouvelles adhésions.



BENOIT TESSIER / REUTERS

Grandes gagnantes, les entreprises reçoivent largesses, cadeaux fiscaux et garanties de gains de compétitivité sans contribuer ! Ici, le patronat choyé par le premier ministre venu à l'université d'été du Medef, avec son nouveau président Roux de Bézieux.

BUDGET 2019 « POGNON DE DINGUE » POUR LES UNS, EFFETS D'ANNONCE POUR LES AUTRES

Le budget, notamment pour sa partie recettes, est marqué par une idéologie aveugle : le néolibéralisme sauce Macron. Malgré le plan de com du gouvernement, les ménages n'auront que des miettes : moins de deux milliards d'euros.

Présenté en Conseil des ministres le 24 septembre, le budget 2019, pour sa partie recettes, se veut d'abord la continuation des premières mesures mises en place par Macron : favoriser le capital et les entreprises. Mais il y ajoute des baisses d'impôt pour les particuliers, d'un montant de 6 milliards d'euros : un chiffre en trompe-l'œil surtout destiné à enrayer sa baisse vertigineuse dans les sondages (29 % de satisfaits, selon le baromètre Ifop, moins que Hollande à la même époque), baisse motivée avant tout par la question du pouvoir d'achat (priorité pour 55 % des Français).

Trompe-l'œil, car, sur ces 6 milliards, 3,8 milliards concernent la baisse de la taxe d'habitation, vieille promesse de campagne retardée. Et, pour le reste, il s'agit de baisse de cotisations sociales chômage et maladie, donc une perte de salaire brut au profit du net.

POUR LES RICHES, OPEN BAR

Mais, pour le reste de cette partie recettes, c'est open bar pour les riches (la suppression de l'ISF et la flat tax à 30 % sur les revenus du capital sont entérinées), et surtout pour les entreprises : cette année, elles vont recevoir… deux fois le Cice ! Soit 20 milliards de baisse des cotisations patronales, et 20 autres milliards au titre du Cice proprement dit. Sans oublier une nouvelle baisse de l'impôt sur les sociétés (31 % contre 33,1 %) pour les entreprises qui réalisent plus de 500 000 euros de chiffre d'affaires.

Il faut bien évidemment compenser ces cadeaux, d'autant que la croissance a été revue à la baisse (1,7 % en 2019, déficit public à 2,8 % du PIB) : donc, côté dépenses, c'est ceinture à tous les étages. 4 500 postes supprimés (dont 1 800 pour l'éducation nationale), nouvelles coupes dans les emplois aidés (– 70 000) et les aides au logement, baisse des crédits de tous les ministères (lire en page 16), sauf la Défense, la Justice et la Solidarité.

BENJAMIN KONIG
bkonig@humadimanche.fr

Les entreprises vont recevoir… deux fois le Cice ! Sans oublier une nouvelle baisse de l'impôt sur les sociétés (31 % contre 33,1 %). Merci Macron !

DANS LA RUE LE 9 OCTOBRE « IL FAUT DÉMONTRER AUX SALARIÉS QUE LA SOLUTION EST COLLECTIVE »

Salaires, retraites, services publics, éducation… l'intersyndicale CGT, FO, Solidaires, FIDL, Unef et UNL a mis en place une plateforme rassemblant une série de revendications communes. Une action qui s'accompagne d'un travail de proximité auprès des salariés. Pour « sortir du repli sur soi » et passer à l'action, ensemble.

La journée de mobilisation et de grève interprofessionnelle du 9 octobre connaîtra-t-elle une participation accrue des salariés ? La dernière en date, le 28 juin, avait symboliquement marqué le retour de Force ouvrière dans la mobilisation mais n'avait pas drainé les foules. La CGT n'avait pas communiqué de nombre de participants aux « 130 initiatives » organisées sur le territoire, mais celui-ci était nettement inférieur aux 300 000 manifestants annoncés lors de la précédente mobilisation, le 19 avril.

Cette fois-ci, l'intersyndicale CGT, FO, Solidaires, FIDL, Unef et UNL entend faire du 9 octobre, selon le secrétaire national de Solidaires, Simon Duteil, « une journée d'impulsion ». « Il s'agit d'engager la mobilisation dans un cercle vertueux en termes de participation », précise le syndicaliste. Le contexte y est plus favorable qu'avant l'été. Entre une cote de popularité en berne, l'affaire Benalla, la démission de Nicolas Hulot et les divisions apparues entre les députés LaREM à la faveur de l'élection de Richard Ferrand au perchoir et de son remplacement à la tête du groupe, Emmanuel Macron offre en cette rentrée une image affaiblie qui tranche avec la baraka affichée précédemment. « Le chômage ne baisse pas, la précarité explose et le pouvoir d'achat recule. Du coup il ne se trouve plus grand monde pour nourrir des illusions sur ce gouvernement », analyse aussi le secrétaire confédéral de la CGT, Pascal Debay. Mais, « attention, cela ne se traduira pas automatiquement par une hausse de la mobilisation », prévient le syndicaliste. « Beaucoup de salariés sont encore tentés par le repli sur soi. Ils cherchent une solution individuelle à leurs problèmes. Nous devons leur démontrer que la solution est collective », poursuit-il.

SEPT REVENDICATIONS

Pour y parvenir, l'intersyndicale a élaboré une plateforme revendicative unitaire et interprofessionnelle : « Augmentation des salaires, des pensions et des minima sociaux (…), réalisation concrète de l'égalité hommes-femmes (…), un service public de proximité (…), l'arrêt des réformes régressives (…), le droit à la retraite à taux plein à 60 ans (…), l'égalité d'accès à l'éducation (…), une vraie politique d'investissements ciblée notamment sur les enjeux environnementaux. » Ces sept revendications visent à faire la démonstration que l'intersyndicale ne se complaît pas dans une posture « purement protestataire », comme le prétend la CFDT, mais fait également des propositions. « Il s'agit aussi de faire la démonstration que, quels que soient leur métier, leur statut ou leur secteur d'activité, les salariés sont confrontés aux mêmes problèmes et ont donc intérêt à se mobiliser ensemble », explique Pascal Debay. « C'est une façon de



Lyon, le 28 juin, lors de la dernière mobilisation intersyndicale. La rentrée a vu des salariés plutôt impliqués dans la contestation… Le signe d'une participation de taille à la journée du 9 octobre ?

travailler à la fameuse convergence des luttes », confirme Simon Duteil.

« Le chômage ne baisse pas, la précarité explose et le pouvoir d'achat recule. Du coup, il ne se trouve plus grand monde pour nourrir des illusions sur ce gouvernement. » PASCAL DEBAY, secrétaire confédéral de la CGT

Pour mettre toutes les chances de leur côté, les organisateurs du 9 octobre entendent jouer la carte de la proximité avec les salariés. À la SNCF, la CGT, qui poursuit la lutte contre la réforme ferroviaire, a déposé un préavis de grève. « Nous sommes en train de réactualiser, avec les cheminots, les cahiers revendicatifs afin de contrer les restructurations locales (suppressions de postes, fermetures de guichets…) lancées par la direction », explique le secrétaire général adjoint de la CGT cheminots, Thierry Nier. Dans les industries électriques et gazières, la CGT énergie s'est engagée dans une démarche similaire pour relancer la forte mobilisation sur les conditions de travail qu'ont connue en juin dernier GRDF et Enedis, les filiales de distribution d'Engie et d'EDF. « Nous remettons aussi en avant la revendication d'une revalorisation du salaire national de base », précise le secrétaire général de la CGT énergie, Sébastien Menesplier. Dans de nombreux départements, « l'intersyndicale a décidé de déployer une activité au plus près des entreprises », assure Pascal Debay. Dans la Nièvre, par exemple, les unions départementales CGT, FO et Solidaires ont adressé un courrier commun à l'ensemble de leurs syndicats. « Nous les invitions à se constituer en intersyndicale dans les entreprises, à s'adresser ensemble aux salariés et à élaborer avec eux des cahiers revendicatifs », explique Loïc Berthon, de l'UD CGT. En Haute-Savoie, où elle a reçu le renfort de la FSU, « l'intersyndicale départementale a ciblé prioritairement 50 entreprises ou services publics où elle ira à la rencontre des salariés », rapporte Pierre Solvas, de l'UD CGT.



NICOLAS LIPONE / NURPHOTO / AFP

ET AUSSI ENSEIGNANTS, ÉTUDIANTS, RETRAITÉS…

S'il est encore trop tôt, en cette fin septembre, pour se risquer à des pronostics sur la participation à la journée du 9 octobre, les syndicalistes relèvent des premiers signes encourageants, comme une participation accrue aux assemblées générales de rentrée. Ainsi, selon Loïc Berthon, dans la Nièvre, « avec 35 représentés sur 50, la participation des syndicats à l'assemblée départementale le 6 septembre était nettement supérieure à celle de l'an passé ». En Haute-Savoie, Pierre Solvas pointe le fait « plutôt positif » que des unions locales, comme celle de Thonon-les-Bains, décident d'organiser une manifestation locale le 9 octobre plutôt que de se déplacer jusqu'à Annecy. « Cela veut dire que la mobilisation devrait être au rendez-vous », juge-t-il.

Dans l'enseignement supérieur, où la rentrée s'étale jusqu'en octobre, « il est aussi trop tôt pour savoir si les étudiants seront au rendez-vous du 9 octobre mais nous y travaillons », explique la présidente de l'Unef, Lilâ Le Bas. À l'initiative du syndicat pour « élargir l'appel », devait se tenir d'ici au 28 septembre une réunion des organisations de jeunesse. L'Unef entend mobiliser contre Parcoursup et venir en aide « aux nombreux bacheliers qui n'ont pas de place ou se sont vu proposer une place qui ne leur convient pas ». Selon certaines estimations, ceux-ci pourraient être au nombre de 46 000. « Nous revendiquons aussi une réforme de l'aide sociale. 70 % des étudiants n'y ont pas accès, et, avec au maximum 555 euros, le niveau des bourses est nettement insuffisant », ajoute Lilâ Le Bas.

Le 9 octobre, les retraités seront aussi dans la rue, à l'appel de neuf organisations dont la CGT, FO, la CFE-CGC ou encore la CFTC. Déjà mobilisés contre la hausse de 1,7 point de la CSG sur les pensions, ils sont aussi confrontés à la décision du gouvernement de limiter à seulement 0,30 % la revalorisation des pensions en 2019 et 2020 alors que l'inflation sur les douze derniers mois atteint 2,3 %. Le gouvernement, qui vient d'annoncer « un geste » en direction de 100 000 retraités pour amortir l'effet de la hausse de la CSG, semble craindre qu'ils ne soient nombreux à manifester. ★

PIERRE-HENRI LAB

phlab@humadimanche.fr





Rouler sur l'impossible. Sillonner les crêtes les plus hautes, hostiles et périlleuses, un défi que le sportif s'est lancé accroché à un credo : « Là où les sabots d'un yack ou d'un âne passent, une roue de 29 pouces passe... » 51 jours de périple, avec son lot de doutes, de souffrances. Des étapes que le jeune aventurier a traversées en se faisant violence. Poursuivant sa route dantesque à travers les paysages inouïs offerts par l'Himalaya, de ceux qui « vous enlèvent tous les doutes ».

NÉ DANS L'HIMALAYA

À 32 ans, l'ancien cycliste de haut niveau, Stéven Le Hyaric, a traversé le Toit du monde avec un VTT. 2 000 km d'une odyssée dantesque et d'une quête spirituelle. Récit.

A cette table d'un café parisien, près de la porte de Clignancourt, dans un brouhaha urbain, la douceur de l'après-midi de fin d'été convoque soleil et lunettes. Depuis de longues minutes déjà, notre interlocuteur conte une autre ambiance. Enneigée, exotique. Là-bas, là-haut dans les montagnes d'Asie. Stéven Le Hyaric confesse calmement émotions, souvenirs et chiffres de son aventure à travers l'Himalayah achevée cinq mois plus tôt. 2 000 km effectués en VTT et 90 000 m de dénivelé positif, assez pour donner le vertige et l'invitation au voyage.

Au début du printemps, l'ancien cycliste élite a traversé la plus haute chaîne de montagnes au monde d'est en ouest avec son vélo, sur la piste du Great Himalaya Trail, sentier emprunté à pied par les locaux mais aussi les trailers et trekkers qui s'y risquent. Champs de neige ou sentiers pierreux, par – 20 ° ou + 25 °, sur le trail, « là où les sabots d'un yack ou d'un âne passent, une roue de vélo de 29 pouces (soit environ 70 cm de diamètre – NDLR) passe ». Il a mis 51 jours avec son guide pour joindre les deux bouts de l'histoire. Comblé.

Pour en saisir l'importance, retour au début de l'itinéraire « d'un jeune banlieusard qui avait des rêves », dit-il. « Mes parents sont arrivés de Bretagne, je suis né à Paris et j'ai vécu seize ans à La Courneuve. »)))







3 mars 2018, il est 16h40... Top départ ! Stéven s'élance sur la « trace » la plus haute du monde : 90 000 m de dénivelé, 20 cols à plus de 5 000 m, 2 à plus de 6 000 m. Une dizaine de régions à parcourir. Et autant de cultures à découvrir, de peuples à rencontrer. Ici, à Katmandou, Stéven retrouve les enfants dont il fut le professeur d'anglais lors d'un premier voyage au Népal, en 2017, pour une ONG locale.



Tel un porteur, vélo sur le dos. «En fait, j'ai plus souvent porté que j'ai roulé, du 60/40. Soit c'était trop dur ou trop technique.» Et parfois la récompense, «une longue descente sur la neige».

››› La moitié de sa vie. Et presque autant à assouvir sa passion du vélo. « Ça me permettait d'aller plus loin, au-delà de la Seine-Saint-Denis. Je partais rouler en Picardie, je voyais autre chose. »

« ON JOUE AU FOOT, MAIS PAS AU VÉLO »

Petit, il rêve de gagner le Tour de France puis, en grandissant, « juste d'y participer ». Il en prend le chemin en rejoignant un sport-études en Normandie et bientôt le niveau élite, l'étage juste en dessous des professionnels. « À 20 ans, mon objectif, c'était de passer pro », et son quotidien sportif, des courses avec divers clubs de l'Hexagone. Ses dizaines de victoires disent un palmarès, l'évocation de quelques champions côtoyés étalonne la performance mais, à 25 ans, il a raccroché après le championnat de France en 2011. Sans jamais avoir accédé au statu pro. « J'ai ressenti une énorme frustration à l'époque mais c'est elle qui donne du sens à ce que je fais aujourd'hui. Dans le vélo, j'adore la difficulté. On joue au football, au rugby, au tennis, mais on ne joue pas au vélo, pas à la boxe. Il n'y a pas de pitié. Le vélo, au bout de 15 km, tu peux déjà être largué et tu perds très souvent. »

FINIE « LA PERFORMANCE À TOUT PRIX »

Il reprend ses études, obtient un master en communication, se lance aussi dans le triathlon et le challenge des Ironmen. « Je suis devenu dircom de marques de sport, de personnalités ou d'athlètes. » Et, pour finir, chargé de la com de la Fédération française de triathlon jusqu'aux JO 2016, le Graal de tout sportif de haut niveau. Toujours à flirter avec la performance.

« Rio, c'est un déclic. J'ai croisé des centaines d'athlètes et découvert que, pour la majorité, il n'y a que la performance qui compte. Pile ou face dans la quête d'une médaille. C'est un rêve qui peut détruire quelqu'un. Ça m'a ramené à ma propre histoire. Je n'étais pas fait pour le haut niveau, la performance à tout prix. En fait, à ce moment-là, j'ai repris le sens de ma vie. Est-ce que j'étais heureux ? Est-ce que ce que je faisais avait du sens ? Des questions qu'on se pose bien après ›››

«À 5000 m, c'est dur de faire du vélo, même à plat, on a du mal à respirer.» Stéven, avec son guide et son cadreur, ont poussé le défi jusqu'à emmener les vélos au camp de base de l'Everest! L'adrénaline procurée par un tel challenge, l'athlète, ex-cycliste élite, la connaît bien, mais c'est l'aventure qui «l'attire le plus». Une liberté offerte, impossible à trouver dans une carrière de vélo «où il y a surtout beaucoup de pression».



« Dans la même journée, vous pouvez rouler au soleil, dans la neige, sous la pluie, dans la moiteur de la jungle, ou sur les sentiers pierreux dans la sécheresse des sommets. Et vous pouvez porter parfois 10 heures pour rouler une petite heure... » Sur sa route, Stéven a croisé des populations qui n'avaient jamais vu un vélo ! Une nouvelle aventure chaque jour, racontée grâce à la présence de son ami cadreur Pehuen Grotti, sur les réseaux et la radio-télé Franceinfo.

))) 30 ans. Là, j'ai tout arrêté et j'ai décidé de partir au Népal pendant 120 jours dans l'humanitaire auprès d'une ONG locale. » Il y trouve sa place, donne des cours aux enfants d'une école de Katmandou. L'ancien cycliste finit par grimper jusqu'au camp de base de l'Everest avant de rentrer en France en 2017. Transformé. Avec des projets en tête.

« 2 VÉLOS À 1 000 EUROS, PRIX PUBLIC »

« Le premier, Rêves d'Himalaya, consistait à emmener une dizaine de jeunes de quartiers défavorisés de la Seine-Saint-Denis au Népal rencontrer d'autres jeunes là-bas et même monter jusqu'à ce camp de base. Ça peut changer leur vie. Je l'ai vécu. Je m'étais dit que je ferais un documentaire de cette histoire, c'était un peu idéaliste. » Ni les sollicitations de multiples sociétés de production télé, ni l'appel au crowdfunding sur Internet n'ont trouvé d'écho. L'autre projet, personnel, éveille en revanche l'intérêt de partenaires privés qui connaissent son passé de sportif. Au Népal, un trekker lui a confié avoir tenté de traverser l'Himalaya en VTT. « J'ai vu ses photos et je me suis dit : c'est ça que je veux faire ! Comme il me l'a presque interdit, ça a décuplé mon envie. »



Transmission et partage sont au cœur du projet « Rêves d'Himalaya ». Ici, au hasard d'une halte, le plaisir intense d'une rencontre hors des sentiers battus. Un moment de grâce vient effacer les souffrances endurées. Et, le 12 mai, 51e jour, l'arrivée à Hilsa ! Un moment de bonheur que Stéven « aurait bien partagé avec toute une foule, ma famille, mes amis. Personne ne m'attendait mais j'ai pu exploser de joie avec Pehuen, mon caméraman ».



La suite, c'est la recherche de partenaires et une logistique à mettre sur place. Son guide ? Trouvé sur Internet. « Il disait qu'il faisait du vélo, il avait 20 ans, était sportif et avait déjà couru sur ce trail. » À deux semaines du départ, il s'assure in extremis la participation de Pehuen Grotti, son caméraman, pour réaliser les vidéos qu'il a promis à Franceinfo pour feuilletonner hebdomadairement son périple. Pour le matériel, il faut aussi se débrouiller. « Pas de vélo en carbone, car les pierres ça casse et on répare plus facilement un cadre en aluminium. » À trois semaines du départ, un partenaire annonce ne payer qu'une machine sur les trois nécessaires. « J'ai aussitôt contacté les magasins de la région parisienne pour expliquer mon projet, les retombées à la télé, etc. Un m'a répondu de passer le lendemain pour me filer 2 vélos à 1000 euros, prix public. » Ça fera l'affaire.

« CHAQUE TOUR DE ROUE COÛTE »

Prévue sur deux mois, l'expédition dure 51 jours pour aller du Kangchenjunga, à l'est et la frontière du Bangladesh, jusqu'à Hilsa, aux portes du Tibet et une autre frontière, celle de la Chine, à l'ouest. La progression se fait entre 2000 et 6000 m d'altitude. Chaque tour de roue coûte. Dans les tempêtes de neige ou sur les cailloux qui roulent. « À 5000 m, c'est dur, même à plat, on a du mal à respirer. » 13 kg pour la monture et autant pour le sac à dos, le défi est de poids. Le trio a même poussé les vélos jusqu'au camp de base de l'Everest. Par défi. « En fait, j'ai plus souvent porté que j'ai roulé, du 60/40. Soit c'était trop dur ou trop technique. » Et parfois la récompense d'une « longue descente de 15 km sur la neige » est une parenthèse heureuse sur le chemin.

Dans son court métrage, les images traduisent les efforts et les doutes, les passages dans les villages et les rencontres humaines, les repas partagés. Le quotidien est à la hauteur de ce qu'il veut vivre. « L'aventure, ce n'est pas un job, ce qui compte c'est d'aller vers les autres », conclut-il. Il lui reste une deuxième vie pour le répéter.

ÉTIENNE BONAMY

PHOTOS : PEHUEN GROTTI

« SUR LES SOMMETS, AVEC DES JEUNES DE LA COURNEUVE »

À peine revenu de l'Himalaya, Stéven Le Hyaric se prépare à un nouveau départ, avec cette fois des jeunes de la ville de Seine-Saint-Denis, où il a grandi. Pour changer la vie.



STÉVEN LE HYARIC

Le 12 septembre, vous avez projeté un court métrage de votre expédition à La Courneuve devant des jeunes. Dans quel but ?
C'était extraordinaire. Il y a eu les adultes et les jeunes du conseil municipal des jeunes. Les réactions et les discussions ont été géniales. Du coup, on a bien discuté de ce projet de les emmener dans une de mes aventures, au camp de base de l'Everest ou au mont Blanc. Je n'ai pas renoncé à cette idée mais ce sera à la base une initiative de leur part. Je veux qu'ils soient moteurs dans ce projet, avec leur énergie et pas forcément en attendant l'engagement de partenaires financiers privés même si la ville ou le département pourraient venir nous aider.

Quel crédit vous a apporté votre traversée de l'Himalaya ?
Les gens ont vu que j'étais allé au bout de ce que je voulais faire. Et le sens que je mettais dans cette histoire. Du coup, des partenaires se manifestent pour d'autres projets.

En imaginez-vous un plus personnel prochainement ?
J'ai le projet de traverser les six plus grands déserts de la planète, toujours à vélo. C'est-à-dire le Sahara en Afrique, Gobi en Asie, Atacama en Amérique du Sud, puis en Australie, en Antarctique et en Islande. L'idée, c'est de réaliser ça sur plusieurs années et de commencer par le voyage entre Paris et Dakar. Dès que j'ai le financement, je pars. Sans doute en 2019.
Repartir, ce n'est pas seulement pour assouvir un manque, je ne suis pas addict de l'aventure pour l'aventure. J'ai besoin d'avoir un sens dans mon voyage, ça me donne l'énergie. Dans le Sahara, j'aimerais aider à la construction de puits là où je passerai. Et s'il faut revenir deux ou trois fois ensuite, je prendrai le temps.

ENTRETIEN RÉALISÉ PAR E. B.

« Repartir, ce n'est pas seulement pour assouvir un manque. Je ne suis pas addict de l'aventure pour l'aventure. J'ai besoin de donner un sens à mon voyage, ça me donne l'énergie. »

RUISSELLEMENT
UNE VIEILLE FABLE CAPITALISTE CRÉÉE DE TOUTES PIÈCES

Depuis le début du quinquennat, plusieurs ouvrages d'économistes « critiques » (on dit hétérodoxes) démontent les fondements théoriques du macronisme. Dernière victime en date, la théorie du ruissellement, passée à la moulinette d'Arnaud Parienty.

Emmanuel Macron, président des riches ? Allons donc ! « Ce n'est pas un gouvernement qui fait des cadeaux aux riches, protestait le porte-parole, Benjamin Griveaux, en janvier 2018. C'est un gouvernement qui permet à l'argent d'être réinvesti dans les entreprises pour nos emplois en France. » Ou comment reprendre à son compte la « théorie du ruissellement » (« trickle-down theory »), rengaine fumeuse énoncée en 1981 par le directeur du Budget du président américain Ronald Reagan. Sur le papier, tout est simple : en allégeant la fiscalité des plus fortunés, on augmente d'autant leur revenu disponible, qui sera mécaniquement réinjecté dans l'économie sous forme d'investissement – les riches épargnent plus que les autres – ou de consommation supplémentaire. Par un effet d'entraînement vertueux, cet argent réinvesti créera de la croissance, donc de l'emploi, donc des revenus supplémentaires, etc.

LES COMPTES DE PÉNICAUD

Interrogée sur les effets de la suppression de l'ISF sur sa propre feuille d'impôts, la ministre du Travail, Muriel Pénicaud, répondait en substance : « Les 49 000 euros d'ISF que je ne paierai plus, je les investirai intégralement dans des entreprises de l'économie sociale et solidaire, afin de créer de l'emploi. » C'est si simple, l'économie ! Même en supposant la ministre du Travail sincère, il est difficile d'imaginer que tous les bénéficiaires de la suppression de l'ISF se comportent de manière aussi vertueuse…

En réalité, démonter la thèse du ruissellement revient à s'attaquer aux soubassements théoriques du libéralisme. Ce n'est pas pour rien qu'Arnaud Parienty, dans son dernier livre (1), remonte à Adam Smith (1723-1790), théoricien iconique. Smith expliquait notamment qu'il suffisait d'augmenter le revenu des patrons pour qu'ils embauchent aussitôt davantage de salariés, quel que soit le niveau de la demande. Mais, pour que le miracle du ruissellement s'opère, il faudrait que les détenteurs de capitaux (riches et entreprises) réinvestissent systématiquement leur épargne. Et, en pratique, le niveau d'investissement dépend d'autres facteurs, souligne Arnaud Parienty : taux d'intérêt (s'il est élevé, il est plus rentable de placer son épargne que d'investir), niveau de la demande (quand les perspectives sont négatives, le « climat des affaires » est pessimiste), etc.

GAFA ET LINGOTS DORMANTS

Par ailleurs, il est tout à fait possible que les entreprises utilisent leur épargne à « mauvais » escient. L'un des premiers réflexes des entreprises américaines, après l'allégement de l'impôt sur les sociétés décidé par l'administration Trump, a été d'engloutir leurs gains en rachat d'actions (183 milliards de dollars au premier trimestre 2018). Certaines multinationales préfèrent laisser dormir leur épargne plutôt que d'investir : les Gafa (Google, Apple, Facebook, Amazon) détenaient ainsi 450 milliards de dollars de liquidités en 2017, souligne Parienty, soit le quart du PIB de la France.

LE MACRONISME VU PAR LES ÉCONOMISTES

Fiscalité, finance, écologie… depuis le début du quinquennat, les économistes « hétérodoxes » (et pas que) attaquent à coups de marteau l'édifice macronien. Thomas Porcher et Frédéric Farah avaient ouvert le bal dès 2016 avec « Introduction inquiète à la Macron-économie », qui s'attachait à déconstruire le mythe du « modernisme » jupitérien. Les économistes d'Attac ont publié deux livres : « Toujours plus pour les riches » et « l'Imposture Macron ». Ce dernier passe en revue les différentes réformes lancées (fiscalité, écologie, Europe, etc.), afin de mettre au jour les ressorts d'un « business model au service des puissants ». De manière plus étonnante, Emmanuel Macron est désormais attaqué sur son flanc droit par des économistes néolibéraux qui lui reprochent sa « mollesse ». Dans son dernier ouvrage (« la Valse folle de Jupiter »), Jean-Marc Daniel accuse carrément le président de « trahison » : Emmanuel Macron aurait trahi les espoirs des libéraux en renonçant à s'attaquer (entre autres) au déficit public… Encore un peu et le président va hurler à la persécution !



GETTY IMAGES / STOCKPHOTO

L'auteur rappelle qu'il n'existe pas de lien évident entre baisse d'impôts et activité économique. S'il suffisait d'alléger la feuille d'impôts des plus riches, les États-Unis auraient vu leur taux de croissance exploser depuis les années 1980 ! Or, il n'en est rien : le taux d'impôt marginal (tranche supérieure des revenus) est passé de 52 % dans les années 1970 à 35 % dans les années 2000 ; le taux de croissance annuel moyen a eu, lui, tendance à baisser (autour de 2,94 % dans les années 1970 à 2,8 % trente ans plus tard).

Premier réflexe des entreprises américaines après l'allégement de l'impôt sur les sociétés, engloutir leurs gains en rachat d'actions : 183 milliards de dollars au 1er trimestre 2018.

ET LES RICHES POMPAIENT…

Pour Parienty, si la théorie du ruissellement continue d'être appliquée malgré son absence de caractère scientifique, c'est bien qu'elle relève d'un « mythe », que les classes dominantes ont d'autant moins intérêt à déconstruire qu'elles en tirent profit. Et pour le défendre, les économistes libéraux n'hésitent pas à sombrer dans le ridicule, à l'image de Nicolas Bouzou, qui déclarait en 2017 : « Cette théorie (du ruissellement) est parfaitement valide. Si on continue de l'appliquer, c'est que cela fonctionne. » ★

CYPRIEN BOGANDA
cboganda@humadimanche.fr

(1) « Le Mythe de la "théorie du ruissellement" ». Éditions la Découverte, septembre 2018.

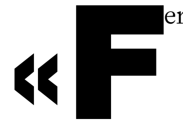
NOS VIES

MANAGEMENT : HAPPYCHIC FABRIQUE DU PRÊT-À-VIRER

Après avoir offert 40 millions aux actionnaires, le groupe des marques Jules et Brice programme 466 licenciements et 88 fermetures de magasins, épaulé par des pros du «retournement d'entreprises». Aux salariés sur le carreau, ils osent parler d'un «nouveau business model» fondé sur le «zéro gâchis».

FRANK CRUSIAUX/REA

REPORTAGE



« Fermeture définitive. 5 euros le deuxième article. » Ce jeudi 20 septembre, l'heure est à la liquidation sur la vitrine du magasin Brice d'Arras (Pas-de-Calais), qui met la clé sous la porte deux jours plus tard. Dans la boutique, les mannequins, qui d'habitude présentent les vêtements de la collection en cours, sont nus. Quelques salariés servent les derniers clients. Ont-ils été « réaffectés temporairement au sein d'un autre magasin de la même enseigne, dans un périmètre de 15 km », comme le promet le document remis le 11 septembre par la direction aux représentants du personnel ? « On préfère ne rien dire, on ne voudrait pas que ça se retourne contre nous… » répondent-ils mal à l'aise. Peut-être en sauront-ils davantage cet après-midi, après la visite de leur directeur. Annoncé le 17 juillet par le groupe Happychic (Brice, Jules et Bizzbee), le plan de 466 licenciements (1) prévoit notamment la disparition de l'entrepôt logistique du Mans et 88 fermetures de magasins, dont les premières ont déjà eu lieu à Argenteuil, Montreuil, Pessac (Gironde), Nantes et Marseille.

DES INDEMNITÉS OU DES POURBOIRES ?

Mardi 11 septembre, devant le siège d'Happychic à Roubaix (Nord). Trois délégués syndicaux CFDT, qui travaillent dans les magasins Brice de Saint-Nazaire, Saint-Maximin (Oise) et Narbonne, attendent la fin de la réunion du comité d'entreprise (CE). « La situation est tendue pour les salariés. Ils ne savent pas s'ils vont conserver leur poste », confie Daouda Coulibaly. « On a beaucoup de questions sur les départs volontaires (que la direction dit vouloir privilégier – NDLR) », précise Patrick Digon. À peine la réunion achevée, c'est la consternation. Pour un salarié qui serait licencié avec vingt ans d'ancienneté, l'« indemnité supplémentaire de licenciement » plafonnerait à 17 000 euros. « On est restés bouche bée, raconte Laurent Petit, élu CGT au CE. On se demande si ce sont vraiment des indemnités ou des pourboires. » La direction prévoit de boucler son plan pour la mi-janvier. Pour établir l'« ordre des licenciements », elle a défini une liste de critères, dont les « charges de famille », l'âge, l'ancienneté, mais aussi les « qualités professionnelles », définies par l'appréciation obtenue lors de « l'entretien annuel d'évaluation ».

« NOUVEAU BUSINESS MODEL » POUR « REDEVENIR LE LEADER EN FRANCE »

Dans le hall d'Happychic, le directeur général, Jean-Christophe Garbino, ancien patron de Kiabi, s'installe derrière un pupitre pour un point presse. Il passe rapidement sur les 466 licenciements « malheureusement » décidés, pour annoncer un « nouveau business model » répondant au « principe du zéro gâchis ». Il veut « redevenir le leader en France », place aujourd'hui occupée par Celio. Il revendique même »»

Des salariés pressurés, victimes des restructurations tous azimuts dans le secteur habillement, où grands groupes classiques et géants du Net se font la « guerre » (ici un entrepôt Amazon à Saran, dans le Loiret).

HAMILTON/REA

« Vingt ans d’ancienneté et une indemnité plafonnée à 17 000 euros. On est restés bouche bée... »

LAURENT PETIT, ÉLU CGT AU CE, CHEZ BRICE DEPUIS UNE DIZAINE D’ANNÉES.



PQR/VOIX DU NORD/MMAXPPP

Déjà 1 216 démissions, 543 ruptures conventionnelles, 336 licenciements en deux ans... Et, devant la presse, le directeur d'Happychic, la branche prêt-à-porter de la galaxie Mulliez (Auchan), n'hésite pas à parler de valeurs de « bienveillance ».

))) des valeurs de « bienveillance », qui consistent à « prendre soin des gens ». Reprenant les chiffres communiqués fin août aux délégués du personnel, la CGT a pourtant compté, de janvier 2016 à juillet 2018, 52 fermetures de magasins, 1 216 démissions, 543 ruptures conventionnelles et 336 licenciements dans le groupe. Le syndicat dénonce des « PSE déguisés ». Mais peut-être Jean-Christophe Garbino évoque-t-il plutôt la « bienveillance » envers les actionnaires. Selon la CGT, ces derniers ont touché 40 millions d'euros de dividendes en 2016 et 2017. Dans le même temps, le résultat net du groupe passait de



STÉPHANE AUDRAS/REA

Mobilisation à Lyon des salariés de Tati. Les restructurations s'enchaînent dans le secteur textile. Preuve, s'il le fallait, que le travail du dimanche ne sauve pas les emplois.

UNE HÉCATOMBE DANS LES GRANDES CHAÎNES COMMERCIALES

Au début 2018, Pimkie supprime 208 postes. Chez Carrefour, 1 300 licenciements ont été notifiés début septembre sur les 2100 emplois menacés. Chez Castorama et Brico Dépôt, on compte plus de 400 licenciements. Chez Toys'R'Us, on en redoute entre 200 et 250, tandis qu'à la Grande Récré, plus de 50 magasins risquent la fermeture. Chez Chaussexpo, la direction vient d'annoncer la disparition de 35 points de vente et d'au moins 116 emplois. On se souvient aussi des 260 licenciements chez Tati en 2017 et des quelque 600 à La Halle.

« Depuis la loi Macron d'août 2015, ce sont plus de 20 000 emplois qui ont été supprimés dans des secteurs pourtant ouverts le dimanche », calculait la CGT commerce, le 20 août. Elle répondait à une tribune dans le « JDD » de députés LaREM, selon qui cette même loi, assouplissant la réglementation du travail le dimanche, aurait permis de créer « 1 500 postes dans les grands magasins parisiens ».

Happychic s'offre les services d'un cabinet de «retournement d'entreprises» pour 2,4 millions. Et des avocats. Les frais? «On nous dit que ça ne nous regarde pas, mais c'est 5 000 euros/jour…»

plus de 20 millions d'euros à presque zéro. « Et on se demande à quoi ont servi les 5 millions d'euros de Cice (crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi) », ajoute Véronique Carnin, élue FO au CE.

PROSPHÈRES, LE CABINET QUI A DÉJÀ ŒUVRÉ CHEZ PIMKIE

Quand il le souhaite, le groupe Happychic sait mettre les moyens. Il s'est ainsi offert les services de Prosphères. Ce cabinet spécialisé « dans la transformation et le retournement d'entreprises » a notamment œuvré chez Pimkie fin 2017, juste avant la suppression de 208 postes. « Cela fait un an que Prosphères intervient chez nous pour monter des groupes de travail : améliorer la communication, de quels métiers a-t-on besoin… Or, il y a six mois, le patron nous a dit que ces groupes de travail étaient une erreur », assure Laurent Petit. Cher payé pour une prestation qui atteint 2,4 millions d'euros, selon le délégué CGT. Happychic est également assisté par Capstan, qui se présente comme « le cabinet d'avocats de référence en droit social, en France ». « Cela fait trois fois qu'on leur demande combien va leur coûter Capstan. On nous dit que ça ne nous regarde pas », confie David Gardais, délégué syndical CFDT. « De source sûre, venant de personnes qui ont eu affaire à Capstan, leurs honoraires sont d'environ 5 000 euros la journée », assure, de son côté, Laurent Petit. Les élus du comité d'entreprise, eux, doivent se contenter d'une enveloppe de 15 000 euros de frais d'avocats pour toute la négociation du plan de licenciement. Faute d'avoir signé l'accord de méthodes, qu'ils jugeaient inacceptable, ils ne bénéficient pas d'heures de préparation des réunions. Quant à rencontrer les salariés sur leur lieu de travail, avec plus de 600 magasins aux quatre coins de la France pour tout le groupe, c'est mission impossible. « J'ai 45 heures de délégation (par mois – NDLR), mais certains n'en ont que 20, explique Patrick Digon. Pour aller à Strasbourg, j'ai déjà 10 ou 12 heures de trajet. Je ne parle même pas du budget : chaque section syndicale a droit à 400 euros par mois pour les frais. Ils nous répondent qu'on peut faire ça en visioconférence. » Discuter avec les salariés au téléphone de leur possible licenciement, c'est sûrement ça « prendre soin des gens ».

LUDOVIC FINEZ

(1) Au 30 juin, le groupe comptait 3 768 salariés, dont 3 191 en CDI.

BATAILLE DE L'IVG « TOUTES LES 9 MINUTES, UNE FEMME MEURT D'UN AVORTEMENT CLANDESTIN »

Rien n'est acquis. L'offensive des mouvements anti-IVG, encouragés par les églises et les régimes réactionnaires, ne faiblit pas. En France aussi, beaucoup d'obstacles entravent encore l'accès à l'IVG. Entretien avec Véronique Sehier, coprésidente du Planning familial.



Quelle analyse faites-vous des propos tenus le 11 septembre sur TMC par le Dr Bertrand de Rochambeau, président du Syndicat des gynécologues et obstétriciens de France (Syngof), qualifiant l'avortement d'homicide ?

Ce que dit le Dr Rochambeau reflète clairement le discours des anti-avortement. De la même veine que ce qu'on a pu entendre lors du débat sur la loi Veil. Parler d'homicide est gravissime de la part d'un président d'un syndicat de professionnels. Franchement scandaleux. Comment un médecin qui prononce de tels propos – « Je ne suis pas là pour retirer la vie » – peut-il accompagner les femmes alors qu'il les jette en pâture ?

L'avortement est un acte courant de la vie des femmes : une femme sur trois avorte dans sa vie pour des raisons qui lui appartiennent, sans devoir se justifier. De toute façon, une femme qui veut avorter avortera. Autant le faire dans de bonnes conditions.

Heureusement, ses propos ont provoqué une levée de boucliers, notamment dans la profession. Depuis, une pétition circule demandant le retrait de la clause de conscience. Le Code de la santé publique prévoit, en effet, qu'« un praticien n'est jamais tenu de pratiquer une interruption volontaire de grossesse ».

Dans la France de 2018 quelle est la réalité de l'accès à l'IVG ?

La loi a progressé : allongement des délais, suppression de la notion de détresse, ouverture de la pratique de l'IVG médicamenteuse aux sages-femmes, suppression du délai de réflexion, remboursement à 100 % de l'IVG et des actes associés (prise de sang, échographie…), possibilité offerte aux centres de santé de pratiquer l'IVG instrumentale. Mais cela ne suffit pas.

Toute notre bagarre aujourd'hui est de faire appliquer la loi. Contre la désinformation des mouvements anti-IVG, nous devons renforcer l'information des femmes. Le numéro vert IVG-contraception – 0800 08 11 11 –, ouvert en 2015, reçoit 25 000 appels par an, dont la moitié concerne l'avortement. L'accès à l'IVG doit être gratuit, rapide, dans la proximité sur tout le territoire et garantit à toutes les femmes, quelle que soit leur situation, y compris aux migrantes et aux femmes sans couverture sociale.

Depuis le plan IVG 2015, chaque agence régionale de santé doit mettre en place un accueil pour les femmes désirant avorter, mais c'est loin d'être le cas. Cet acte est rarement une priorité des politiques de santé publique. Or, il faut prendre conscience du parcours de la combattante que cela représente pour une femme qui veut ou doit interrompre sa grossesse.

Il y a des stratégies de médecins « objecteurs de conscience » qui consistent à reporter ou multiplier les rendez-vous dans le but de dissuader la patiente, de la culpabiliser. C'est une perte de chance pour les femmes parce que c'est une perte de temps, compte tenu du délai de 10-12 semaines.

En Europe et dans le monde, le droit à l'avortement connaît des avancées, mais aussi des reculs…

En Espagne, depuis 2015, au moment où, sous le gouvernement de droite de Mariano Rajoy, le droit à l'avortement était menacé, la lutte des femmes a permis de maintenir ce droit. Mais il a régressé pour les mineures, qui doivent avoir l'autorisation parentale. En Argentine, la loi, votée à quatre voix près au Parlement, a été recalée au Sénat le 8 août dernier. Mais la bataille de l'opinion publique a été gagnée malgré la forte influence du pape. En témoignent toutes ces personnes qui rendent leur

POUR LA JOURNÉE MONDIALE, LE PLANNING FAMILIAL SUR LE PONT

Le Planning familial organise partout en France des manifestations à l'occasion de la Journée mondiale pour le droit à l'avortement, le 28 septembre. À Paris, rendez-vous est donné pour un rassemblement à 18 h 30, place de la Bastille côté Opéra, suivi, salle Traversière (15 bis, rue Traversière, Paris 12e), de la projection du documentaire « Avortement, les croisés contre-attaquent », d'Alexandra Jousset, Andrea Rawlins-Gaston, et d'une rencontre avec des activistes de plusieurs pays.



ALAIN PITTON / NUR PHOTO / AFP

Toulouse, le 23 septembre. Quelques jours auparavant, le Dr de Rochambeau qualifiait l'avortement d'homicide. Des propos scandaleux qui rappellent que vigilance et résistance restent de rigueur.

DANS LE MONDE

56 MILLIONS
C'est, par an, le nombre d'IVG dans le monde depuis 2010, dont 88 % dans les pays en développement.

3,5 %
Le taux de femmes de 15 à 44 ans qui ont recours à l'IVG.

ENTRE 8 ET 18 %
Le pourcentage estimé de décès maternels dus à un avortement non médicalisé, soit entre 22 000 et 44 000 décès par an.

EN FRANCE

211 900
Le nombre d'IVG réalisées en France en 2016, soit un taux moyen de recours à l'IVG de 1,39 % de femmes de 15 à 49 ans.

carte de baptême. Chaque fois qu'une femme meurt d'un avortement clandestin, les féministes le font savoir et accusent les sénateurs. Espérons que la prochaine fois sera la bonne.

La bataille des Argentines a-t-elle débordé au-delà des frontières en Amérique du Sud ?
Malgré la forte influence de l'Église catholique, il y a une émulation. Ça bouge au Brésil. Au Salvador aussi, où il y a l'une des pires législations : la prison non seulement pour avoir avorté, mais aussi dans des cas de fausse couche.

En 2018, peut-on dire que la bataille est encore longue ?
La conquête du libre choix des femmes est une rude bataille. Elle connaît même des reculs et des régressions avec l'action des mouvements religieux de tout poil. À la commission sur le statut de la femme à l'ONU, j'observe les alliances improbables qui se nouent, par exemple entre les États du Golfe, les États-Unis de Trump, la Russie de Poutine et même certains États européens comme la Pologne ou la Hongrie.

Aux États-Unis, beaucoup d'énergie et d'argent sont investis dans les mouvements anti-avortement. Des jeunes se forment au plaidoyer anti-IVG. Il s'agit clairement pour eux de lutter contre le droit des femmes à disposer de leur corps, contre l'égalité entre les femmes et les hommes, pour renforcer la domination masculine.

Les mouvements anti-IVG se proclament « pro-vie ». Mais ils sont des antichoix, ils sont contre la vie des femmes. Toutes les 9 minutes, une femme dans le monde meurt d'un avortement clandestin. C'est énorme.

Dans cette situation contrastée, où en sont les mobilisations pour le droit à l'avortement ?
Les sociétés civiles se mobilisent fortement un peu partout, comme l'ont montré l'impressionnante marche des femmes aux États-Unis après l'élection de Trump ou le référendum du 25 mai dernier en Irlande : 70 % de la population a voté pour supprimer l'article 8 de la Constitution irlandaise qui défend le droit à la vie, ouvrant ainsi la voie à une loi pour le droit à l'IVG. En Pologne, les résistances s'organisent contre les tentatives du gouvernement et de l'Église de supprimer une des trois dérogations autorisant une IVG, celle pour malformation fœtale. Les deux autres étant le viol et la mise en danger de la vie de la mère ou de l'enfant.

Dans ces pays, les campagnes sont menées à l'appui de témoignages de femmes, de couples, de familles sur ce que veut dire de ne pas pouvoir avorter, les conséquences que cela a sur leur vie. Être obligée de quitter son pays pour avorter, avorter dans des conditions dramatiques, mettre au monde des enfants dont on sait qu'ils ne seront pas viables, l'opprobre jeté sur les femmes voulant avorter… Maintenant les femmes et les couples le disent.

La solidarité internationale entre les femmes est extrêmement importante. Il faut faire pression sur les États, déjà pour qu'ils dépénalisent l'avortement. Le droit à l'avortement doit être inscrit comme droit fondamental pour l'égalité en Europe. Il doit figurer comme un point central dans la campagne des élections européennes en 2019. ★

ENTRETIEN RÉALISÉ PAR LATIFA MADANI
latifa.madani@humadimanche.fr

Vacances





Divers





POLLUTION
LA TAXE CARBONE, C'EST BIEN, SI ÇA NE DEVIENT PAS UNE USINE À GAZ !

Selon l'OCDE, il faudrait quadrupler la taxe carbone pour freiner le réchauffement. En France, les taxes sur les carburants comptent pour plus de 60 % du prix à la pompe. Taxer plus ne suffit donc pas si le produit de la taxe ne sert pas à réduire les émissions de CO_2.

Le 18 septembre 2018, les « experts » de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) ont publié un rapport pour indiquer que « les prix du carbone doivent augmenter bien plus rapidement que ces dernières années pour garantir une transition efficace par rapport à son coût vers une économie bas carbone ».

L'OCDE affirme qu'elle examine régulièrement l'activité économique de 42 pays développés. Y figurent tous les membres du G20, dont la France. Selon l'OCDE, le « déficit moyen de la tarification du carbone » dans ces 42 pays serait de 76,5 % en 2018 par rapport à la référence de taxation à 30 euros de chaque tonne de carbone émise. Dit autrement, il faudrait quadrupler les taxes pour les rendre efficaces.



SEBASTIAN GOLLNOW / GERMANY OUT / DPA / AFP / PHOTO

Opération coup de poing de Greenpeace à Stuttgart, l'une des villes les plus polluées d'Allemagne.

Les « experts » de l'OCDE nous disent que le secteur des transports est le moins en retard dans la taxation du carbone dans les 42 pays étudiés. La France ferait même partie des meilleurs élèves avec un prélèvement de 46,4 euros par tonne de carbone émise par les voitures et les camions, via les taxes sur les carburants. En France, pourtant, l'argent prélevé via les taxes n'a jamais été fléché pour développer des moyens de transport écologiques. En témoignent les bouchons autour de Paris et des métropoles régionales.

Avec ceux de la FAO, les « experts » de l'OCDE publient chaque année un rapport prospectif pour les dix ans à venir sur les besoins mondiaux en nourriture. Pour y répondre, ils y préconisent toujours plus de déforestation et de cultures de rente – mortifères pour les sols, alors qu'il est urgent de les régénérer en pratiquant l'agroécologie et l'agroforesterie.

RÉAFFECTER LA TAXE

Pour freiner le réchauffement climatique, je propose dans un dernier livre, paru en mai 2018 (1), la mise en place d'une taxe carbone sur chaque baril de pétrole, tonne de charbon et mètre cube de gaz vendu à l'exportation. La taxe serait prélevée sur le lieu d'extraction par un organisme dépendant de l'ONU. Le produit de la taxe serait réparti en trois parts. 40 % alimenteraient une cagnotte permettant de donner aux pays les moins avancés les 100 milliards de dollars par an promis lors de la COP21 pour adapter leur économie au réchauffement. 10 % de la taxe seraient versées aux pays exportateurs afin qu'ils réduisent leur propre dépendance, ce que trop peu d'entre eux ont fait jusqu'à présent. Enfin, chaque pays importateur recevrait une ristourne de 50 % du produit de la taxe qu'il aurait payée au départ sur les énergies achetées. Il aurait l'obligation d'utiliser cet argent pour réduire ses émissions de CO_2 en subventionnant les transports doux, l'agroécologie, l'agroforesterie, l'isolation des bâtiments, le covoiturage, les énergies renouvelables.

Ainsi, pourrait-on, me semble-t-il, réduire progressivement les émissions de CO_2 dans tous les pays au monde. ★

GÉRARD LE PUILL
glepuill@humanite.fr

(1) « Réinventons l'économie dans un monde fini ». Éditions du Croquant. 210 pages, 15 euros.

PÔLE EMPLOI
LE NUMÉRIQUE, UN PLUS POUR LES USAGERS ? PAS SÛR !

Surréaliste ! Pôle emploi devrait être amputé de près 4 000 postes. Pour ce faire, la direction veut aller encore plus loin dans la dématérialisation. Un « progrès » censé faciliter les démarches des usagers qui se mue en véritable galère pour nombre d'entre eux. Explications.



HAMILTON / REA

Près de 4 000 postes devraient être supprimés à Pôle emploi. La ministre du Travail justifie cette saignée par la « baisse du chômage », mais aussi par les évolutions technologiques. « La direction de Pôle emploi explique que numériser et automatiser les tâches à faible valeur ajoutée vont permettre de libérer du temps pour l'accompagnement des demandeurs d'emploi », explique Philippe Barriol, délégué syndical SNU-Pôle emploi. En région parisienne, un conseiller suit 300 demandeurs d'emploi et peut être contacté par mail par 250 autres, considérés comme autonomes dans leur recherche. Le moins qu'on puisse dire est que cet accompagnement est limité. Les postes les plus menacés par la digitalisation sont ceux liés à l'indemnisation. « Du fait de la mise en place de la déclaration sociale nominative, les attestations d'employeurs vont, de plus en plus, être transmises et gérées automatiquement. Le problème est que, à la différence d'un conseiller, un algorithme n'est pas capable de repérer les erreurs, notamment sur le motif du licenciement. »

Côté usagers, la digitalisation peut constituer un véritable obstacle à l'accès aux droits. « Outre la barrière de la langue, beaucoup de demandeurs d'emploi ne maîtrisent pas l'informatique, certains ne savent même pas bouger une souris », souligne Angela (*), conseillère dans les Hauts-de-Seine. Un accompagnement est souvent nécessaire pour permettre à ces usagers de gagner en autonomie. « J'ai fait venir plusieurs fois une dame, qui parlait le français mais ne le lisait pas,

À la différence d'un conseiller, un algorithme n'est pas capable de repérer les erreurs, notamment sur le motif du licenciement.

pour réaliser son actualisation. Au bout de trois mois, elle y arrivait toute seule. » Le problème est que le temps manque pour les conseillers. « Au lieu d'aider les demandeurs à acquérir de l'autonomie, nous sommes obligés de faire à leur place ! » regrette-t-elle. Tous les demandeurs d'emploi ne disposent pas d'un ordinateur personnel et s'il est possible de réaliser ses démarches sur les postes à disposition dans les agences, ceux-ci ne suffisent souvent pas. « Dans mon agence, 10 postes sont à disposition du public, mais le réseau local ou celui plus global de Pôle emploi sont fréquemment saturés », regrette Béatrice (*), conseillère dans le Val-de-Marne.

TOUJOURS PLUS COMPLEXE

Pour les nouveaux chômeurs, la galère numérique commence dès l'inscription. « Pôle emploi oblige ceux qui n'ont pas de boîte mail à en créer une. Le problème, c'est que beaucoup n'iront jamais dessus », observe sa collègue Céline. Le formulaire d'inscription s'est, en outre, largement complexifié : il faut maintenant renseigner les compétences acquises via ses études ou son expérience professionnelle. « Même pour des personnes maîtrisant l'outil informatique, ce n'est pas simple », note Rose-Marie Péchalat, administratrice du site www.recours-radiation.fr

En outre, les nouveaux inscrits doivent indiquer les critères permettant de renseigner une offre raisonnable d'emploi. À partir de là, ils reçoivent automatiquement les offres, et ce même s'ils sont en attente d'une formation ou lancés dans un projet de création d'entreprise. « Les demandeurs d'emploi ne savent pas qu'ils doivent répondre et qu'ils peuvent être sanctionnés s'ils ne le font pas », déclare Sandra (*), conseillère dans le Val-de-Marne. Cette absence de réponse peut, en effet, générer le lancement d'un contrôle de recherche d'emploi. « J'ai dû faire intervenir ma directrice d'agence pour éviter qu'une des demandeuses d'emploi que j'accompagne ne soit radiée. Cette mère de cinq enfants avec de gros problèmes de santé, qui ne touchait pas d'allocation, était en pleine élaboration de son projet professionnel, elle a été accusée de ne pas rechercher assez activement du travail », s'insurge Nawal (*), conseillère dans le Val-de-Marne.

CHASSE AUX CHÔMEURS

La digitalisation peut ainsi se transformer en auxiliaire dans la chasse aux chômeurs qui ne chercheraient pas vraiment un emploi. La loi sur la liberté de choisir son avenir professionnel – bel exercice de novlangue gouvernementale – projette l'expérimentation d'un carnet de bord numérique sur lequel les demandeurs d'emploi vont devoir consigner leurs démarches chaque mois. Il n'y aura plus qu'à les passer à la moulinette d'un algorithme pour radier en masse.

MÉLANIE MERMOZ

(*) Les prénoms ont été modifiés.

CHRONIQUE

ATTAQUE CONTRE NOS SALAIRES



GÉRARD FILOCHE

Mais comment arrivent-ils, au journal télévisé, à mentir et tenter de faire croire qu'il y aurait une hausse du pouvoir d'achat prévue en 2019 ? Il ne s'agit au contraire que d'un recul, d'une attaque brutale, massive, sans précédent historique contre nos salaires brut. Car, ce qui compte pour nous tous, c'est le haut de la feuille de paie, pas seulement le bas. Le haut, c'est le salaire brut. Les cotisations, c'est du salaire !

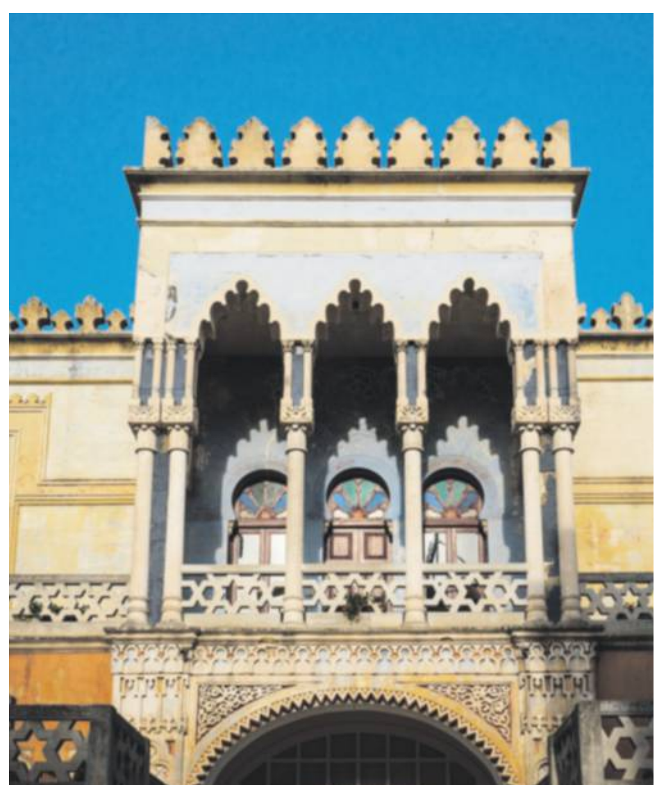
Les cotisations, ça nous appartient, c'est une part du salaire mutualisée, mise dans un pot commun et redistribuée à chacun de nous selon nos besoins, quand nous sommes en maladie, en accident du travail, en charge de famille nombreuse, en besoin de logement, au chômage ou en retraite. On vit au jour le jour avec le net, mais tout au long de la vie avec le brut.

Nous allons payer, à la place des patrons, des centaines de milliards d'euros.

Et là, Macron prétend qu'il va augmenter – un peu ? – le net et supprimer le brut. C'est un fantastique tour de passe-passe ! C'est un pillage de haut niveau, ce sont des centaines de milliards que les patrons ne paieront plus et que nous paierons sous forme d'impôt – prélevé à la source. Ensuite, ils vont fondre les deux budgets, celui de l'État et celui de la Sécu. Ils osent affirmer que désormais « les exonérations de cotisations sociales seront payées par la Sécu » ! Violant une règle constitutionnelle sur la séparation des budgets et la préaffectation des cotisations (c'est pour cela qu'ils voulaient réviser la Constitution sur ce point les 3 et 19 juillet).

Or le budget de la Sécu est équilibré (à force de serrages de vis et de privations), le fameux « trou » n'existe plus, il y aurait même un excédent de 22 milliards ! Tandis que le budget de l'État provoque près de 78,5 % de la « dette » présumée. Ils prévoient donc de se servir sans vergogne dans notre ex-budget social pour en faire ce qu'ils veulent. On perd notre salaire, on perd nos cotisations, on perd notre Sécu. C'est la plus grande contre-révolution antisociale depuis 1945.







Sur la route des plages de Santa Caterina, la villa Sticchi s'illustre par son style mauresque. Un peu plus loin, une vache aux airs indiens, dont le lait sert à fabriquer le caciocavallo di podolica. 1 000 voyages en un.

ITALIE LE FESTIN DE NARDO 2/2

Des villas historiques exotiques, des oliviers monumentaux à l'ombre desquels se délecter de fromaggi – ricotta, pecorino, mozzarella… Le périple autour de Nardo s'achève en beauté.

Depuis Nardo, dans la province de Salento (Pouilles), le choix des excursions est ouvert: Lecce la blanche et son somptueux patrimoine architectural; Gallipoli, la portuaire et touristique île reliée par un pont, dont les remparts abritent moult maisons de pêcheurs, églises baroques et palais. Tout près du centre-ville de Nardo, sur la route des plages de Santa Maria al Bagno et de Santa Caterina (à Cenate), on peut partir à la découverte d'une cinquantaine de villas historiques aux styles les plus divers – colonial, Renaissance, liberty, palladien, mauresque, oriental –, lesquelles ont été construites entre la moitié du XVe et le début du XXe siècle. On peut aussi emprunter à pied ou à vélo la route des ulivi secolari (« anciens oliviers »). Ces arbres aux troncs aussi noueux que monumentaux s'alignent dans les champs au bord des routes, poussant parfois les murets en pierres sèches.

UNE FERME FORTIFIÉE

Les murs de la masseria Brusca, située à 600 mètres de la côte ionienne, sont, eux, hauts et larges – 2 mètres à la base –, avec un décrochement dans la partie supérieure pour empêcher les renards et autres nuisibles de franchir l'enclos des brebis, presque toutes noires. Nous sommes dans une ferme fortifiée, édifiée sur un petit bâtiment du XVIe siècle qui fut très largement agrandi au XVIIIe. Sa large façade aux sept voûtes est prolongée par une église et une porte monumentale. Au milieu d'un verger trône un pigeonnier carré à ciel ouvert. Un peu plus loin, un portail en fer forgé donne accès à un jardin à l'italienne, sublime avec son puits au détour d'une allée, sa chapelle et ses nombreuses sculptures. Comme ces trois statues – deux femmes, un homme – aux quatre coins symbolisant chacun une saison et un continent (Afrique, Europe, Asie et Amérique).

À l'arrière de la ferme, dans un enclos donnant sur la campagne, les vaches ressemblent à s'y méprendre à celles que l'on voit dans les villes de l'Inde. La race podolica pugliese serait originaire de Mongolie, d'où elle serait venue via l'Ukraine, ou de la Crête. On la rencontre dans les prairies des Abruzzes, de Basilicate, Calabre, Campanie, Molise et des Pouilles. Giovanni Maria Zuccaro, le fermier de Brusca, la bichonne pour l'excellence de sa viande et son habileté à trouver sa pitance dans les pâturages pauvres et les sous-bois. Le mâle a une robe grise et des cornes en demi-lune, la femelle une robe plus





GETTY IMAGES / ISTOCKPHOTO

claire et des cornes en forme de lyre ; quant aux veaux, ils naissent capés de froment. Forte et énergique avec son avant et son arrière bien équilibrés, cette rustique a pourtant un squelette léger. Du travail des champs à la production de lait, le contadino (paysan) lui trouve bien d'autres atouts. À Brusca, son lait est transformé en fromages au lait cru, entre autres le caciocavallo di podolica et la mozzarella. Elio, l'homme de confiance de Giovanni, l'associe aux laits de chèvre et de brebis pour faire le pecorino, puissant et long en bouche après cinq mois d'affinage. Tout aussi goûteuse est la délicate ricotta, issue du petit-lait : un régal de bon matin sur une frisa di grano duro – tartine sèche de blés durs simeto et senatore cappelli, réhydratée à l'huile d'olive de variétés ogliarola salentina et cellina di Nardo.

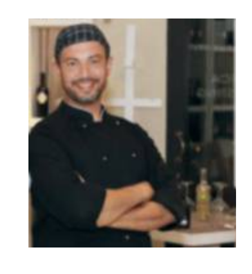
Elio prépare les olives avec eau, sel, citron, laurier, mirto (myrte) et fruits du lentisco (Pistacia lentiscus) – un arbuste du maquis et de la garrigue –, avant de les laisser reposer huit mois dans un capasa (pot en terre cuite). Pour faire ses emplettes et déguster fromages, olives et huile, viande de podolica pugliese, frisa et farines, légumes et fruits, vin, il faut descendre dans la petite boutique à gauche du porche d'entrée. On retrouve quelques-uns de ces produits au restaurant Brusca Garden. Dans ce lieu idyllique tenu par le frère de Giovanni, on vous garantit un repas en plein air gargantuesque !

THIERRY MORVAN

NOS BONNES ADRESSES

Restaurant. Brusca Garden, Strada Brusca, 73048, Nardo (LE), Italie ; tél. : 392 206 2390.
Viande, fromage, olive. Masseria Brusca, via de Pandi, 39, 73048 Nardo (LE), Italie ; tél. : 0833 564 491.
Vin. Schola Sarmenti, via Generale Cantore, 37, 73048, Nardo (LE), Italie ; tél. : 0833 567 247.

LE CHEF
CESARE MANCA



Avec ses vieilles pierres et son décor contemporain, le restaurant du chai Schola Sarmenti allie tradition et modernité. Si la belle salle à manger semble trop bruyante, on peut choisir la vaste terrasse entourée de ceps de vigne. Les tables sont dressées avec un raffinement extrême. Les plats sont de saison et les ingrédients locaux. Le chef Cesare Manca prépare des associations terre-mer inattendues et savoureuses, comme le tartare de thon au melon et à la menthe ou la pieuvre tranchée avec une purée de pommes de terre et encore de la menthe. Il n'oublie jamais d'ajouter une note de fraîcheur : du basilic dans les scialatielli à la burrata, des tomates cerises confites avec le jambon croustillant de capocollo, et dans le tartare d'ombrelle du concombre et du sel de Calabre aromatisé à la bergamote. La roquette sauvage revient souvent, sous forme d'aromate, par exemple avec les scrigni farcies à la burrata, julienne de poivrons et sauce de légumes. Autre classique, la chicorée sauvage, servie avec une purée de fèves. Les desserts sont rafraîchissants et légers, à l'image du spumone maison (mousse glacée sans jaune d'œuf). Pour les vins, on choisit parmi les cuvées du domaine à des tarifs un peu plus élevés.
Schola Sarmenti, menus de 24 à 57 euros. Via Generale Cantore, 37, 73048, Nardo (LE), Italie ; tél. : 0833 567 247.

LA RECETTE TAIEDDHA SALENTINA

Pour 4 à 6 personnes.
• Hacher une gousse d'ail et un demi-bouquet de persil. Nettoyer 900 g de moules et les faire chauffer dans une casserole pour les ouvrir. Réserver le jus filtré.
• Dans un plat à four huilé, mettre un oignon émincé, 200 g de tomates mûres tranchées finement, une fine couche de parmesan ou pecorino râpé. Ajouter 300 g de pommes de terre coupées en fines tranches et recouvrir de 300 g de riz cru.
• Verser au-dessus les moules, 100 g de tomates et 100 g de pommes de terre coupées en dés.
• Saupoudrer de pecorino ou parmesan râpé, poivre et chapelure. Verser un filet d'huile d'olive extra-vierge et le jus de cuisson des moules. Cuire à 180 °C 45 minutes.

LE PRODUIT FIANO, MASSEREI, NERIO, NAUNA

À Nardo, la cantina Schola Sarmenti vinifie, outre le chardonnay, des variétés de raisins autochtones : fiano en blanc et en rouge, negroamaro, primitivo, malvasia nera, susumaniello. À l'entrée du magasin on trouve d'honorables vins de table à la tireuse (de 1,20 à 1,70 euro au litre), et au rayon bouteilles pas moins de quatorze cuvées (de 9 à 40 euros). Robe jaune clair, senteurs flatteuses et pointe fumée, douce attaque en bouche : le fiano 2017 est un blanc plein et équilibré. Frais avec son nez de fraise, masserei 2017 est un rosé de gastronomie plein de vigueur. Rubis prononcé et bordure cuivrée, critera 2016, aux parfums sauvages et notes de café, est bien rond. Plus agréable à ce jour, nerio 2014, en robe de velours et aux tanins fondus de negroamaro et de malvasia nera. On le sert à une température de 16 °C dans le verre. Il y a aussi cubardi, au goût de figues et de pruneaux, et la cuvée nauna 2014, délicieuse et puissante, issue de negroamaro et primitivo. Un verre de cette cuvée nauna et dans l'assiette une tranche de podolica pugliese grillée résument toute la saveur du salento.

HUILE ESSENTIELLE TEA TREE, L'ARBRE PRODIGIEUX

Sa polyvalence exceptionnelle lui a valu le surnom de «trousse d'urgence». Anti-fongique, anti-virale, anti-bactérienne... elle agit avec une efficacité supérieure ou équivalente à nombre de traitements de synthèse, les effets secondaires en moins. L'huile de tea tree, esssentielle donc.

Les propriétés de l'huile essentielle (HE) de tea tree (Melaleuca alternifolia), ou arbre à thé, lui ont valu d'être surnommée la « trousse d'urgence ». La tea tree est considérée comme une valeur sûre en aromathérapie médicale et familiale. D'abord parce qu'on ne lui connaît pas – en dehors d'allergie toujours possible – de toxicité, ensuite parce qu'elle est très douce pour la peau. Elle s'utilise pure, en application locale, ou, en cas de peau très sensible, avec quelques gouttes d'huile végétale (de préférence dite sèche et qui pénètre vite, comme l'huile d'abricot), notamment pour les très jeunes enfants de moins de 3 ans. La concentration (soit sa dilution dans un gel ou une huile) dépendra du type de traitement.

UNE PEAU DE BÉBÉ

La monographie de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) sur les plantes médicinales (1) rend compte en particulier de l'efficacité de cette HE, soutenue par des données cliniques et pharmacologiques, pour les applications locales, notamment dans le traitement des problèmes de peau tels que l'acné, les furoncles, les mycoses de l'ongle. Il faut rappeler qu'elle est aussi utilisée en tant qu'antiseptique et désinfectant des plaies et des blessures. Le tout en douceur, puisque cette huile, utilisée pure, ne pique pas ni ne brûle, contrairement à d'autres antiseptiques. Et, toujours selon la monographie de l'OMS, parmi ses activités antimicrobiennes, elle inhibe la croissance d'Escherichia coli, d'entérocoques, mais aussi du staphylocoque doré (Staphylococcus aureus), y compris la souche résistant à la méticilline – antibiotique de la famille des pénicillines.

D'excellents résultats ont aussi été obtenus par voie interne (en capsules avalées) pour les cystites chroniques à colibacille. Par ailleurs, l'une des études de la monographie de l'OMS, incluant 119 patients ayant de l'acné, indique que dans un gel, avec le même taux de dilution (5 %), la tea tree a des résultats similaires au peroxyde de benzoyle (traitement classique de l'acné), avec une réduction de boutons enflammés et de comédons. Mais sans effets indésirables pour le tea tree, contrairement aux irritations et rougeurs provoquées par le peroxyde de benzoyle.

UN REMÈDE ABORIGÈNE

L'HE tea tree est tirée des feuilles et rameaux de l'arbre Melaleuca alternifolia, utilisés traditionnellement par les Aborigènes d'Australie pour toutes sortes de maux, de la fièvre aux plaies infectées, en réduisant les feuilles en poudre et en les appliquant, mais aussi en les préparant à la façon d'un thé.

3 JOURS, ET ÇA VA MIEUX !

Mais l'usage le plus répandu pour cette HE, c'est en cas d'attaque virale. Monoterpènes, monoterpénols et autres constituants de cette HE travaillant de concert. Ainsi, au moindre signe de faiblesse du système immunitaire face à un virus, de début d'infection de la sphère ORL... on sort la bouteille de tea tree du placard : 3 à 5 gouttes sur les doigts que l'on applique en répartissant et en massant légèrement sur la zone affectée au rythme de 5 fois par jour, durant trois jours, prouve, à qui l'utilise, son effet anti-infectieux. Si on agit dès les premiers signes, on enraye l'infection ; et si c'est installé, on traite sans ressentir cet abattement propre aux passages grippaux, en maintenant le cap des trois jours de soins. Pour une affection ORL, ces 5 gouttes peuvent être appliquées pures sur la gorge et le cou en remontant derrière les oreilles, formant ainsi un V, voire sur le haut des poumons pour être complet. L'opération est à répéter, même si dès la deuxième application les symptômes disparaissent. L'erreur communément faite est d'arrêter, en se pensant tiré d'affaire. En réalité la réplication virale est stoppée et tea tree la fait régresser, d'où une amélioration rapide, mais ce n'est pas pour autant que le virus est dégommé. Il ne faut donc pas baisser la garde afin d'enrayer la reprise de réplication virale, et poursuivre jusqu'à ce que le virus soit vaincu.

L'autre sphère privilégiée d'application de l'HE de tea tree, c'est la bouche. Les aro-

L'OMS signale que l'huile essentielle de tea tree inhibe la croissance d'Escherichia coli, mais aussi du staphylocoque doré, y compris la souche résistant à la méticilline (pénicilline).

B. BOISSENET / BSIP / AFP

mathérapeutes conseillent de poser une goutte de cette HE sur son dentifrice tous les jours. Cela prévient notamment la prolifération des bactéries (et donc des caries), mais, aussi, soulage les inflammations des gencives (gingivites) et prévient, voire traite, les saignements gingivaux. Idem en cas de mycose buccale, notamment liée à des traitements médicamenteux ou anticancéreux. Il suffit de rajouter à un bain de bouche une goutte d'HE de tea tree et de faire ce bain midi et soir.

Il est possible de le confectionner soi-même dans une petite bouteille de 30 ml par exemple, en utilisant obligatoirement un dispersant (ou une petite cuillère à café d'alcool à 90 °C) pour la dilution, en rajoutant 8 gouttes d'HE de tea tree (on peut aussi ajouter 2 gouttes de menthe poivrée ou de citron en HE) et en remplissant le flacon de 30 ml avec de l'eau, de source de préférence. ★

ANNE-CORINNE ZIMMER

(1) OMS, « Monographie des plantes médicinales », volume 2, page 172.

UNE ARME DE GUERRE… BACTÉRIENNE

Les propriétés antiseptiques et antibactériennes du tea tree ont été découvertes par le chimiste Arthur de Raman Penfold en 1922, au point que le gouvernement australien donne un flacon de cette HE dans chaque trousse à pharmacie de l'armée et la marine australiennes. Les molécules antibiotiques ont fait, un temps, oublier cette essence redécouverte à l'occasion des résistances bactériennes aux antibiotiques de synthèse.





Sept ans après «l'Exercice de l'État», **Pierre Schoeller** poursuit son exploration du pouvoir. Entretien avec l'auteur d'«Un peuple et son roi», fresque très incarnée sur les débuts de la Révolution française.

«UN PEUPLE ACTIF ET DÉCISIF» SUR LE SORT DE L'ORDRE ANCIEN

CINÉMA

Troisième long métrage de Pierre Schoeller, après notamment « l'Exercice de l'État », césar du meilleur scénario original en 2012, « Un peuple et son roi » évoque les trois premières années de la Révolution française en mettant en lumière les interactions entre les habitants des faubourgs de la Bastille et Louis XVI.

Quel regard portiez-vous sur la Révolution française avant d'aborder ce film ?

J'avais en tête un regard d'exaltation, de ferveur, d'énergie féroce, parce que j'étais ignare. Je savais qu'il y avait des batailles idéologiques, mais tout était très vague. Le père d'une amie, un militant communiste, m'avait dit de lire Soboul (Albert Soboul, historien spécialiste de la Révolution – NDLR). J'avais 20 ans, je ne l'avais pas lu. Plus tard, j'ai lu des ouvrages généraux avec plein de données économiques, philosophiques et sur les mentalités. C'est là que j'ai découvert mon sujet, cette idée du peuple actif et décisif sur les événements, de sa conscience politique des débats. Il est devenu évident que le film devait être là.

Comment avez-vous appréhendé cette Révolution, finalement méconnue des Français ?

J'ai choisi le camp de la vie et du non-conservatisme viscéral, celui de l'invention. La Révolution est un temps de création politique. Ils ont une conscience du temps beaucoup plus vaste que la querelle entre les Jacobins et les Girondins. C'est plus qu'un bout de roman national. C'est un moment de civilisation qui a des échos et une forte densité. Même quand Napoléon met le couvercle sur la Révolution pour essayer de remodeler l'Europe, il poursuit le travail des constituants et de la Convention. L'élaboration du Code civil commence sous la Terreur (septembre 1793-juillet 1794 – NDLR). Le choc de civilisation dans un pays, un peuple qui, ensuite, rencontre la géopolitique de l'Europe, est pensé comme un événement universel.

Comment les printemps arabes ont-ils nourri votre désir de faire ce film ?

Ils ont remis au présent des moments révolutionnaires sur la mobilisation des foules, un programme d'émancipation, de droits et sur l'incertitude qui s'empare d'un pays jusqu'au désastre de la Syrie. Les suivre au jour le jour ne rejoue pas la Révolution française. Même si ce sont d'autres révolutions, c'est autre chose que de relire les livres d'histoire. Mais, très tôt, je me suis concentré sur le temps historique de la Révolution sans essayer de raconter aujourd'hui. J'ai pris certains extraits de discours parce qu'ils me semblaient les ›››

JÉRÔME PRÉBOIS


JÉRÔME PRÉBOIS

Marat (Denis Lavant) et Saint-Just (Niels Schneider) dans la toute jeune Assemblée nationale.

Faut-il juger un roi qui, selon Saint-Just, est déjà condamné par ses actes ? « Au moment du procès, le spectateur s'interroge : "Moi, qu'aurais-je fait ?" »

))) meilleurs pour comprendre ce qu'il se passait à ce moment-là. J'ai accueilli les effets secondaires et les échos comme ils venaient. L'événement est tellement riche, complexe et dense que je n'allais pas en rajouter.

Parmi les échos qui nous reviennent, il y a le rôle des femmes que vous soulignez…

Des historiennes comme Dominique Godineau se sont penchées sur cette question des femmes dans la Révolution. J'avais d'abord un désir de cinéaste de filmer des personnages féminins et des comédiennes comme Adèle Haenel. Je ne voulais surtout pas d'un entre-soi d'hommes qui font de la politique. Je l'avais déjà fait avec « l'Exercice de l'État ». C'était juste, mais, d'une certaine manière, cela m'avait étouffé. En me demandant comment le peuple s'exprime dans la Révolution, il n'y a plus à se poser la question de savoir si et pourquoi les femmes sont là. Elles le sont d'emblée. Il y a des mouvements spécifiquement féminins, comme la Marche des femmes. Elles sont à la Bastille, pétitionnent, chantent et fondent des clubs. Leur présence allait de soi.

Vous modifiez aussi l'image de la personne du roi…

Toute l'écriture après Thermidor est une martyrologie du roi. Elle va jusqu'à dire que si le peuple avait écouté son roi, peut être aurait-on évité des victimes. Tout cela est anti-historique. Le roi était au cœur du projet politique. Il reste dans le processus. La monarchie constitutionnelle s'établit avec le roi. Le projet est très hybride. Le pouvoir sur ses deux jambes, comme le dit Prugnon. L'Assemblée nationale a le pouvoir de l'impôt, mais toujours avec le roi à qui on donne l'exécutif. Je voulais mettre l'accent sur le lien du roi au peuple et du peuple au roi, modifié par la Révolution.

Vous avez choisi de mettre en scène le vote sur la mort du roi. Que raconte ce choix de notre histoire politique ?

Robespierre dit : « Les peuples ne jugent pas comme les cours judiciaires. Ils ne rendent pas de sentence. Ils lancent la foudre. Ils renvoient les rois dans le néant. » Avec Saint-Just, ils considèrent qu'il n'y a pas à juger le roi, puisqu'il est déjà condamné par ce qu'il a fait. Ils demandent l'exécution immédiate. Ils perdent et il y a un procès. C'est un moment du film où le spectateur peut se dire : « Qu'aurais-je fait ? » Il peut s'imaginer assis quelque part dans l'Assemblée en train d'écouter ou de se lever pour donner à son tour la sentence. Ce vote a duré trois jours. La tension était forte. Tous savaient qu'ils écrivaient un moment historique sans savoir vers quel côté il allait pencher. ★



ENTRETIEN RÉALISÉ PAR MICHAËL MELINARD
mmelinard@humadimanche.fr

LA NAISSANCE DE LA RÉPUBLIQUE FILMÉE AU PRÉSENT

Ancré dans l'imaginaire collectif, la Révolution française, élément indissociable du roman national, a généré nombre d'ouvrages, de films et d'études historiques. Pierre Schoeller s'attache, dans « Un peuple et son roi », à ses trois premières années, se laissant la possibilité de traiter plus tard les trois suivantes. Dans son œuvre, tout le monde est acteur. Du roi, dont il bat en brèche l'image d'un monarque falot, emprunté, manipulé et dépassé par les événements, il fait un dirigeant qui prend son destin en main. Du peuple, il extirpe des figures connues, modèle des personnages de fiction qui luttent, s'organisent et assistent aux débats de la Constituante. Les joutes oratoires des députés, leurs oppositions, leur désir de préserver ou d'abolir l'ordre ancien instillent de la modernité à cette période charnière. Fresque ambitieuse, nerveuse et solaire, brillamment mise en scène et interprétée, ce long métrage rappelle l'actualité des enjeux de pouvoir et des rapports de forces. En revisitant la Révolution, Schoeller parvient à renouveler notre regard sur ce moment d'histoire. **M. M.**

« UN PEUPLE ET SON ROI », DE PIERRE SCHOELLER, FRANCE, 2 H 1.

« I FEEL GOOD » UN COMIQUE DE L'UTOPIE

Jean Dujardin en truculent anti-héros débile, Yolande Moreau en belle âme engagée et bipolaire... Frère et sœur que tout oppose, leurs retrouvailles sont explosives. Les réalisateurs Kervern et Delépine livrent une comédie à la fois généreuse et corrosive. Et ça fait du bien.

Habitués d'un cinéma qui fait la part belle à l'errance, aux rencontres insolites où des comédiens de métier sont associés à des personnalités hors normes, Gustave Kervern et Benoît Delépine interrogent dans « I Feel Good » différentes utopies. L'intrigue se déroule dans la communauté Emmaüs de Lescar-Pau. Puis, lorsque le film se mue en road movie, il dérive en Roumanie et en Bulgarie sur les traces des vestiges monumentaux du communisme et d'un ultralibéralisme forcené.



PATRICE TERRAZ

Lui est roublard alors qu'elle n'est que dévouement. L'opposition entre les deux acteurs fait merveille.

LES PORTES DU BONHEUR...

Principal protagoniste de ce périple singulier, Jacques (Jean Dujardin) se rêve en self-made-man. Mais ce pseudo-entrepreneur raté et fainéant va d'arnaques minables en échecs lamentables. C'est en peignoir qu'il débarque dans la communauté dirigée par sa sœur Monique (Yolande Moreau). Les retrouvailles familiales confrontent deux idéaux. D'un côté, cette femme bipolaire dévoue son existence aux autres, poursuivant à sa manière l'engagement de ses parents, militants communistes. De l'autre, Jacques a vendu son âme au dieu argent, persuadé qu'il lui ouvrira les portes du bonheur. À moins qu'il ne lui permette simplement de retrouver l'estime de soi. Monique tente d'impliquer son frère dans la communauté. Néanmoins, Jacques s'est persuadé d'avoir trouvé, avec la chirurgie esthétique, un filon miraculeux. Il propose aux compagnons de se faire refaire le portrait en Bulgarie.

L'ESPRIT « GROLAND »

Alliant un comique de situation à des dialogues corrosifs, dans la droite lignée de l'esprit « Groland », l'émission de Canal Plus, Kervern et Delépine cherchent une troisième voix entre une marchandisation sans limites et les reliques d'un idéal dévoyé et agonisant. Elle se trouve dans les valeurs d'entraide et de solidarité, dans la bienveillance continue envers un anti-héros débile. C'est d'ailleurs dans leur propension à ne laisser aucun personnage sur la route que l'humour caustique de Kervern et Delépine s'épanouit. En outre, leur cinéma fourmille de trouvailles. Ainsi, Xavier Mathieu, l'ancien leader syndical des Continental, incarne un ancien obèse devenu un businessman richissime après sa mutation physique. Sans oublier cette digression narrative à Buzludzha (Bulgarie), une ancienne salle de congrès en forme de soucoupe volante, perchée à 1 441 mètres d'altitude, à l'abandon depuis la chute du régime communiste. Même si la tragédie se cache souvent derrière un comique dévastateur, le film, délibérément optimiste, ouvre des pistes pour une utopie possible, entre l'Abbé Pierre et une solidarité locale à visages humains.

M. M.

« I FEEL GOOD », DE GUSTAVE KERVERN ET BENOÎT DELÉPINE, FRANCE, 1 H 43.

C'est dans leur propension à ne laisser aucun personnage sur la route que l'humour caustique de Kervern et Delépine s'épanouit.

« L'ARABE DU FUTUR » 4
RIAD SATTOUF, ADIEU BLONDEUR…

Voilà donc Riad de ses 9 ans à ses 14 ans. Il est installé avec sa mère en Bretagne. Son père vit en Arabie saoudite… Dans ce volet, Riad Sattouf évoque la fin de l'enfance, sa double culture, ses premiers émois amoureux. Avec toujours plus d'acuité et de profondeur.

À l'instar d'une série télé addictive, chaque nouvel opus de « l'Arabe du futur » mêle le plaisir de la découverte au sentiment d'être en terrain connu tout en attisant le désir de dévorer le prochain épisode. Avec son trait faussement naïf, comme un dessin directement réalisé par un enfant, le quatrième volet, couvrant la période de 1987 à 1992, vagabonde de la Bretagne à la Syrie, en passant par l'Arabie saoudite où Abdel, le père de Riad, de plus en plus acariâtre, a trouvé un poste d'universitaire.

UN PÈRE XÉNOPHOBE

Désormais âgé de 9 ans, Riad vit au cap Fréhel avec sa mère et ses deux frères. Sa maman peine à joindre les deux bouts, alors que son mari se vante de son existence de pacha, exhortant son épouse à le rejoindre avec les enfants. En vain. Il ne tarit pas d'éloges sur le royaume saoudien, où le prince va même jusqu'à lui offrir une montre en diamant. Il oppose cette déférence à la xénophobie d'une France, minée par le racisme. Une question que ce professeur connaît bien puisque, entre son mépris des Philippins, décrits comme des esclaves, ses diatribes antisémites, sa haine contre les chiites et sa sympathie pour Jean-Marie Le Pen, il n'a rien à envier à quiconque dans ce domaine.

DE PLUS EN PLUS SOMBRE

Si l'on ajoute que son exil saoudien le pousse à une interprétation rigoriste et exclusive du Coran, le personnage devient franchement peu aimable. Comme si, en vieillissant, Riad décelait avec davantage d'acuité son côté sombre. Dans son école bretonne, son prénom intrigue ses petits camarades. Son nom commence à les amuser. Sa blondeur laisse la place à un brun rêche et bouclé. Lui, qui à force de se l'entendre dire se considérait beau, perd, tel Samson, d'un coup son pouvoir d'attraction après une tentative capillaire calquée sur la tignasse de Tom Cruise. Quant à sa mère, son envie de s'émanciper et son refus viscéral de s'installer en Arabie saoudite et en Syrie montent d'un cran.

Lire « l'Arabe du futur », c'est aussi se plonger dans un moment d'histoire. Celle avec un grand H comme les élections présidentielles ou la guerre du Golfe, mais aussi celle des mentalités avec son sexisme et son homophobie décomplexés, celle d'une culture populaire enfantine avec le dessin animé « Juliette je t'aime ». Ce côté fourre-tout, très maîtrisé dans un récit habilement découpé, lui donne de l'épaisseur. Riad Sattouf observe certes avec les yeux de l'enfance. Néanmoins, il le fait avec le prisme d'un regard adulte et le recul de trente ans pour lui conférer une saveur singulière et délicieuse.

M. M.

« L'ARABE DU FUTUR »,
DE RIAD SATTOUF. ALLARY ÉDITIONS, 25,90 EUROS.





Le quatrième volet couvre la période de 1987 à 1992, vagabonde de la Bretagne à la Syrie, en passant par l'Arabie saoudite.

CARAVAGE À ROME
L'AVÈNEMENT D'UN ARTISTE MAUDIT

Réunir dix œuvres du Caravage tient de l'exploit. S'y confronter, de l'expérience unique. Au travers de ces pièces et de celles d'artistes contemporains au maître, le musée Jacquemart-André, à Paris, retrace ses années romaines (1592-1606). Par la violence de son clair-obscur, par son naturalisme audacieux, ce génie subversif ne pouvait que révolutionner la peinture...

Serrant fermement l'épée de sa main droite, Judith sépare méthodiquement la tête d'Holopherne du reste de son corps. Elle ne semble nullement décontenancée par le dernier cri de détresse et d'agonie poussé par le tyran. D'un geste précis, elle empoigne ses cheveux et tire sa tête afin de faciliter le travail de la lame. Ses traits ne laissent paraître que le dégoût. Elle a hâte d'en finir.

ROMA, SOVRINTENDENZA CAPITOLINA AI BENI CULTURAL

GALLERIE NAZIONALI DI ARTE ANTICA DI ROMA. PALAZZO BARBERINI / M. COEN

« Saint Jean-Baptiste au bélier » et « Judith décapitant Holopherne ».

DE L'ANONYMAT À LA RENOMMÉE...

C'est sur cet incroyable tableau, « Judith décapitant Holopherne », tout droit venu du Palazzo Barberini de Rome, que s'ouvre la somptueuse exposition « Caravage à Rome » au musée Jacquemart-André. Réussissant l'exploit de réunir dix œuvres du maître, l'exposition se propose de retracer la période – de 1592 à 1606 – durant laquelle l'artiste d'origine lombarde passe de l'anonymat à la renommée.

Conçue par Francesca Cappelletti, professeur d'histoire de l'art moderne à l'université de Ferrare, et Pierre Curie, conservateur du patrimoine au musée Jacquemart-André, l'exposition explore les rapports que l'œuvre du Caravage nourrit avec celles de ses contemporains et plus spécifiquement la manière dont ces derniers s'approprient le naturalisme et le clair-obscur caravagesques pour réinventer leurs propres styles picturaux. Parmi les artistes représentés : Orazio Gentileschi qui adoucit les violents contrastes du Caravage dans une recherche d'harmonie bien éloignée des préoccupations du maître. Citons également son rival Giovanni Baglione qui emprunte au Caravage ses partis pris naturalistes en les mêlant à son maniérisme tardif.

... JUSQU'À FAIRE ÉCOLE

L'exposition signale par ailleurs au public une nouveauté dans la connaissance de l'œuvre du Caravage. Il s'agit d'une « Madeleine en extase » semblable à la célèbre « Madeleine Klain », issue d'une collection particulière, publiée et attribuée au Caravage par Mina Gregori, spécialiste de l'artiste. On peut en outre y admirer le très beau « Joueur de luth » du musée de l'Ermitage de Saint-Pétersbourg, nouvellement restauré.

L'acmé du parcours est sans conteste la présentation du magnifique « Saint Jean-Baptiste au bélier » de la Pinacoteca Capitolina de Rome. Installé dans une position complexe inspirée des ignudi (les dénudés) de Michel-Ange à la chapelle Sixtine, le jeune Jean-Baptiste dirige ses yeux vers le spectateur. Entièrement nu, il lui adresse un regard à la fois effronté et complice, tandis que d'un geste tendre, il caresse le bélier qui lui tend affectueusement son museau. Comme tous les tableaux du Caravage, le « Saint Jean-Baptiste » est peint alla prima, c'est-à-dire sans étude préparatoire. C'est là un morceau de bravoure, indiscutablement l'un des moments les plus émouvants de l'histoire de l'art italien. 

LAËTITIA GIANNECHINI

« CARAVAGE À ROME, AMIS & ENNEMIS », EXPOSITION JUSQU'AU 28 JANVIER 2019. MUSÉE JACQUEMART-ANDRÉ, 158, BD HAUSSMANN, PARIS 8e. RENS. : MUSEE-JACQUEMART-ANDRE.COM

En 1606, condamné à mort, le maître fuit Rome. Sa réputation sulfureuse et son talent hors norme feront de lui un mythe.

« CHRISTOPHE COLOMB ? UN SALE TYPE QUI VOULAIT SUREXPLOITER LE VIVANT »

Né bien avant le XIXe siècle, le capitalisme soumet au moindre coût sept domaines essentiels : la nature, l'argent, le travail, le soin, l'alimentation, l'énergie et nos vies. Un «système total» que l'on peut combattre, selon **Raj Patel,** coauteur de « Comment notre monde est devenu cheap ».

ASTRID DI CROLLALANZA / FLAMMARION

Christophe Colomb, un sale type ! « L'explorateur » incarne l'esprit du capitalisme en formation : acteur du commerce triangulaire, s'échinant à calculer la valeur des ressources naturelles, il a été le premier praticien de la « cheapisation ». Dans un ouvrage qui vient de paraître, l'économiste américain Raj Patel montre, avec l'historien Jason Moore, que le capitalisme est une façon d'organiser le rapport des hommes avec le reste du vivant. Sa stratégie ? La recherche incessante du « cheap », le pas cher, pour un profit maximal, dans sept domaines : la nature, l'argent, le travail, le « care » (le soin), l'alimentation, l'énergie et nos vies. Une grille de lecture de l'histoire du monde moderne, nourrie par nombre de travaux, pour s'interroger sur la manière de passer enfin à autre chose.

Tout commence à Madère avec la colonisation portugaise.
« L'île du Bois » (Madeira en portugais) est un laboratoire. Tout ce qui est habituellement associé au capitalisme débute ici au milieu du XVe siècle. Trois siècles avant la révolution industrielle ! Un nouveau mode de production et de distribution alimentaires s'y met en place. Madère devient une usine à sucre, l'un des premiers produits capitalistes. Pour transformer la canne en sucre, il faut du bois. L'île en regorge ! Ce combustible « cheap » va alimenter les chaudières. Les banquiers de Gênes fournissent l'argent nécessaire au fonctionnement de ce système, qui inclut la navigation pour transporter le produit fini vers les cours d'Europe. C'est ici qu'apparaît le jeune Christophe Colomb.

Ce système repose sur l'exploitation des ressources, du travail des esclaves et du travail reproductif, et la production d'une nourriture la moins chère possible pour les esclaves. Ici, sont réunies les sept choses « cheap » qui façonnent le monde moderne. Madère est ainsi l'une des premières incarnations de la frontière capitaliste. Les crises poussent toujours le capitalisme à se déplacer vers de nouveaux espaces où il va s'approprier de nouvelles choses pour un coût toujours plus bas.

Vous faites un parallèle entre le féodalisme et le capitalisme néolibéral actuel. Quels sont ces points communs ?
La fin du féodalisme est due à deux phénomènes : le changement climatique et les épidémies. Le féodalisme a été rendu possible par une anomalie : l'optimum climatique médiéval, entre 950 et 1250. Ce climat doux a favorisé un modèle de production agricole. Au XIVe siècle, un tiers de l'Europe est cultivé ! Ce qui permet une augmentation de la population.

Après 1250, le temps se fait plus froid et humide. Les récoltes s'effondrent. Ce petit âge glaciaire puis la peste noire au milieu du XIVe siècle mettent à nu les vulné-



PROFIL

Économiste, militant, enseignant et chercheur a ux États-Unis, connu notamment pour ses travaux sur les politiques alimentaires, **Raj Patel** publie avec Jason Moore, historien du capitalisme et de l'environnement, « Comment notre monde est devenu cheap. Une histoire inquiète de l'humanité » (Flammarion).

rabilités du féodalisme. Dans les années suivantes, la population diminue de 20 %. Dans toute l'Europe, des révoltes paysannes éclatent. En Angleterre, elles revendiquent des droits d'usage sur la forêt, avec l'idée sous-jacente d'une organisation plus « démocratique », après le féodalisme. Le capitalisme va l'emporter. Il a gagné en repoussant les frontières… C'est le sens des expéditions portugaises à Madère notamment.

Je pense que nous sommes aujourd'hui dans une phase cruciale du changement climatique. L'agriculture industrielle est à bout, entre baisse de rendement et épuisement des sols. La perspective, ce sont de nouvelles épidémies. Vont-elles décimer le capitalisme ? Et qu'y aura-t-il après ?

Revenons à la manière dont le capitalisme a étendu son emprise par la « cheapisation ». En premier lieu la nature. Comment a-t-il réussi ?

D'abord, il a fallu produire… la nature. Toutes les civilisations ont construit un « eux » et « nous », « Sauvages » et « Civilisés ». Le capitalisme a réalisé ce tour de passe-passe inédit : il a séparé la nature de la société. Le mot « société » a été formalisé au XIVe siècle en Angleterre, en opposition à la nature. Cette révolution conceptuelle a permis de définir l'organisation du rapport des hommes avec le reste du vivant. En « cheapisant » la nature, le capitalisme a défini quelles vies comptaient. C'est la racine des escroqueries qu'il commet encore. Qui est dans la société ? À l'origine, les hommes riches et blancs.

La tension dialectique permanente entre la société et ceux qui en sont exclus (la classe ouvrière, les femmes, les esclaves, les pauvres, les indigènes…) peut générer de l'instabilité. Alors, pour maintenir l'hégémonie, certains groupes sont extraits de la nature et intégrés à la société. Ça a pu être la bourgeoisie, la classe ouvrière, les femmes, les esclaves, les populations anciennement colonisées… À l'inverse, pour résoudre une crise, les droits accordés à ces groupes peuvent être remis en cause.

Votre ouvrage expose les stratégies du capitalisme. En quoi l'enclosure des « communs », au XVIe siècle, a-t-elle été déterminante ?

Les communs étaient des terres gérées collectivement par la classe paysanne. Elle y jouissait d'une certaine autonomie, pouvait y ramasser du bois, glaner, utiliser le pâturage… Des activités cruciales pour sa survie. Les femmes y travaillaient, s'occupant des troupeaux. En Angleterre, leur privatisation par de riches propriétaires a entraîné l'appauvrissement des paysans et la production d'un prolétariat. Cela a fourni une main-d'œuvre pour les usines qui se développaient dans les villes.

L'enclosure des communs a aussi aggravé l'inégalité sexuelle. La disparition des pâtures fait perdre des revenus aux femmes, débouchant sur une forte inégalité salariale entre hommes et femmes. Le capitalisme exacerbe le patriarcat et en tire profit.

Mais il n'y a pas que l'enclosure. Aux Pays-Bas, c'est l'extraction de la tourbe destinée à l'exportation qui a détruit la terre, expulsé la paysannerie et l'a transformée en prolétariat. On retrouve ces stratégies pendant la colonisation des États-Unis, où les populations natives sont chassées de leur terre ou exterminées. L'enclosure est une manière de trouver de nouveaux terrains de production de la nature « cheap ».

« Tout ce qui est associé au capitalisme débute à Madère au milieu du XVe siècle. Trois siècles avant la révolution industrielle ! »

La genèse du capitalisme fait l'objet d'intenses débats, nourris par les travaux d'histoire globale à la suite de ceux de Fernand Braudel. Comment vous situez-vous dans ce contexte, et par rapport à l'analyse marxiste ?

Nous avons une dette explicite à l'égard de Fernand »»

« Le capitalisme n'a jamais gagné par forfait, il a toujours dû se battre. Lui résister n'est donc pas vain. » RAJ PATEL

))) Braudel et de son concept d'économie-monde. Mais nous développons notre grille de lecture à partir de « l'écologie-monde ». Pour nous, Wall Street est une façon d'organiser la nature. L'économie repose en fait sur les relations construites entre le capitalisme et le tissu du vivant.

Marx est fondamental pour nous dans sa réflexion sur l'exploitation de la nature et du travail. Enfin, nous nous inscrivons dans la lignée des travaux féministes comme ceux de Silvia Federici (voir « En savoir plus »), qui a travaillé sur le genre et le racisme colonial.

Notre travail de synthèse est nourri par ces travaux. Comprendre notre monde peut permettre de saisir ce qui est en jeu dans les conflits sociaux.

Votre ouvrage se veut un « antidote à l'oubli ». Pourquoi est-ce si important de rétablir l'histoire ?

L'histoire est écrite par les vainqueurs. Qui était Christophe Colomb ? Un « explorateur » qui a convaincu les banquiers génois que son expédition allait rapporter du cash en surexploitant les travailleurs et la nature. Il a promu la colonisation comme vertueuse. L'oublier, c'est se laisser piéger par ses versions modernes, des Jeff Bezos, patron d'Amazon, ou Elon Musk, de Tesla. Colomb voulait conquérir l'Inde. Musk et Bezos, Mars et la Lune. C'est le même esprit de conquête.

Aux États-Unis, les patrons de l'industrie du poulet font de l'explosion de la consommation d'opioïdes une opportunité (c'est désormais la première cause de mortalité accidentelle – NDLR). En 2017, ils ont « inventé » une pratique… vieille comme le capitalisme. Cette industrie, l'une des plus dangereuses et des moins payées, a du mal à trouver des ouvriers pour travailler de nuit. Alors son organisation Chrétiens alcooliques et dépendants sur la voie de la guérison (Christian Alcoholics & Addicts in Recovery) propose à des toxicomanes une alternative à la prison : prière la journée et travail – gratuit – la nuit. Abattre et découper gratuitement des poulets fait partie du traitement !

Ça ne vous rappelle rien ? C'est ce que les Espagnols ont imposé aux Indiens du Nouveau Monde au XVe siècle : conversion de force et travail jusqu'à l'épuisement… pour le « salut de leur âme ». Le rappeler, c'est restituer la manière dont le capitalisme est né. Cela permet de comprendre comment il pourrait s'achever.

Vous insistez donc sur les résistances…

Oui, parce que le capitalisme n'a jamais gagné par forfait, il a toujours dû se battre. La « cheapisation » de chacune des sept choses a donné lieu à des conflits sociaux : avec les Indiens, ou encore les femmes qui refusaient l'enclosure et dénoncées comme sorcières, parmi tant d'autres. Une accusation brandie aujourd'hui contre des communautés africaines opposées à des projets de l'industrie minière sur leurs terres.

Le capitalisme colonise nos esprits et nos rêves, il sait se forger une image triomphante. Aux États-Unis, à l'école, mes enfants prêtent allégeance « au drapeau et à une nation derrière Dieu ». Pourtant, le pays reconnaît l'existence de centaines de nations autochtones. Pourquoi veut-on le faire oublier ? On entretient l'amnésie. Les résistances sont passées sous silence.

En quoi critiquez-vous les environnementalistes « pâlots » ?

Selon eux, l'épuisement des ressources résulterait de la seule augmentation de la population. Au lieu d'identifier le capitalisme comme cause de la crise écologique, ils tiennent pour responsables les victimes de celle-ci. Ce qui prive les gens de leur pouvoir : celui de s'organiser pour transformer la société. Eux, ils vous proposent de recycler vos déchets et de conduire une voiture hybride !

Quelles alternatives vous semblent pertinentes ?

Les mouvements intersectionnels (qui articulent les luttes contre les dominations de tous ordres – NDLR) me semblent intéressants. La Via Campesina en est un des meilleurs exemples. À partir du combat contre l'Organisation mondiale du commerce et son libre-échange qui détruit les agricultures locales, ces paysans ont trouvé des réponses au dérèglement climatique en développant l'agroécologie. De là, ils s'attaquent aux inégalités et aux violences sexuelles. C'est quand même plus considérable qu'un hashtag sur Twitter ! Le Movement for Black Lives est dans la même logique. D'une demande de réparation de l'esclavage, il a évolué vers de nouvelles formes de gouvernement contre l'État policier.

Ces mouvements posent dans le débat public des sujets qui ne sont portés par aucun parti politique. Cette tension entre mouvements et partis me semble être une piste profondément démocratique.

ENTRETIEN RÉALISÉ PAR PIA DE QUATREBARBES ET LUCIE FOUGERON
pdequatrebarbes@humadimanche ; lfougeron@humanite.fr

EN SAVOIR PLUS

LE LIVRE
« Comment notre monde est devenu cheap. Une histoire inquiète de l'humanité »,
de Raj Patel et Jason Moore. Flammarion, 2018, 338 pages, 21 euros.



LES SUGGESTIONS DE L'AUTEUR
« La gauche du 21e siècle. Enquête sur une refondation »,
de Christophe Aguiton. La Découverte, 2017.

« Génocides tropicaux. Catastrophes naturelles et famines coloniales. Aux origines du sous-développement »,
de Mike Davis. La Découverte, 2006.

« Caliban et la sorcière. Femmes, corps et accumulation primitive »,
de Silvia Federici. Entremonde, 2017.

« L'Arbre-monde »,
de Richard Powers. Cherche Midi, 2018.



L'ÉMANCIPATION EST TOUJOURS D'ACTUALITÉ

8 €

SOMMAIRE DU HORS-SÉRIE

DE L'ODÉON À AVIGNON, UNE RÉVOLUTION CULTURELLE



LA CLASSE OUVRIÈRE ENTRE DANS LA DANSE

FEMMES, LIBERTÉ SEXUELLE... CE N'EST QU'UN DÉBUT

LA LONGUE MARCHE DES IMMIGRÉS

LES JEUNES SECOUENT LE VIEUX MONDE



L'ÉCOLOGIE ENCORE EN GERME

...

68 UN RÊVE QUI COURT

JE SOUHAITE RECEVOIR LE HORS-SÉRIE À 8 EUROS + 2 EUROS DE FRAIS DE PORT (VALABLE UNIQUEMENT POUR LA FRANCE MÉTROPOLITAINE), SOIT : 10 € X ..... EXEMPLAIRE(S) = ... EUROS.

PRÉNOM .... NOM ....

ADRESSE ....

VILLE .... CODE POSTAL ....

TÉLÉPHONE .... E-MAIL ....

RENVOYER IMPÉRATIVEMENT CE BULLETIN ACCOMPAGNÉ DU RÈGLEMENT (CHÈQUE À L'ORDRE DE *L'HUMANITÉ*) À : *L'HUMANITÉ*/SERVICE DIFFUSION MILITANTE, 3, RUE DU PONT-DE-L'ARCHE, 37550 SAINT-AVERTIN. TÉLÉPHONE : 01 55 84 40 30.

CHEZ VOS MARCHANDS DE JOURNAUX ET SUR HUMANITE.FR

UN ADULTÈRE

TÉLÉFILM / ARTE / VENDREDI 5 OCTOBRE / 20 H 50



Entre Marie (lunineuse Isabelle Carré) et la toute jeune Alice (Roxane Arnal, primée au festival de Luchon), une ressemblance troublante, qui ébranle le couple formé par Julien (Xavier Lemaître) et Marie.



ENTRETIEN

« MALGRÉ TOUT, LE MARI, LA FEMME ET LA MAÎTRESSE TENTENT DE BIEN FAIRE »

Il y a vingt ans « la Femme défendue » réunissait le tout jeune cinéaste Philippe Harel et la jeune première Isabelle Carré pour une histoire d'adultère. Vingt ans après, ils reprennent en chœur ce thème, et le revisitent avec finesse. Rencontre avec **Isabelle Carré.**

Le téléfilm « Un adultère » raconte, du point de vue de la maîtresse, Alice, de l'épouse, Marie, et du mari, Julien, une infidélité. Soit un thème pour le moins classique, non ?
Le sujet est rebattu, mais ce que j'ai aimé, dans la vision de Philippe Harel, c'est que ce ne sont pas des grandes scènes, des clichés. Les personnages ne se balancent pas des assiettes à la figure. C'est plus juste, plus vrai et plus réaliste. Parce qu'il y a quand même, tout le temps, chez le mari, la femme et la maîtresse, le désir de bien faire. Ce ne sont pas des gens tordus. Ils sont juste pris dans cette histoire, bien malgré eux. Mais ils gardent la volonté d'être de bonne foi. Ce qui fait que l'on peut s'identifier à chacun, à tour de rôle.

Il y a vingt ans, vous jouiez, dans « la Femme défendue », le rôle de la maîtresse. Cette fois, vous jouez le rôle de l'épouse. Comment vivez-vous cette mise en abyme, avec vingt ans d'écart ?
J'ai adoré retrouver Philippe Harel, vingt ans après « la Femme défendue », et sur ce même thème. Mais, dans « la Femme défendue », on s'intéressait au point de vue de l'homme. Et nous étions en caméra subjective. Donc, « Un adultère » représente une continuité du travail commencé avec « la Femme défendue ». Éric Assous, le scénariste, a d'ailleurs multiplié les clins d'œil à ce film. Cela se retrouve dans le choix de la jeune actrice (Roxane Arnal), qui incarne Alice, qui me ressemble beaucoup, et qui ressemble beaucoup à Muriel, la maîtresse de « la Femme défendue », y compris dans ses attitudes, sa façon de s'habiller… C'était intéressant, parce que ça me permettait de ne pas être dans le jugement. Ni dans l'aigreur vis-à-vis de ce qu'elle me fait subir dans le film. Marie s'attache à elle, parce qu'elle se reconnaît, qu'elle se voit jeune en elle. Ça aussi, c'était beau, de ne pas éviter le thème du vieillissement, le thème de l'âge. Je ne


JÉRÔME PRÉBOIS / SCARLETT

LA RONDE DES SENTIMENTS

Alice est embêtée: elle ne supporte pas le petit ami de sa colocataire. Elle est déterminée à changer sa vie. Ce qui commence par la recherche d'un appartement. Elle commence à visiter des studios en location, en compagnie d'un agent immobilier, Julien (Xavier Lemaître). Au fil des visites, Julien et la jeune femme se rapprochent. Elle sait qu'il est marié, et père d'un enfant qu'elle croit encore petit. Il n'a pas envie de faire de sa vie une terre brûlée. Ils finissent pourtant par céder à leur passion réciproque. Julien retrouve auprès d'elle une seconde jeunesse, une légèreté qu'il avait oubliée. Elle, c'est un premier amour, entier, passionné. Presque par hasard, Alice se fait embaucher dans le salon de thé de Marie, l'épouse de Julien, une femme dans la quarantaine, drôle et solaire. Sur un canevas très classique, Philippe Harel arrive à donner une dimension de tragédie quotidienne à cet adultère. Chaque personnage est renvoyé à sa vie, à ses envies… et finalement à sa solitude. Tout en finesse, remarquablement interprété, ce téléfilm a la dimension d'un vrai film d'auteur. CA. C.

suis pas quelqu'un qui a peur de vieillir. J'aime le fait que oui, je change de rôle et que, effectivement, le rôle de Marie est celui d'une femme plus mûre, qui a vu passer de l'eau sous les ponts. Je n'ai pas du tout envie de jouer les jeunes actrices prépubères toute ma vie.

Le film est construit en trois actes, comme une pièce de théâtre, non?

J'adore la forme. Je n'ai pas le sentiment que cela a déjà été fait. Et, par rapport au thème, quand ce genre de circonstance survient, on a toujours une bonne âme pour vous conseiller de « vous mettre dans la peau de l'autre », avec des mots comme « il faut le comprendre ». Soit autant de questions qu'on se pose autour de la moralité.

Pour le coup, le personnage qui est le plus sur ces questions de morale, ce n'est pas un membre de ce trio, mais la colocataire d'Alice…

Cette histoire leur arrive. Ils ne sont pas volontaires pour la vivre, elle les dépasse. Et c'est ce qui les rend humains. Ce n'est pas une histoire de gros dragueurs. Ce que je trouve beau, chez Marie, mon personnage, c'est qu'elle est d'accord pour oublier, pour pardonner, et mettre un couvercle sur cette infidélité. Mais elle est rattrapée par un sentiment presque physique. Comme si, finalement, la plus grande trahison n'était pas celle de l'autre, Julien, mais celle qu'elle pourrait avoir envers elle-même.

On est dans une ronde des sentiments, et lesdits sentiments relèvent un peu des montagnes russes…

Julien, le mari, est sans doute amoureux de son passé. Puisqu'il revient avec une femme qui ressemble à sa femme, jeune. La boucle, la ronde, c'est exactement la bonne image, puisqu'il veut rattraper sa jeunesse, retrouver ses émotions et ses sentiments, retrouver le couple qu'il formait avec Marie, avant. Mais ce que je trouve beau dans ces personnages, c'est qu'ils n'ont ni amertume ni cynisme. Ils sont les uns comme les autres victimes de ce qui leur arrive, du temps qui passe. Et ils se débrouillent avec ça. Au niveau du jeu des acteurs, chaque personnage évolue beaucoup. Il y a vraiment quelque chose à se mettre sous la dent. Avec ce qui caractérise pour moi la direction d'acteurs de Philippe Harel: être très à l'affût des clichés, et les chasser dès qu'on peut. Dans le jeu, comme dans les émotions.

Comme quoi?

Je vais donner un exemple tout bête: le téléphone sonne, on tourne la tête. Dans la vie, personne n'agit ainsi, parce qu'on sait où est posé le téléphone. Autre exemple: une réplique est un peu émouvante, faut-il pleurer? Peut-être pas du tout. On peut même sourire, à ce moment-là. Nous nous efforçons de ne pas être dans une démonstration, mais dans un vécu plus simple et plus vrai. Ce n'est pas pour rien si Philippe a commencé en filmant « la Femme défendue » comme un reportage: quand on faisait le film, on se disait que l'idéal, ce serait que les spectateurs le voient comme un homme qui a filmé sa femme, comme un documentaire. Il y a chez Philippe ce goût de la vérité, du réalisme.★

«Ce que je trouve beau chez Marie, mon personnage, c'est qu'elle est d'accord pour pardonner cette infidélité. Mais elle est rattrapée par un sentiment presque physique.»

ENTRETIEN RÉALISÉ PAR CAROLINE CONSTANT
cconstant@humanite.fr

AU FIL DE L'ARNO

Ce numéro de « Des racines et des ailes », présenté par Carole Gaessler, prend le chemin de la Toscane, en suivant le cours du fleuve Arno. C'est à Florence, berceau de la Renaissance italienne, que débute le périple. Au programme, plusieurs sites illustres comme Pise, souvent considérée comme la rivale de Florence. Escale aussi à Arezzo, pour ses « maisons tours », et à Chianti, dont on ne cesse de célébrer les vignobles. **G. R.**

DES RACINES ET DES AILES. MAGAZINE / FRANCE 3 / MERCREDI 3 OCTOBRE / 20 H 55

VIOLENCES ET EMPRISE

Marion (Sandrine Bonnaire) est avocate. Karine, qui cherche à divorcer, l'embauche. À l'écouter, son mari est un pervers narcissique. Or, Marion vient de s'affranchir d'un tel homme, Olivier, un avocat très médiatique. Quand Karine est assassinée, Marion se charge des intérêts de sa fille. Et Olivier, de ceux du principal suspect, le mari. Commence une valse de pouvoirs sur fond de violences conjugales. Une fiction réussie sur la notion d'emprise. **CA. C.**

LA LOI DE MARION. SÉRIE / FRANCE 3 / MARDI 2 OCTOBRE / 20 H 55

UNE BANQUE EN EAUX TROUBLES

BNP Paribas existe depuis les années 1960. Le film réalisé par Thomas Lafarge et Xavier Harel raconte l'ascension et la sortie de crise de la plus grande banque européenne. Cette investigation s'intéresse aussi aux liens qu'entretenait ce colosse de l'économie mondiale avec le pouvoir politique depuis les dernières décennies à l'aide de témoignages d'anciens banquiers et d'acteurs politiques et économiques. **L. B.**

BNP PARIBAS, DANS LES EAUX TROUBLES DE LA PLUS GRANDE BANQUE EUROPÉENNE. DOCU. / FRANCE 3 / JEUDI 4 OCTOBRE / 23 H 35



PHILIPPE WARRIN / UGC / TF1

« J'AI TUÉ MON MARI »

JACQUELINE SAUVAGE : C'ÉTAIT LUI OU MOI. TÉLÉFILM / TF1 / LUNDI 1er OCTOBRE/ 21 HEURES

Un homme de dos s'écroule. Le visage d'une femme se dessine dans une mare de sang. « J'ai tué mon mari », dit-elle à la police. En état de sidération, elle se livre sans résistance à ceux venus l'arrêter. Ainsi débute « C'était lui ou moi », tiré du livre de Jacqueline Sauvage, avec Muriel Robin et Olivier Marchal. La tâche des scénaristes et d'Yves Rénier, le réalisateur, tenait de l'impossible : comment raconter le destin fracassé d'une femme et de ses filles ? Comment concentrer près de cinquante ans de tragédie sans caricaturer ? Comment faire avancer le droit des femmes ? Autant de défis que l'équipe a relevés. Le téléfilm colle le spectateur à son siège. L'indifférence à la question de la violence conjugale n'est plus possible. **M. BE.**

LES NARCOS, LEURS MÉTHODES, LEURS RÉSEAUX

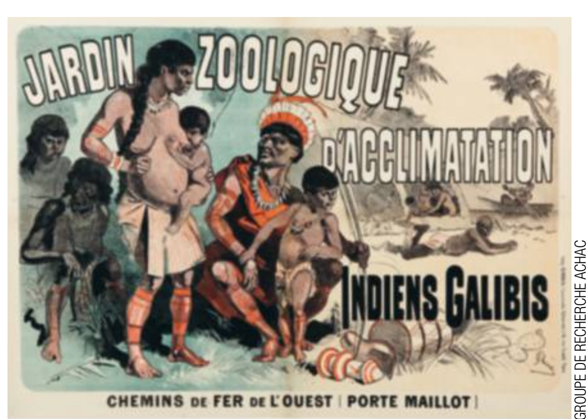
Réalisée par le journaliste Frédéric Ploquin, cette série documentaire en trois épisodes décrypte les ressorts du trafic de stupéfiants, de loin « l'activité criminelle la plus rentable au monde », comme rappelé au début du premier volet, qui revient sur « le temps des pionniers ». Le commerce international de la drogue s'est structuré au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, avec à sa tête une poignée de voyous français opérant depuis Marseille. Une French Connection qui a fait des ravages d'abord aux États-Unis. Avec des témoignages d'anciens trafiquants, de passeurs et de policiers, cette série, riche en histoires rocambolesques, met en lumière l'inquiétante montée de cette « économie planétaire ». L. E.

TRAFICS. SÉRIE DOCUMENTAIRE FRANCE 5 / DIMANCHE 30 SEPTEMBRE / 20 H 50

HOMMES COLONISÉS, HOMMES EXHIBÉS

SAUVAGES. AU CŒUR DES ZOOS HUMAINS.
DOCUMENTAIRE / ARTE / SAMEDI 29 SEPTEMBRE / 20 H 50

Appuyé sur de nombreuses archives et les interventions d'historiens réputés, tels Achille Mbembe et Benjamin Stora, ce documentaire revient sur les exhibitions de femmes et d'hommes présentés comme des « sauvages », lors d'Expositions universelles ou coloniales, de 1810 à 1940. Ces véritables zoos humains, dont les débuts remontent en fait à la fin du XVe siècle, sont indissociables de l'histoire de la colonisation. Il faudra pourtant attendre la fin des années 1990 pour que ce passé sorte enfin de l'oubli. Les réalisateurs, Pascal Blanchard et Bruno Victor-Pujebet, ont pris le parti de retracer cette histoire au travers de six exhibés, et de donner la parole à leurs descendants. Le film n'en est que plus percutant dans sa déconstruction des ressorts du discours colonial et des différentes variantes du racisme. **L. E.**



GROUPE DE RECHERCHE ACHAC

Les premières mobilisations contre ces exhibitions n'eurent lieu, en France, qu'à partir de 1931.



Des GPS pour tracer les employés et réduire le temps qu'ils passent aux toilettes...

POLAR STAR/YUZU

CHRONOS, TYRAN DES TEMPS MODERNES

LE TEMPS, C'EST DE L'ARGENT.

DOC / ARTE / MARDI 2 OCTOBRE / 20 H 50

Le philosophe Henri Bergson (1859-1941) distinguait le temps objectivé, celui des cadrans, de la durée, laquelle renvoie à la perception éminemment subjective de l'individu. Ce documentaire actualise à sa façon la portée critique de cette réflexion, en se penchant sur les méfaits des rythmes infernaux que nous inflige le capitalisme contemporain. Il est notamment question de l'impact de cette course au temps sur le travail, avec les « morts par surmenage », comme on les appelle au Japon.

Par ailleurs, à l'heure d'Internet et des smartphones, le travail envahit de plus en plus notre temps libre. Dans de nombreuses occasions de la vie quotidienne, le consommateur, à son insu, se trouve mis à contribution pour finaliser ou améliorer le service qu'il achète, ce qui permet de réduire d'autant la masse salariale, au grand bonheur des actionnaires. Les mécanismes de ce « travail du consommateur » sont particulièrement bien mis en lumière par la sociologue Marie-Anne Dujarier.

Au-delà de ces analyses, le film vaut le détour pour l'historique qu'il dresse de notre progressive soumission à Chronos. C'est avec la révolution industrielle et le développement du chemin de fer, au XIXe siècle, que notre rapport au temps s'est vu bouleversé. Face aux accidents ferroviaires dus aux difficultés de coordination entre les différents fuseaux horaires des villes (chacune avait le sien), il a été décidé de créer le « temps universel coordonné », en 1912, à Paris. Chaque jour, les astronomes scrutaient les étoiles pour déterminer l'heure exacte. Et c'est depuis la tour Eiffel que l'information était envoyée de par le monde. Mesuré avec de plus en plus de précision, le temps deviendra vite une précieuse ressource, fondamentale dans l'essor du capitalisme. Un documentaire passionnant, qui invite subtilement à réapprendre à prendre son temps. ★

LAURENT ETRE
letre@humanite.fr

C'EST DU DIRECT !

FOOT DE COLÈRE

PAR CAROLINE CONSTANT

Bravo SFR. Le groupe Altice, qui a acheté l'an dernier les droits de la Ligue des champions (LDC) de foot pour 350 millions d'euros annuels, a « sous-estimé » la demande pour ce type de programme, notamment sur les tablettes, ordinateurs et téléphones. Conclusion : le 18 septembre, première journée de la LDC, le groupe a été incapable de fournir le service pour lequel il a été mandaté. De quoi pousser à la rage plus d'un fan de foot, car la LDC est la compétition la plus prestigieuse. De quoi aussi se demander jusqu'à quel point les groupes, de beIN Sports en passant par Canal Plus et maintenant SFR, se moquent du monde : diffuser un match leur coûte certes des sommes dingues, mais les spectateurs sont eux aussi soumis à des frais incroyables pour assouvir une passion dont on a pu vérifier, en juillet, au moment de la Coupe du monde, à quel point elle est fédératrice. 40 euros mensuels, c'est la somme minimale qu'il faut sortir pour pouvoir suivre tous les matchs. Une somme déjà énorme pour beaucoup. Ne reste plus au téléspectateur qu'à réinvestir les bars pour voir les matchs entre potes. Ce qui serait une bonne solution. Une sorte de grève du télespectateur-payeur. ★

Tout cela donne envie de ne plus payer et réinvestir les bars pour voir les matchs entre potes.

3 QUESTIONS À
MARC ADERGHAL
RÉALISATEUR

LA FÉE ÉLECTRICITÉ A VU LE JOUR… ET FLINGUÉ NOS NUITS

Pourquoi avoir choisi de réaliser un documentaire sur les troubles du sommeil (France 5, mardi 2 octobre, 20 h 50) ?
Sur les cinquante dernières années, nous avons perdu entre une heure et une heure et demie de sommeil. Des spécialistes commencent à comprendre ce qui se passe dans notre corps quand on ne dort pas assez, et c'est assez inquiétant. Les effets négatifs pour la santé sont quasi immédiats. Il y a des insomniaques chroniques pour qui c'est un véritable handicap. Et on sait aussi que le manque de sommeil est en lien avec le diabète, l'hypertension, etc.

Des traitements existent, mais cela donne lieu à un vaste marché…
En médecine générale on n'apprend pas à soigner l'insomnie, mais à administrer des somnifères, lesquels ont des effets négatifs. Heureusement, on peut consulter des spécialistes et fréquenter des centres de soins performants. On voit aussi se développer un commerce vantant les mérites de systèmes liés aux nouvelles technologies.

Vous mettez aussi en cause l'inventeur de l'ampoule électrique, l'Américain Thomas Edison…
C'était un prosélyte de l'insomnie. Il pensait que les dormeurs sont des paresseux. L'ampoule électrique, certes utile, a permis de s'affranchir du soleil, d'organiser le travail de nuit… alors que nous sommes des animaux diurnes.

ENTRETIEN RÉALISÉ PAR G. R.



PLATEFORMES
FRANCE TÉLÉ BOYCOTTE NETFLIX

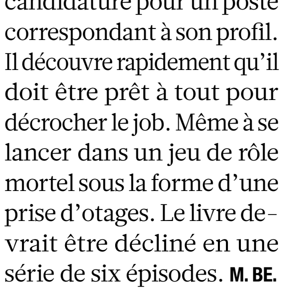
France Télévisions compte arrêter de vendre ses séries à Netflix, a annoncé Delphine Ernotte. La patronne de la télé publique souhaite en réserver l'exclusivité à la future plateforme Salto, commune à France Télé, TF1 et M6. « Regardez ce que fait Disney aux États-Unis. Avant, ils avaient des accords avec Netflix. Ils viennent de les rompre car ils se rendent bien compte qu'ils vont disparaître derrière Netflix s'ils ne maîtrisent pas leurs produits », a-t-elle argué. « Si on veut garder une fiction française et une fiction européenne fortes, il faut que les acteurs qui y concourent, en maîtrisent la distribution », a-t-elle encore justifié. « Dix pour cent », l'une de ses séries phares de France Télévisions, est actuellement disponible sur Netflix.

PIERRE LEMAITRE EN SÉRIE
DES « CADRES NOIRS » FORT BIEN ADAPTÉS

Pierre Lemaitre, prix Goncourt 2013 pour « Au revoir là-haut » – brillamment adapté au cinéma par Albert Dupontel –, est actuellement en écriture pour la chaîne Arte. L'auteur adapte l'un de ses romans, « Cadres noirs », paru chez Calmann-Lévy en 2011. Il s'agit d'un thriller social à la fois noir



et humoristique, qui raconte le destin d'Alain Delambre, un cadre de 57 ans, ancien directeur des ressources humaines, au bout du rouleau et prêt à tout pour retrouver un emploi après quatre années de chômage. Il enchaîne petits boulots et humiliations quand, enfin, une entreprise accepte d'étudier sa



candidature pour un poste correspondant à son profil. Il découvre rapidement qu'il doit être prêt à tout pour décrocher le job. Même à se lancer dans un jeu de rôle mortel sous la forme d'une prise d'otages. Le livre devrait être décliné en une série de six épisodes. **M. BE.**



THIBAULT CAMUS

Le romancier porte lui-même à l'écran, pour Arte, le destin de son « héros », un ex-DRH prêt à tout pour décrocher un job.

FABRICE GOBERT, LE REVENANT

Le réalisateur des « Revenants », Fabrice Gobert, est de retour à la télévision. Il est aux manettes de « Mytho », l'une des prochaines séries d'Arte, actuellement en tournage. Écrite par la romancière Anne Berest, qui a récemment cosigné « Paris, etc. », la série fait le portrait d'une femme, lassée de la vie moderne, qui essaie de réexister aux yeux des siens en énonçant un mensonge énorme : elle prétend être atteinte d'un cancer du sein. Elle qui espérait sauver sa famille provoque plutôt l'effet inverse. À l'affiche, Marina Hands et Mathieu Demy, notamment. La série est produite par Bruno Nahon, l'un des créateurs d'« Ainsi soient-ils ». M. BE.



LUCILLE PELLERIN / CAPA PICTURES / EUROPE1

« MUSIQUE ! » DEUX HEURES, TREIZE TITRES, 1000 ARTISTES, ZÉRO SNOBISME

Live, interviews, jeux, playlist… de 20 heures à 22 heures, Émilie Mazoyer, sur Europe 1, fait la part belle à la musique. Sous toutes ses formes et avec un sérieux coup de pouce du public !

MUSIQUE ! EUROPE 1 / DU LUNDI AU VENDREDI / 20 HEURES

Europe 1 renoue avec la musique, un de ses fondamentaux depuis la création de la radio. Tous les soirs de la semaine, Émilie Mazoyer présente deux heures d'émission, où elle alterne entre la diffusion de titres et les interviews d'artistes, des jeux musicaux, voire des discussions autour de l'actualité musicale. L'émission, auparavant diffusée dans l'après-midi, à une heure assez confidentielle, rythme aujourd'hui les soirées de la station de la rue François-Ier.

En deux heures, la jeune femme a l'occasion de faire participer le public : elle alterne les jeux, les titres « à la demande », fait participer les auditeurs à ses intervews. Et la recette plaît, car « il s'agit de musique, c'est intime et universel à la fois ». Les auditeurs aident à élargir la programmation et sont curieux, Émilie Mazoyer a « besoin de leurs bonnes idées » car treize titres sont programmés chaque soir.

« Musique ! » s'inscrit dans la dynamique d'Europe 1 de renouer contact avec les auditeurs, une radio dont l'héritage est très musical, rappelle-t-elle. C'est la première radio française à avoir réalisé une interview de Jimi Hendrix ou à avoir diffusé en direct le concert des Beach Boys à l'Olympia avec « Musicorama ». Ce patrimoine est encore ancré et des auditeurs de 60-70 ans continuent d'envoyer des courriers. Émilie veut garder « une ambiance conviviale dans les interviews », avec des artistes qu'elle aime et avec qui elle peut rire. Ce nouvel horaire lui permet d'échanger avec des auditeurs de tous âges, ouverts à la découverte et qui peuvent choisir eux-mêmes la programmation. « L'émission n'est peut-être pas équilibrée, mais au moins elle est éclectique », explique la chroniqueuse. Qui aime le mélange des styles, et savoure donc cette diversité.

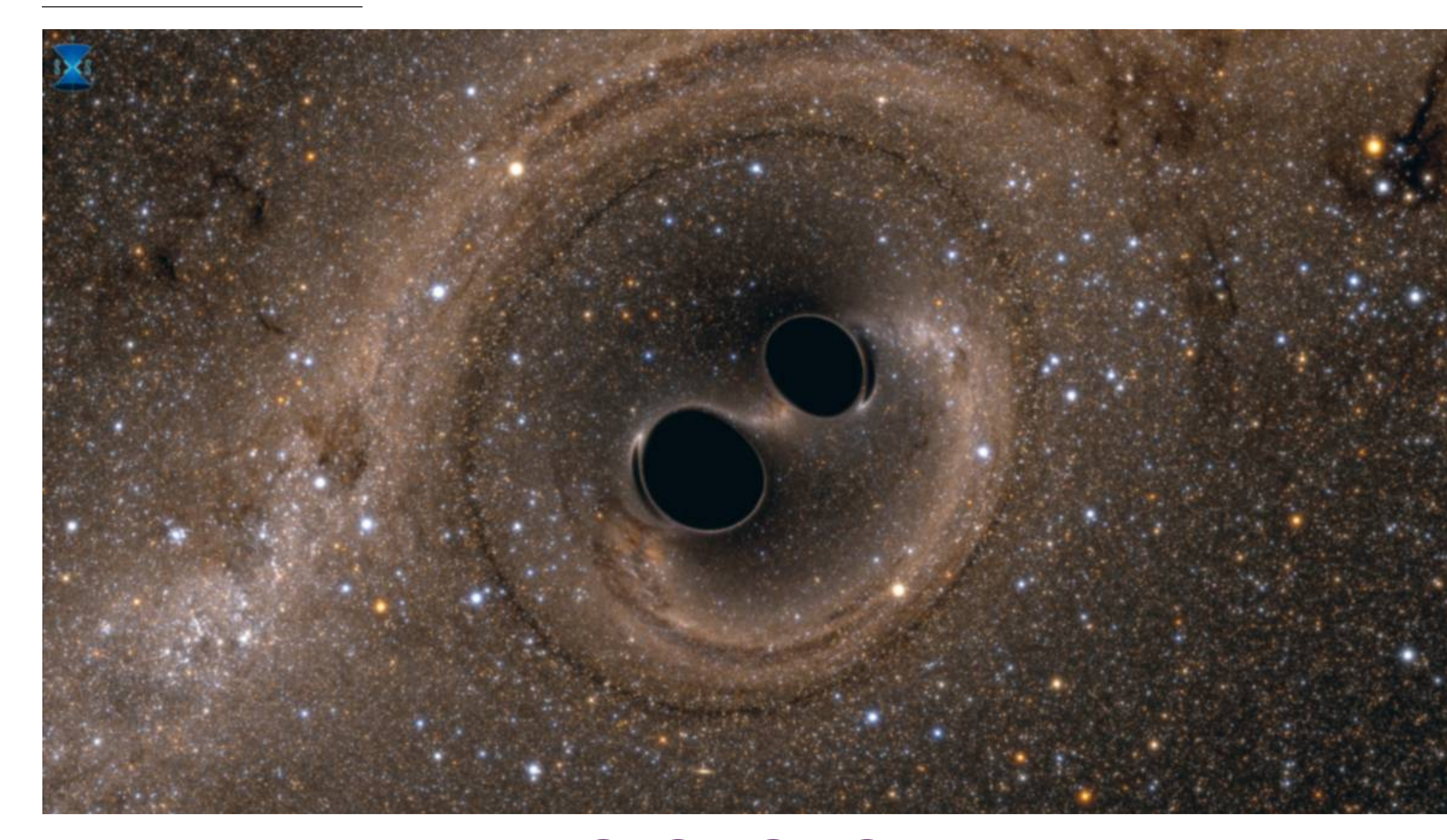
Ce nouvel horaire permet d'échanger avec des auditeurs de tout âge, qui peuvent choisir eux-mêmes la programmation.

D'INDOCHINE À MC SOLAAR

Sa sensibilité à la musique lui vient de sa famille qui appartenait à la diaspora italienne : sa mère aime la chanson française, son père le rock, et les deux s'unissent autour de Dalida et Pavarotti. Elle-même se souvient avoir acheté son premier disque, de Lenny Kravitz, dans les années 1990. Elle l'affirme : son métier lui permet de découvrir et d'explorer tous les styles musicaux. Elle a conscience de son rôle de passeur et l'emploie prudemment avec ses auditeurs, « pour leur faire découvrir de nouvelles musiques. Il ne faut pas être snob et s'attacher à bien présenter les choses, c'est un public curieux ».

Dans les semaines qui viennent, elle mettra à l'honneur des artistes aussi divers qu'Indochine, Angèle, MC Solaar, Nino Ferrer, Eddy de Pretto, Cali, Miossec, Gaëtan Roussel… soit une façon de croiser la playlist d'Europe 1 avec ses coups de cœur et les demandes des auditeurs. ★

LÉA BORVO



TROUS NOIRS
ENFIN VISIBLES, TOUJOURS TROUBLANTS

Grâce aux progrès technologiques des télescopes, désormais les trous noirs se donnent à voir. Et se révèlent même plus abondants qu'on ne l'imaginait ! Retour sur trois observations récentes de ces fascinants objets célestes.

L'astrophysicien britannique Stephen Hawking est mort en mars dernier. Scientifique populaire mondialement connu, il avait deux sujets de prédilection, le big bang et les trous noirs. Ces objets célestes, sortes de puits sans fond à l'attraction si forte qu'ils attirent toute la matière et la lumière et ne les laissent pas ressortir, fascinaient aussi le chercheur. Celui-ci avait émis l'hypothèse que les trous noirs émettaient tout de même un rayonnement, aussi faible soit-il.

Décrit dans un article de la célèbre revue « Nature » en 1974, ce rayonnement, qu'on a nommé radiations Hawking, n'a toujours pas été détecté. En revanche, on sait de mieux en mieux observer les trous noirs de façon générale. Ils sont l'objet d'un regain d'intérêt grâce à des observations récentes inédites : deux trous noirs qui fusionnent ; un trou noir absorbant une étoile ; ou encore une étoile tournant autour du trou noir de notre galaxie.

La Nasa et l'ESA ont réussi à observer deux de ces puits sans fond avaler une étoile. Et même à découvrir une catégorie rarissime de trou noir !

RAYONS X

Il y a trois ans, en septembre 2015, la première observation d'ondes gravitationnelles a fait entrer l'astronomie dans une nouvelle étape. Pour mémoire, les ondes gravitationnelles – dont l'existence avait été prédite par Albert Einstein en 1916 – déforment l'espace-temps à mesure qu'elles cheminent en oscillant dans l'espace. Elles sont générées par des phénomènes célestes extrêmes. Les premières, détectées par l'instrument terrestre américain Ligo, avaient été créées lors du rapprochement de deux trous noirs, juste avant qu'ils fusionnent. Voici donc ce que les astronomes sont désormais capables de « voir » grâce aux ondes gravitationnelles : la collision de deux trous noirs pour n'en former plus qu'un.

La surveillance des changements de gravité dans le ciel grâce aux rayons X permet d'identifier des événements transitoires qui se manifestent par un pic d'activité. C'est avec cette technique que deux des plus grosses agences spatiales, la Nasa, américaine, et l'ESA, européenne, ont pu observer indépendamment une étoile se faire avaler par un trou noir. De fait, lorsqu'une étoile est happée par un trou noir, son dernier signal est un rayon X. Pure coïncidence, ces deux observations, rendues publiques en juin dernier, ont été réalisées à vingt-quatre heures d'intervalle. Le premier festin s'est produit à 150 millions d'années-lumière de la Terre ; l'autre, à 800 millions d'années-lumière de la Terre, et son principal protagoniste est un trou noir intermédiaire, la catégorie la plus rare de trous noirs.

HANDOUT/CALTECH

À gauche, collision, avant fusion, de deux trous noirs, détectée pour la première fois grâce aux ondes gravitationnelles.

EINSTEIN VALIDÉ !

Plus près de nous, à « seulement » 26 000 années-lumière de la Terre, Sagittarius A*, le trou noir supermassif situé au centre de la Voie lactée, est lui aussi sous surveillance. Il est entouré d'un amas d'étoiles. En mai dernier, l'instrument Gravity de l'observatoire chilien VLT a pu suivre une de ces étoiles, nommée S2, alors qu'elle passait au plus près – soit 120 fois la distance Terre-Soleil – de Sagittarius A*. Non seulement la trajectoire de l'étoile intéressait les scientifiques, mais c'était l'occasion rêver de tester « en vrai » la théorie de la relativité générale d'Einstein. Et le trou noir a donné raison au plus grand génie de tous les temps.

MARINE CYGLER



LE POINT VUE DE...
DIDIER BARRET, ASTROPHYSICIEN, DIRECTEUR DE RECHERCHE AU CNRS (*)

« LA CROISSANCE DES TROUS NOIRS RÉGULE LA CROISSANCE DES GALAXIES »

Quelle est la taille d'un trou noir hypermassif ?

Chaque galaxie, au-delà d'une certaine masse, contient en son cœur un trou noir, dit supermassif. Sa masse peut atteindre un milliard de fois la masse de notre Soleil, et sa taille, quelques milliards de kilomètres. Le trou noir est cependant 10 milliards de fois plus petit que le bulbe, c'est-à-dire la partie centrale, de la galaxie. C'est l'équivalent d'une tête d'épingle située au milieu de 100 000 terrains de football de cent mètres de longueur. Or ce qu'il se passe sur la tête de l'épingle affecte tout le système. Les événements qui s'y produisent sont donc d'une violence inouïe et dégagent une énergie astronomique.

Pourquoi pense-t-on que les trous noirs sont les architectes des galaxies ?

Au milieu des années 1990, on a mis en évidence que plus la masse des étoiles du bulbe de la galaxie est grande, plus la masse du trou noir du centre de la galaxie est élevée. C'est ainsi que l'on parle de coévolution des trous noirs et des galaxies : la croissance des trous noirs régule la croissance des galaxies. La matière attirée par le trou noir forme un disque d'accrétion. Cette accrétion de matière s'accompagne de jets et de vents très énergétiques qui réchauffent le gaz à partir duquel peuvent se former des étoiles. Or, pour fabriquer des étoiles, il faut du gaz froid et dense. On pense donc que l'activité du trou noir pourrait à elle seule stopper la formation des étoiles, agissant ainsi comme un régulateur de la croissance des galaxies.

Comment se fait cette régulation ?

On ne le sait pas encore. C'est un axe de recherche actif en astrophysique. C'est d'ailleurs l'un des objectifs de la mission Athena (Advanced Telescope for High Energy Astrophysics) de l'Agence spatiale européenne, qui mettra en orbite un observatoire de pointe d'ici à 2030. Cet observatoire déployé dans l'espace fonctionnera dans le domaine des rayons X. Ce rayonnement est absorbé par l'atmosphère terrestre, et pour l'observer il faut donc aller dans l'espace. Avec Athena, il s'agira en particulier d'étudier le rayonnement X engendré par l'accrétion (processus d'agglomération – NDLR) de matière sur les trous noirs. À l'Irap, à Toulouse, nous développons pour Athena un spectromètre X de grande précision, appelé X-IFU, dont l'un des objectifs scientifiques est justement d'étudier la coévolution des trous noirs et des galaxies, depuis la création de ces premiers objets dans l'Univers.

Pourra-t-on un jour avoir une photo d'un trou noir ?

C'est le but du projet appelé « The Event Horizon Telescope ». On annonce une première photo du trou noir central de notre galaxie pour très bientôt. Si ce défi gigantesque du point de vue de l'instrumentation, mais aussi de l'interprétation, réussit, on verra à ce moment-là des choses fantastiques, en particulier des effets de relativité générale comme la courbure des rayons de lumière par le trou noir lui-même !

(*) Institut de recherche en astrophysique et planétologie de Toulouse. Twitter : @DidierBarret

Athena, la future grande mission européenne, partira en 2028 étudier l'univers chaud et énergétique, les rayons X issus de la matière absorbée par les trous noirs.



ATHENA+TEAM

Deux pages pour exercer ses méninges. À vos crayons !

LES MOTS FLÉCHÉS

PAR MARTIAL DUBOIS

TISSUS DE COTON / MENSONGE		ATTACHAI / CONNUS		TRÈS ÉPRIS / BRIDE		DAME DE CONTES / POINTER		QUI MÉPRISE LES HOMMES		FRUSTRE / OS	
TOMBOLA / PRISONNIERS								TAMIS / CARROUSELS			
							NAPPE D'EAU / NETTOYER				
POISSON PLAT / SLALOMA					ORIGNAUX / ADMINISTRAI						RAISONNABLE
				IMMENSES / HORMIS							
COLORÉ / GROS TITRE						CULBUTE / AROLE					
			ACCORD MUSICAL / À TOI							DONT	
ABER / CRACK									RADIUS		
		POUR (QUE)					ÉTABLE À COCHONS				

Ci-dessous les solutions des grilles de SUDOKU de la page suivante, numéros 1253 et 1254

Facile

3	6	2	4	5	7	8	9	1
4	9	7	1	3	8	6	2	5
5	8	1	9	2	6	4	7	3
7	3	6	2	4	5	1	8	9
8	2	9	3	7	1	5	6	4
1	4	5	6	8	9	2	3	7
2	7	8	5	1	3	9	4	6
9	5	4	7	6	2	3	1	8
6	1	3	8	9	4	7	5	2

Moyen

4	1	6	7	3	5	2	9	8
5	2	7	8	9	1	3	6	4
3	9	8	6	2	4	1	7	5
8	3	2	4	1	9	6	5	7
9	6	1	2	5	7	4	8	3
7	5	4	3	8	6	9	1	2
6	4	3	1	7	8	5	2	9
2	7	5	9	6	3	8	4	1
1	8	9	5	4	2	7	3	6

PAR ÉRIC BIRMINGHAM

LE COIN DU FOU



En l'absence de Maxime Vachier-Lagrave, n° 1 français et actuellement 6e mondial, c'est Étienne Bacrot qui gagne le championnat de France. Entre 1999 et 2017, le n° 2 français l'a remporté huit fois. Sans une terrible gaffe et, de ce fait, une défaite face à Christian Bauer, il n'aurait, cette année, pas terminé à un demi-point des hommes de tête : Romain Édouard, Tigran Gharamian et Yannick Gozzoli qui ont totalisé 6 points en 9 rondes. Après les départages en cadence rapide, c'est lors d'un ultime blitz (Armageddon) face à Romain Édouard que le Français d'origine arménienne Tigran Gharamian décroche son premier titre de champion de France.

Un tigre à Nîmes

GHARAMIAN T. (2614)-ÉDOUARD R. (2638)
Championnat de France (départage, blitz Armageddon), Nîmes, 2018. Défense sicilienne.
1.e4 c5 2.Cf3 Cc6 3.Fb5 e6 4.0-0 Cge7 5.d4 cxd4 6.Cxd4 Dc7 7.Fe2 ! ? (7.Fe3) **7...d5 8.exd5 Cxd5 9.Cxc6 bxc6 10.c4 Cf6 11.Cc3 Fd6 12.h3 0-0 13.Ff3 Tb8 14.Dc2 a6 15.b3 c5 16.Fe3** (16.Fb2 Fe5 =) **16...Fd7 17.Tad1 Ff4** (17...Fc6 ! ?) **18.Fxf4 Dxf4 19.Ce4 ! Dc7** (19...Cxe4 20.Fxe4 attaque le Fou et le pion h7.) **20.Cxf6 + gxf6** (Ce n'est pas énorme, mais la structure noire est abîmée.) **21.Dd2 Tfd8 22.Dh6 De5**
(Voir diagramme.)
23.Tfe1 (Gharamian manque un gain introuvable en blitz : 23.Td3 !! Fe8 ((23...Dg5 24.Dxg5 + fxg5 25.Tfd1 +-)) 24.Fd5 ! suivi de 25.Tg3 + +-) **23...Dg5 24.Dxg5 + fxg5 25.Te5 Tbc8 26.Txg5 + Rf8 27.Te5 Re7 28.Te2 Fe8 29.Ted2 Txd2 30.Txd2 Tc7 31.g4 a5 32.Rg2 a4 33.g5 f6 34.gxf6 + Rxf6 35.Td6 axb3 36.axb3 Re5** (La position va être difficile à gagner pour les Blancs.) **37.Td3 Fg6 38.Te3 + Rf6 39.Fe4 Ff5 40.Fxf5 Rxf5 41.Rf3 e5 42.Re2 Ta7 43.Rd3 Ta3 44.Tf3 + Re6 45.Rc3 Ta2 46.Tf8 e4 47.h4 Te2 48.h5 e3 49.Te8 + Rd7 50.Txe3 Txf2 51.Te5 Rd6 52.Td5 + Rc6 53.Te5 Th2 ?** (La faute décisive, 53...Rd6 54.Tg5 Tf3 + 55.Rb2 Tf7 avec de grandes chances de nulle.) **54.Te6 + Rb7 55.Th6** (Le pion h est perdu ainsi que la position noire.) **55...Rc7 56.Txh7 + Rb6 57.h6 Ra5 58.Th8 Th3 + 59.Rb2 Rb4 60.Tb8 + Ra5 61.Tb5 + Ra6 62.Txc5 Txh6 63.Tg5 Rb6 64.b4** (Les Noirs abandonnent.) **1-0.**

ÉDOUARD R. (2638)-CORNETTE M. (2593)
Championnat de France (3e ronde), Nîmes, 2018. Début Réti.
1.Cf3 Cf6 2.g3 d5 3.Fg2 c5 4.0-0 e6 5.d4 cxd4 6.Cxd4 e5 7.Cb3 Fe6 8.Cc3 Fe7 9.f4 exf4 10.gxf4 g6 11.Rh1 Cc6 12.Fe3 0 – 0 13.Cd4 Fg4 14.f5 Te8 15.h3 Fh5 16.De1 Cxd4 17.Fxd4 Ce4 18.Fxe4 dxe4 19.Td1 Fh4 20.Ff2 Fxf2 21.Dxf2 Dg5 22.Cd5 Rg7 ? (22...e3 23.Dh2 Te4 =) **23.Cc7 e3 24.Dh2 Tad8 25.Cxe8 + Txe8 26.c3 Rh6 27.Td4 ! gxf5 ?? 28.Tg1** (Les Noirs abandonnent avant : 28...Df6 29. Df4 + Dg5 30.Dxg5#) **1-0.**

Alekhine-Inconnu, Paris, 1923



N° 627
Les blancs jouent et gagnent

Solution : 1.Fxf6 ! (Le premier sacrifice fragilise les défenses noires.) **1... gxf6 2.Txf6 + !!** (Le deuxième expose gravement le Roi.) **2...Rxf6** (Après : 2...Rg8 3.Txg6 + Rh8 4.Th6 + Rg8 5.Dg6 + Dg7 6.Dxg7#) **3.Dc3 + Re7** (Sur : 3...Rf7 4.Dg7#) **4.Dg7# 1-0.**

*	M	*	A	*	F	*	F	*	M	*	L
C	O	N	T	R	E	V	E	R	I	T	E
*	L	O	T	E	R	I	E	*	S	A	S
D	E	T	E	N	U	S	*	M	A	R	E
*	S	O	L	E	*	E	L	A	N	S	*
S	K	I	A	*	G	R	A	N	D	E	S
*	I	R	I	S	E	*	V	E	R	S	E
U	N	E	*	A	R	P	E	G	E	*	N
*	E	S	T	U	A	I	R	E	*	O	S
A	S	*	A	F	I	N	*	S	O	U	E

Ci-dessus, solution de la grille de MOTS FLÉCHÉS de la page précédente

LE SUDOKU

Complétez ces deux grilles séparément, de manière que pour chaque ligne, chaque colonne et chaque carré de neuf cases, tous les chiffres de 1 à 9 soient utilisés.

N° 1253. Facile

3								
				3	8			5
		1				4	7	
	3	6		4			8	
8	2			7	1			4
1	4		6	8		2	3	
						9		6
	5	4	7		2	3		
			8	9		7		

N° 1254. Moyen

			7	3				
5			8	9				
					4	1		
						6	5	
		1	2				8	3
		4				9	1	2
6			1	7				9
				6	3			
	8	9					3	









L'Humanité Le magazine des alternatives DIMANCHE
Supplément à l'Humanité.
Fondateur : Jean Jaurès.
Directeur : Patrick Le Hyaric.
Actionnaires principaux : l'Association des lectrices et lecteurs de l'Humanité ; l'Association des diffuseurs de l'Humanité. 5, rue Pleyel - immeuble Calliope, 93528 Saint-Denis CEDEX.
Tél. : 01 49 22 72 72. **Service diffusion fax :** 01 49 22 73 37.
Service aux abonnés : 01 55 84 40 30 –
E-mail : relationlecteur@humanite.fr
Publicité : Comédiance. Tél. : 01 49 22 74 43 (commerciale) – Tél. : 01 49 22 74 53 (annonces classées). Tél. : 01 49 22 74 89 (annonces légales).
Société nouvelle du journal l'Humanité (SA 99 ans à compter du 1er janvier 1957). Capital social : 2 500 000 euros. Siège social : 5, rue Pleyel - immeuble Calliope, 93528 Saint-Denis CEDEX.
Gestion, réglage et promotion des ventes en kiosque, modifications de service, réassorts, implantations : agence Boconseil, Otto Borscha : oborscha@boconseilame.fr, 09 67 32 09 34.
Directoire : Patrick Le Hyaric, président du directoire et directeur de la publication ; Patrick Apel-Muller, directeur de la rédaction ; Silvère Magnon, secrétaire général et codirecteur de la publication.
Conseil de surveillance : Jean-Louis Frostin (président).
Rédacteur en chef : Stéphane Sahuc (ssahuc@humadimanche.fr).
Rédactrice en chef adjointe : Dominique Sicot (dsicot@humadimanche.fr).
Directeur artistique : Jean Guignebert (jguignebert@humadimanche.fr).
Secrétariat de rédaction-maquette : Frédéric Baumard (1er secrétaire de rédaction) (fbaumard@humadimanche.fr), Aïcha Legendre (alegendre@humadimanche.fr), Isabelle Gibelli (igibelli@humadimanche.fr).
Édition : Lisa Daumont-Ivani (ldaumont@humadimanche.fr), Aïcha Legendre (alegendre@humadimanche.fr).
Iconographie : Gina Le Denemat (chef de service) (gledenemat@humadimanche.fr), Sandrine Husset (shusset@humadimanche.fr).
France : Pierre-Henri Lab (chef de service) (phlab@humadimanche.fr), Anne-Laure de Laval (aldelaval@humadimanche.fr), Cyprien Boganda (cboganda@humadimanche.fr), Diego Chauvet (dchauvet@humadimanche.fr), Cédric Clérin (cclerin@humadimanche.fr), Nadège Dubessay (ndubessay@humanite.fr), Latifa Madani (latifa.madani@humadimanche.fr), Pia de Quatrebarbes (pdequatrebarbes@humadimanche.fr), Benjamin König (bkonig@humadimanche.fr).
Monde : Vadim Kamenka (vkamenka@humadimanche.fr), Marc de Miramon (mdemiramon@humadimanche.fr), Nadjib Touaibia (nadjib.touaibia@humadimanche.fr).
Télévision-radio : Marianne Behar (mbehar@humanite.fr), Caroline Constant (cconstant@humanite.fr), Laurent Etre (letre@humanite.fr), Gérald Rossi (grossi@humanite.fr).
Culture : Lionel Decottignies (ldecottignies@humadimanche.fr), Michaël Melinard (mmelinard@humadimanche.fr).
Histoire-Idées : Lucie Fougeron (lfougeron@humanite.fr).

Correction-Photogravure : L'Humanité.
Impression : SIEP.
Numéro ISSN : 1771-1908
Dépôt légal : septembre 2018.
Commission paritaire : 2000 C 79615
Imprimé sur du papier provenant d'Allemagne – 100% de fibres recyclées. Eutrophisation : 0,003 kg/tonne de papier. Papier certifié PEFC.



IL ÉTAIT UNE FOIS…

30 SEPTEMBRE 1938, LES ACCORDS DE MUNICH

De retour d'Allemagne le 15 septembre 1938, satisfait de son traité signé avec Hitler, le Britannique Chamberlain proclame apporter « la paix en notre temps... la paix dans l'honneur ». Cet accord qui transfère les Sudètes à l'Allemagne va encourager Hitler dans sa course à la guerre.

LE DÉSHONNEUR ET LA GUERRE

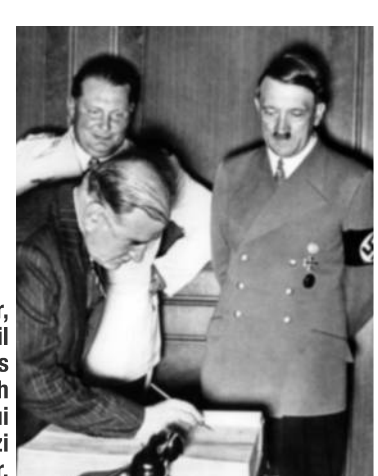


SUDDEUTSCHE ZEITUNG / RUE DES ARCHIVES ; CORBIS VIA GETTY IMAGES

Au matin du 30 septembre 1938, à Munich, la capitale bavaroise, Adolf Hitler, le président du Conseil français Édouard Daladier, le premier ministre britannique Neville Chamberlain et le Duce Benito Mussolini signent un accord au terme duquel la Tchécoslovaquie se voit amputée de 41 098 km² et de 4 879 000 habitants au profit du Reich. C'était la revendication de Hitler : l'annexion des Sudètes, régions frontalières du sud, de l'ouest et du nord de la Tchécoslovaquie, peuplées pour une part de germanophones.

Le recensement de 1930 établissait qu'il y avait, en Tchécoslovaquie, 14 700 000 habitants, dont 3 200 000 Allemands parmi lesquels 2 800 000 résidents dans les Sudètes, autrefois incluses dans l'Empire autrichien et, depuis 1918, dans la République de Tchécoslovaquie. Le Führer affirmait vouloir rassembler « la nation allemande » sous le même toit. Ce fut le prétexte à l'annexion de l'Autriche – l'Anschluss –, en mars 1938, sans que Londres ou Paris ne réagissent, pas plus qu'ils ne l'avaient fait deux ans plus tôt, lorsque Hitler avait fait entrer ses troupes en Rhénanie et les avait réarmées.

Le « droit des peuples à disposer d'eux-mêmes », dont se réclamait Hitler, n'était évidemment qu'un prétexte. À titre de dot, Daladier et Chamberlain »»



Édouard Daladier, président du Conseil français, signe les accords de Munich sous le regard réjoui du dirigeant nazi Göring et d'Hitler.


BRITISH AIRWAYS


PA ARCHIVE / ROGER-VIOLLET


ULSTEIN BILD / ROGER-VIOLLET

Juin 1919, le sort de l'Allemagne vaincue se joue à Versailles. Sévères et nombreuses, les sanctions virent à l'humiliation. Dix ans plus tard, la crise plongera la population de ce pays ruiné dans la misère. Ces privations offriront un tremplin aux idées nationalistes.

))) avaient placé dans la corbeille de mariage toutes les fortifications tchèques construites sur le modèle de la ligne Maginot et lui avaient offert une nouvelle « frontière » à 15 km des usines Skoda, joyau de l'industrie tchèque, aux mains, il est vrai, du français Schneider, qui devait les céder en décembre 1938 – moins de trois mois après Munich – au tandem Dresdner Bank-Krupp… (1)

De quoi voir venir ! Et ce qui vint, on le sait : l'occupation totale de la Bohême-Moravie et la satellisation de la Slovaquie (mars 1939) ; l'attaque de la Pologne, qui, avec la Hongrie, avait pourtant participé au festin de Munich sur le dos de Prague ; et, enfin, la déclaration de guerre de Londres et Paris à Berlin, mais l'arme au pied.

Le matin de l'accord, l'ambassadeur d'Union soviétique à Londres, Ivan Maïski, s'était rendu chez son collègue tchèque, Jan Masaryk. « Tout en m'embrassant, raconte-t-il, Mazaryk balbutia à travers ses larmes : "Ils m'ont réduit en esclavage et vendu aux Allemands comme on vendait les nègres pour qu'ils deviennent esclaves en Amérique." » (2) Vendue, trahie, dépecée avant d'être asservie, la Tchécoslovaquie aurait-elle pu échapper à un sort si tragique ? Elle était liée à la France depuis 1925, par un pacte d'assistance mutuelle ; à l'URSS, aussi, depuis 1935 ; et si l'Angleterre n'avait rien signé de tel avec Prague, un pacte du même genre l'attachait à la France.

Dès l'arrivée d'Hitler au pouvoir, l'Union soviétique, à l'instigation du commissaire aux Affaires étrangères, Maxime Litvinov, avait invité Français et Britanniques à partager avec elle une politique de « sécurité collective ». Trois ans durant, Moscou fit le siège des capitales occidentales. En vain. Quand Hitler réclama les Sudètes, le Kremlin fit savoir à Prague, Paris et Londres qu'il tiendrait ses engagements si la France tenait les siens et l'Angleterre aussi. Moscou demanda à Paris qu'on l'aidât à convaincre Polonais et Roumains d'ouvrir à l'Armée rouge un passage – l'URSS n'avait de frontières ni avec la Tchécoslovaquie ni avec le Reich. Varsovie refusa net. Bucarest aussi, mais, dans les dernières semaines avant Munich, fit savoir qu'elle fermerait les yeux en cas de survol de son territoire.

Chamberlain repoussa tout accord avec Staline. Daladier lui emboîta le pas. Certains, en France, disaient alors : « Mieux vaut Hitler que le Front populaire. »

Les discours pangermanistes d'Hitler, parvenu au pouvoir en 1933, galvanisent les foules réunies à Nuremberg. L'idéologie colonisatrice de « l'espace vital » (aux dépens des Slaves, notamment) prépare l'opinion à la guerre.





ULSTEIN BILD VIA GETTY IMAGES

Le 12 mars 1938, sans tirer un coup de feu, l'Allemagne annexe l'Autriche voisine, peuplée de germanophones. C'est « l'Anschluss », célébré ici par une parade de soldats autrichiens à Munich, le 14 mars. L'expansion du IIIe Reich ne fait que commencer…

Chamberlain repoussa tout accord avec Staline, Daladier – dont son compère et allié britannique disait qu'il était « un taureau avec des cornes d'escargot ! » – lui emboîta le pas. On le sait, certains en France disaient alors que mieux valait Hitler que le Front populaire. Notamment du côté du Comité des forges, le grand patronat, lequel avait son ambassadeur à… Berlin : André François-Poncet. Quelque temps après Munich, l'impétrant fut nommé à Rome, ce qui déchaîna la colère d'Aragon dans sa chronique parue dans « Ce soir » du 13 octobre 1938 : « Qu'est-ce donc ? On oublie trop facilement que ce diplomate est en même temps un des dirigeants du Comité des forges. Là est l'explication de ce qu'il fait auprès des dictateurs fascistes. En général, le Comité des forges a beaucoup travaillé pour le rapprochement franco-hitlérien. Il y a d'ailleurs son intérêt et il y a gagné à voir le minerai de fer, dont pendant un temps l'exportation avait été suspendue, reprendre tranquillement le chemin des usines de guerre allemandes. » (3)

Ces gens-là, Chamberlain, Daladier, ceux du Comité des forges, nourrissaient depuis longtemps un espoir : jeter le Reich contre la République des soviets. En septembre 1938, peu avant Munich, Daladier s'entretenant avec le chargé d'affaires allemand à Paris le mit en garde contre les conséquences qu'aurait une guerre, à l'Ouest, évidemment : « La révolution, peu importe vainqueurs ou vaincus, est aussi sûre en France qu'en Allemagne et en Italie. La Russie soviétique ne laissera pas échapper l'occasion d'exporter la révolution mondiale chez nous… » Sir Harold Orme Garton Sargent, sous-secrétaire adjoint du Foreign Office, le confessait en 1935 : « Si (…) on interdit à l'Allemagne toute possibilité d'expansion vers l'est, où elle est moins susceptible qu'ailleurs d'entrer en conflit avec les intérêts britanniques, nous devons être prêts à une intensification progressive de la pression allemande en direction du Danube. »

Propos qui faisait écho à ceux du prédécesseur de Chamberlain au gouvernement de Sa Majesté, Stanley Baldwin, qui confiait en 1936 à des députés conservateurs : « Nous connaissons tous le désir de l'Allemand – et il nous en a fait part dans son livre (« Mein Kampf » – NDLR) – de s'étendre vers l'est ; s'il devait passer à l'acte, cela ne me briserait pas le cœur pour autant. (…) Si des combats »

ULSTEIN BILD VIA GETTY IMAGES

LOUIS ARAGON

LA CRISE DE MUNICH SOUS SA PLUME

« Aragon. "Un jour du monde". Chroniques de "Ce soir". Première partie : "1938. La crise de Munich" », les Annales de la Société des amis de Louis Aragon et Elsa Triolet, n° 19, éditions Delga, 2018, 472 pages.
Cet important volume présente l'ensemble des chroniques publiées par Aragon sous le titre « Un jour du monde », de septembre à décembre 1938, dans le quotidien « Ce soir », créé en 1937 et qu'il codirige avec Jean-Richard Bloch. Ces articles de l'écrivain journaliste, jusque-là quasiment inaccessibles, « ont une importance particulière parce qu'ils présentent son point de vue sur une période capitale, celle qui mène à la Seconde Guerre mondiale », écrit François Eychart, maître d'œuvre de cette édition, dans sa riche introduction. La publication des chroniques parues dans « Ce soir » en 1939 est annoncée pour 2019.



GAMMA-KEYSTONE VIA GETTY IMAGES

Les Français, traumatisés par la boucherie de 14-18, s'inquiètent de la mobilisation de l'armée. De retour de Munich, Daladier est accueilli au Bourget comme un «sauveur de paix». Mais tous ne sont pas dupes…





l'Humanité

Aujourd'hui à 15 heures à Munich
rencontre DALADIER-HITLER
MUSSOLINI-CHAMBERLAIN

M. ROOSEVELT avait proposé une conférence EN PAYS NEUTRE de TOUTES LES PUISSANCES INTÉRESSÉES. Or, ni la République Tchécoslovaque, ni l'U.R.S.S. …

Il faut sauver la Paix : on ne la sauvera pas en ressuscitant le Pacte à quatre, mais en conjuguant les efforts de toutes les nations pacifiques

En prison FLANDIN !

LA VOLONTÉ DU PEUPLE FRANÇAIS

À LA UNE DE «L'HUMANITÉ» du 29 SEPTEMBRE 1938 «Aujourd'hui à 15 heures à Munich, rencontre Daladier, Hitler, Mussolini, Chamberlain».

))) devaient se produire en Europe, j'aimerais que ce soit entre les bolcheviks et les nazis. » (4)

Après tout, « tous les Tchèques ne valent pas les os d'un petit soldat français », estimaient » « l'Éclaireur de Nice » et ses confrères qui, à l'exception de « l'Humanité » et de « Ce soir », servaient la même soupe.

On comprend pourquoi Chamberlain s'était fait le chantre et le serviteur de ce qu'il appelait lui-même « appeasement », la politique d'apaisement… envers « Herr Hitler ». Et pourquoi Daladier, le chantre de la « non-intervention » en Espagne, dont des émissaires négociaient déjà en secret avec Franco, n'entendait pas non plus pactiser avec le diable rouge. Il préférait le brun.

Tout va aller très vite : le 12 septembre 1938, au congrès du parti nazi, à Nuremberg, Hitler réclame les Sudètes ; le 15, Chamberlain rencontre le Führer au Berghof, le « nid d'aigle », qui lui demande d'accéder à « l'autodétermination » des Sudètes – le premier ministre britannique demande un délai ; Anglais et Français concoctent alors un « plan » et font pression sur le président tchèque, Edvard Benes, pour qu'il l'accepte.

Que lui demandent-ils ? Le rattachement des Sudètes au Reich ! Ils annoncent en prime l'annulation des traités qui lient la Tchécoslovaquie à la France et à l'URSS. Les Tchèques refusent ; on leur signifie que, dans ce cas, ils auraient à se débrouiller tout seuls. Le 21 septembre, Prague capitule. Le lendemain, Chamberlain retrouve Hitler à Bad Godesberg, il lui présente, satisfait, le « plan » franco-britannique. L'autre a bien compris à qui il a affaire : il dit que sa patience est à bout et qu'il veut les Sudètes tout de suite. Le 28, l'Allemagne mobilise aux frontières tchèques.



AFP

«Munich» permet à Hitler d'annexer les Sudètes, au détriment de la Tchécoslovaquie (ici, la destruction d'un poste frontière). Six mois plus tard, il entre en Bohême et Moravie, satellise la Slovaquie. Viendra, en septembre 1939, le tour de la Pologne…



Il est encore temps de stopper Hitler. « Montrez-leur les baïonnettes ! » avait conseillé Litvinov à Coulondre, l'ambassadeur de France à Moscou, en juillet. De baïonnettes, il n'est question ni à Londres ni à Paris. Chamberlain n'a-t-il pas vanté la coopération avec l'Allemagne dans une lettre adressée au roi George VI, le 13 septembre : l'Allemagne et l'Angleterre, selon lui, sont « les deux piliers de la paix européenne et les deux remparts contre le communisme ».

Mussolini joua donc les conciliateurs ; Hitler invita Chamberlain et Daladier à le rencontrer à Munich. Ils arrivèrent le 29. Göring, en uniforme blanc, accueillit Daladier ; ils traversèrent la ville en décapotable. Chamberlain arriva avec son parapluie pour « chevaucher son tigre », comme raillait Churchill. On connaît la suite…

Le 1er octobre, alors que la Wehrmacht entre en Tchécoslovaquie, Aragon prévient : « Une paix ne s'achète pas à n'importe quel prix, et craignons d'apprendre que le prix déjà exorbitant que nous la faisons payer à la Tchécoslovaquie ne soit pas le prix véritable. » Il parla d'« une paix à plat ventre ». Le même jour, Gabriel Péri, dans « l'Humanité » dénonça un « Sedan diplomatique », allusion à la piteuse défaite de Napoléon III en 1870.

Le 4 octobre, la Chambre des députés ratifia la forfaiture par 535 voix contre 75 : celles des 73 élus communistes, d'Henri de Kérillis (droite) et du socialiste Jean Bouhey. La veille, dans « Ce soir », Aragon avait écrit : « La France vient de subir une dévaluation morale qui lui coûtera plus cher encore que les dévaluations monétaires. »

ANNEXIONS DU IIIe REICH DE MARS 1938 À MARS 1939



De l'autre côté de l'Atlantique, un savant, un physicien, observait avec anxiété ce qui se passait sur le Vieux Continent. C'était Albert Einstein. Dix jours après le scandaleux lâchage de la Tchécoslovaquie, il écrivit à un ami, Michele Besso : « En espérant qu'Hitler s'effondre en attaquant la Russie, là, il sacrifie l'Europe de l'Est. Mais nous verrons une fois de plus que la sagacité ne gagne pas à long terme. (…) Je n'ai plus d'espoir pour l'avenir de l'Europe. »

BERNARD FREDERICK

(1) Voir Annie Lacroix-Riz in « Presse nouvelle magazine » (PNM), n° 358, septembre 2018. Elle a notamment publié, chez Armand Colin, « Le Choix de la défaite. Les élites françaises dans les années 1930 » (2010) et « De Munich à Vichy. L'assassinat de la Troisième République, 1938-1940 » (2008).

(2) Ivan Maïski, « Journal 1932-1943 », texte établi par Gabriel Gorodetsky, Les Belles Lettres, 2017.

(3) Les citations d'Aragon sont extraites de « Aragon. « Un jour du monde ». Chroniques de « Ce soir ». Première partie : « 1938, la crise de Munich », Les Annales de la Société des amis de Louis Aragon et Elsa Triolet, n° 19, éditions Delga, 2018.

(4) Ces deux dernières citations sont extraites de Michael J. Carley, « 1939 : l'alliance de la dernière chance », Presses de l'université de Montréal, 2001.





GAMMA-KEYSTONE VIA GETTY IMAGES

Prise en octobre 1938, cette photo peut illustrer toute l'ambivalence des réactions de la population des Sudètes à l'arrivée des troupes de la Wechmacht.

« ET TU N'ES PAS REVENU »


DOMINIQUE FAGET / AFP

MARCELINE LORIDAN-IVENS, 1928-2018, la documentariste engagée, rescapée des camps, s'est éteinte le 18 septembre à Paris.

« J'ai été quelqu'un de gai, tu sais, malgré ce qui nous est arrivé. Gaie à notre façon, pour se venger d'être triste et rire quand même. Les gens aimaient ça de moi. Mais je change. Ce n'est pas de l'amertume, je ne suis pas amère. C'est comme si je n'étais déjà plus là. J'écoute la radio, les informations, je sais ce qui se passe et j'en ai peur souvent. Je n'y ai plus ma place. C'est peut-être l'acceptation de la disparition ou un problème de désir. Je ralentis. Alors je pense à toi. Je revois ce mot que tu m'as fait passer là-bas, un bout de papier pas net, déchiré sur un côté, plutôt rectangulaire. Je vois ton écriture penchée du côté droit, et quatre ou cinq phrases que je ne me rappelle pas. Je suis sûre d'une ligne, la première, "Ma chère petite fille", de la dernière aussi, ta signature, "Shloïme". Entre les deux, je ne sais plus. Je cherche et je ne me rappelle pas. Je cherche mais c'est comme un trou et je ne veux pas tomber. Alors je me replie sur d'autres questions : d'où te venaient ce papier et ce crayon ? Qu'avais-tu promis à l'homme qui avait porté ton message ? Ça peut paraître sans importance aujourd'hui, mais cette feuille pliée en quatre, ton écriture, les pas de l'homme de toi à moi, prouvaient alors que nous existions encore. Pourquoi est-ce que je ne m'en souviens pas ? Il m'en reste Shloïme et sa chère petite fille. Ils ont été déportés ensemble. Toi à Auschwitz, moi à Birkenau. L'Histoire, désormais, les relie d'un simple tiret. Auschwitz-Birkenau. Certains disent simplement Auschwitz, plus grand camp d'extermination du Troisième Reich. Le temps efface ce qui nous séparait, il déforme tout. Auschwitz était adossé à une petite ville, Birkenau était dans la campagne. Il fallait sortir par la grande porte avec son commando de travail, pour apercevoir l'autre camp. Les hommes d'Auschwitz regardaient vers nous en se disant c'est là qu'ont disparu nos femmes, nos sœurs, nos filles, là que nous finirons dans les chambres à gaz. Et moi je regardais vers toi en me demandant est-ce le camp ou est-ce la ville ? Est-il parti au gaz ? Est-il encore vivant ? Il y avait entre nous des champs, des blocs, des miradors, des barbelés, des crématoires, et par-dessus tout, l'insoutenable incertitude de ce que devenait l'autre. C'était comme des milliers de kilomètres. À peine trois, disent les livres. Ils n'étaient pas nombreux les détenus qui pouvaient circuler de l'un à l'autre. Lui c'était l'électricien, il changeait les rares ampoules de nos blocs obscurs. Il est apparu un soir. Peut-être était-ce un dimanche après-midi. En tout cas, j'étais là quand il est passé, j'ai entendu mon nom, Rozenberg ! Il est entré, il a demandé Marceline. C'est moi, je lui ai répondu. Il m'a tendu le papier, en disant "c'est un mot de ton père". Nous n'avions que quelques secondes, nous pouvions être tués pour ce simple échange. Et je n'avais rien pour te répondre, ni papier, ni crayon, les objets avaient déserté nos vies, ils formaient des montagnes dans des hangars où nous travaillions, les objets appartenaient aux morts, nous étions les esclaves, nous n'avions qu'une cuillère coincée dans une couture, une poche ou une bretelle et un lien autour de la taille, un bout de tissu arraché à nos habits ou une fine corde trouvée par terre, pour y accrocher notre gamelle. »

« Toi à Auschwitz, moi à Birkenau. L'Histoire, désormais, les relie d'un simple tiret. Auschwitz-Birkenau. Le temps efface ce qui nous séparait, il déforme tout. »

Extraits du livre « Et tu n'es pas revenu », de Marceline Loridan-Ivens, avec Judith Perrignon. Éditions Grasset.


LES VOYAGES
de l'Humanité
En partenariat avec
Cuba Linda
Cuba
DU 7 AU 22 NOVEMBRE 2018, 3 040 EUROS*
Prix spécial abonnés à l'Humanité : 2 880 euros par personne
DÉCOUVREZ CUBA DE SANTIAGO À SOROA,
en passant par Guantanamo, Baracoa, Bayamo, Las Tunas, Camaguey et son quartier centre historique, Sancti Spiritus, Trinidad classée au Patrimoine de l'Humanité, Cienfuegos, Santa Clara et le Mausolée de Che Guevara, Playa Giron, Playa Larga, Palpite, la Havane et son centre historique, Vinales, Las Terrazas.
Plongez au cœur d'une communauté rurale exceptionnelle à Vinales, terre du tabac des célèbres cigares de havane, ses paysages uniques et ses couleurs exceptionnelles.
Au travers de nombreuses rencontres de solidarité, vous découvrirez la réalité cubaine et la richesse d'un peuple bien loin des caricatures relayées par la plupart des médias.
* pour 16 jours/14 nuits, prix par personne en chambre double (supplément chambre seule 240 €), taxes aériennes et visa inclus.
RENSEIGNEMENTS ET INSCRIPTIONS
CUBA LINDA
05 53 08 96 66
cubalinda@wanadoo.fr
Cuba Linda
LE JOURNAL FONDÉ PAR JEAN JAURÈS
l'Humanité
www.humanite.fr
voyages@humanite.fr